

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Les normes de la politique budgétaire et fiscale des pouvoirs publics, par C. Goedhart — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LES NORMES DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE ET FISCALE DES POUVOIRS PUBLICS

par C. GOEDHART, Professeur à l'Université d'Amsterdam.

Introduction.

Dans une économie qui se veut prospère, les directives souhaitables de la politique budgétaire et de la politique fiscale qui y est étroitement liée, posent avant tout un problème de *politique structurelle*. En effet, l'importance et la structure du budget ainsi que le choix des méthodes de financement budgétaires déterminent la *composition des dépenses nationales globales* de l'économie, en ce qui concerne la part et la structure des dépenses publiques, et exercent, par l'impôt et par les transferts au secteur privé, une influence sur la répartition du revenu disponible dans ce secteur et, par-tant, indirectement sur la composition des dépenses privées. C'est dire que les politiques budgétaire et fiscale doivent s'inspirer de normes structurelles tendant à réaliser une répartition optimale des dépenses nationales.

Outre son incidence sur la répartition des dépenses nationales, la politique budgétaire et financière influence aussi d'une façon très sensible le *niveau global* de ces dépenses et, dès lors, l'évolution du rapport entre le flux des

dépenses monétaires nationales et les capacités physiques de l'économie, qui est un élément essentiel des impulsions conjoncturelles. La politique budgétaire au sens large d'une politique des dépenses publiques, d'une part, et la récolte de fonds par l'impôt et l'emprunt, d'autre part, deviennent ainsi l'instrument principal de la *politique conjoncturelle* dans les économies contemporaines. Cette politique budgétaire est le seul instrument conjoncturel qui intervient directement dans le circuit de la formation des revenus et de leur affectation. Les autres instruments de la politique conjoncturelle, à savoir la politique de crédit de la banque centrale et celle des revenus, sont des adjuvants importants d'une politique budgétaire conjoncturelle, mais ils ne peuvent être utilisés avec succès que dans la mesure où la politique budgétaire prévient la naissance de déséquilibres par trop importants. La politique de crédit de la banque centrale, qui agit sur l'offre de liquidités, peut, en limitant le crédit bancaire disponible, contribuer surtout à freiner les investissements privés, mais elle n'y parvient, sans créer des tensions insupportables

et sans courir le risque de provoquer une grave crise de liquidités, que dans la mesure où la politique budgétaire ne donne pas lieu à des impulsions inflationnistes trop fortes. Une politique des revenus visant à éviter et à juguler le plus possible des augmentations inflationnistes et autonomes des taux des rémunérations, ne peut être efficace que si la politique budgétaire prévient la création, sur les marchés de l'emploi et des capitaux, de situations de surchauffe telles qu'un développement équilibré des revenus nominaux devient impossible. Toute politique conjoncturelle qui n'est pas étayée par une politique budgétaire conjoncturelle devient dès lors illusoire. C'est dire que les politiques budgétaire et fiscale, en raison de leurs implications conjoncturelles, doivent respecter des normes visant à assurer une évolution aussi équilibrée que possible de l'économie.

Normes structurelles.

Un développement de la prospérité dans des conditions optimales d'équilibre structurel et conjoncturel requiert le respect de deux catégories de normes de politique financière. Il suppose la croissance de l'infrastructure collective qui est indispensable au développement harmonieux de la superstructure privée. Nombre de projets à réaliser par les pouvoirs publics dans l'intérêt de la collectivité sont si étroitement complémentaires du développement du secteur privé qu'une croissance structurellement équilibrée postule un accroissement harmonieux des dépenses collectives et privées. Les normes concrètes à appliquer à l'accroissement des dépenses publiques qui pourvoient aux besoins de la collectivité, posent un problème politique capital qui donne lieu à de larges divergences de vues. Il ne s'agit pas seulement des exigences auxquelles doivent satisfaire, en vue de la croissance de la prospérité, les interventions collectives au sens étroit (appareil administratif, défense, justice, police, etc., services qui, par leur nature, ne peuvent être assurés que par les pouvoirs publics, en dehors du mécanisme du marché), mais aussi de la question de savoir dans quelle mesure les pouvoirs publics doivent mettre nombre de facilités (enseignement, routes, etc.) à la disposition d'agents économiques déterminés et jusqu'à quel degré ces services doivent être disponibles, par leur incorporation dans le mécanisme budgétaire, comme interventions « quasi col-

lectives » soustraites à la formation des prix. Ces questions ainsi que des considérations relatives à l'opportunité de dépenses de transfert à effectuer par l'Etat dans le cadre de la croissance économique sont à la base du choix des normes de dépenses des autorités. L'époque où l'axiome de Jean-Baptiste Say, « le meilleur budget est le plus petit », était en vogue, est révolue depuis longtemps. A l'heure actuelle, nous savons que les interventions des autorités au profit de la collectivité sont productives, qu'elles répondent à des besoins essentiels et que la satisfaction des besoins croissants du secteur privé implique un développement approprié du secteur public. La détermination de la part du revenu national que les autorités doivent réserver à la satisfaction de besoins de la collectivité demeure cependant une matière de controverse d'une importance fondamentale pour toute la politique structurelle.

Outre une norme de dépenses, la politique financière doit respecter aussi une *norme de couverture*. La question posée de tout temps, dans quelle mesure les dépenses publiques doivent-elles être financées soit par des impôts ou d'autres prélèvements, soit par des emprunts, reste d'une grande actualité. L'ancien point de vue selon lequel l'opportunité d'un recours aux emprunts publics doit être considérée en fonction de l'objet du financement (soit des investissements directement rentables, soit des investissements contribuant au revenu national ou d'une utilité durable), et qui est resté longtemps en vogue en Europe continentale sous l'influence des néo-classiques, tels qu'Adolph Wagner, n'est sans doute pas encore entièrement abandonné; toutefois, dans la plupart des pays, il a dû céder le pas à des considérations macro-économiques relatives à la tendance fondamentale des taux nationaux d'épargne et d'investissement. Une croissance harmonieuse de l'économie nationale suppose une équivalence de l'épargne et des investissements (en ajoutant éventuellement à ces derniers les exportations de capitaux nécessaires au point de vue structurel) à un niveau de dépenses monétaires qui, tout en admettant une marge normale de chômage frictionnel, garantisse le plein emploi des forces productives. Dès lors, une évolution équilibrée exige que le déficit net de financement de l'Etat (le déficit brut de financement moins les amortissements obligatoires de la dette consolidée) corresponde à l'excédent net de financement des autres sec-

teurs de l'économie nationale. Cet excédent net est égal à la différence entre les épargnes volontaires globales et leur utilisation à des investissements nets (y compris les exportations structurelles de capitaux) par les entreprises et les pouvoirs publics subordonnés. Conformément à cette norme structurelle de couverture, le recours de l'Etat à l'emprunt dépend donc des taux tendanciels d'épargne et d'investissement, qui déterminent l'excédent de financement dégagé dans un état de plein emploi par les autres secteurs de l'économie. Cette norme structurelle de couverture revêt une grande importance pour une croissance dans des conditions d'équilibre conjoncturel. Si le recours à l'emprunt de l'Etat dépasse cette norme, il contribue à provoquer une surchauffe de la conjoncture, se traduisant par des tensions sur les marchés de l'emploi et des capitaux. Si, au contraire, le déficit net de financement de l'Etat reste en deçà de cette norme, les pouvoirs publics imposent une charge fiscale trop lourde à l'économie et déclenchent un processus déflationniste, une partie des épargnes volontaires ne trouvant pas d'emploi. Pour dissiper tout malentendu, précisons que cette norme de couverture peut nécessiter également un excédent de financement de l'Etat si les autres secteurs de l'économie accusent un déficit fondamental de financement (1).

Les taux tendanciels d'épargne et d'investissement étant connus, cette norme de couverture fournit la réponse à la question : dans quelle mesure les dépenses de l'Etat doivent-elles être couvertes soit par des recettes fiscales, soit par le recours à l'emprunt ? Aussi longtemps que les taux d'épargne et d'investissement des entreprises et des pouvoirs publics subordonnés ne subissent pas de modifications notoires, la norme de couverture implique que — partant d'une situation d'équilibre — l'accroissement des dépenses publiques soit à peu près entièrement couvert par des recettes fiscales additionnelles, car, dans ce cas, il n'y a pas de marge pour le financement par l'emprunt d'une plus grande partie du budget.

C'est en se basant sur cette approche macro-économique que l'on a calculé la *marge budgétaire*

structurelle justifiée en théorie et appliquée depuis la fin des années 1950 aux Pays-Bas dans les rapports gouvernementaux (Miljoenennota's) relatifs aux budgets annuels de l'Etat. Ce calcul fournit les données chiffrées qui permettent de fixer les priorités en matière d'expansion des dépenses et de politique fiscale. La méthode assez simple suivant laquelle la marge budgétaire structurelle est déterminée dans les rapports gouvernementaux susmentionnés n'est rien d'autre qu'un calcul du taux tendanciel d'accroissement annuel des recettes fiscales tel qu'il découlerait, sans modification des taux d'imposition, de la croissance tendancielle du produit national réel. Les recettes fiscales accusent une augmentation tendancielle plus importante que le produit national réel, en raison de la progressivité des taux d'imposition, notamment de l'impôt sur les revenus et aussi des tarifs relativement élevés de la taxe de transmission frappant les articles de luxe. Le « facteur de progressivité », c'est-à-dire le coefficient d'élasticité indiquant le rapport entre le pourcentage d'augmentation des recettes fiscales et celui du revenu national, se chiffre aux Pays-Bas, après la deuxième guerre mondiale, à environ 1 1/3. L'accroissement tendanciel du produit national réel est estimé par le Centraal Plan Bureau, jusqu'à et y compris 1970, à environ 4,8 p.c. par un an. Ainsi, la marge budgétaire structurelle créée annuellement par cette croissance tendancielle et l'augmentation automatique des recettes fiscales qui en résulte, s'élève à $1 \frac{1}{3} \times 4,8$ p.c., soit 6,4 p.c. du niveau tendanciel des recettes fiscales de l'année écoulée.

On trouve dans les écrits théoriques un mode de calcul plus élaboré de la marge budgétaire structurelle, cette marge étant intégrée dans un modèle de croissance basé sur un taux de croissance projeté du produit national. La marge budgétaire se définit alors comme la différence entre l'accroissement tendanciel projeté du produit national, d'une part, l'augmentation des investissements nécessaire à cet effet et celle de la consommation découlant du revenu national, de l'autre (1). Toutefois, l'application du

(1) Cf. l'intéressante étude de M.E. Levy, *Fiscal Policy, Cycles and Growth*, éditée par le *National Industrial Conference Board*, New-York, 1963, qui confronte le *full employment budget surplus* avec le déficit de financement des entreprises et des pouvoirs publics subordonnés, pour mesurer le caractère restrictif ou expansionniste du budget fédéral américain.

(1) Cf. P. de Wolff et Th. A. Stevers, *State Budget and Planning*, rapport pour le congrès de l'Institut International de Finances Publiques, à Varsovie, 1961, figurant dans l'annuaire des congrès publié par l'Université d'Etat de Gand et repris dans le recueil *Opstellen over openbare financiën*, I, Amsterdam-Bruxelles, 1966, pp. 35-60. Voir également Th. A. Stevers, « Economische normering der rijksbegroting », *Maandschrift Economie*, 1965, pp. 527-576.

mode de calcul plus simple, basé sur la croissance tendancielle réelle, présente déjà un grand intérêt pour la politique financière.

Inutile de dire que le calcul de la marge budgétaire structurelle implique l'acceptation de la norme de couverture définie plus haut; en effet, il part de l'idée qu'étant donné le niveau du déficit de financement de l'Etat, il se recommande de couvrir l'accroissement ultérieur des dépenses publiques par des recettes fiscales additionnelles et non par l'emprunt.

Le calcul même de la marge budgétaire structurelle ne préjuge nullement du choix de la norme de dépenses jugée souhaitable par les pouvoirs publics. Si l'on opte pour une expansion des dépenses parallèle à celle du revenu national, la marge budgétaire permet un abaissement des taux d'imposition, qui neutralise l'incidence de la progressivité des recettes fiscales. Mais il se peut aussi que la marge budgétaire soit entièrement consacrée à l'expansion des dépenses et que celles-ci augmentent donc proportionnellement plus que le revenu national. Si l'on veut augmenter les dépenses au-delà de la marge budgétaire, tout en respectant la norme de couverture, il faudra accroître, à due concurrence, les recettes fiscales par un relèvement des tarifs.

L'intérêt très grand que présente le calcul de la marge budgétaire structurelle tient surtout au fait qu'en se basant sur une norme structurelle de couverture, on délimite ainsi quantitativement le choix des priorités en ce qui concerne, d'une part, l'expansion des dépenses publiques, jugée nécessaire pour le progrès du bien-être, dans différents domaines d'intervention et, d'autre part, le développement de la charge fiscale globale.

Lorsqu'en 1959, M. Zijlstra, ministre néerlandais des Finances, introduisit le calcul de la marge structurelle, le Gouvernement décida que le taux d'accroissement des dépenses ne pouvait dépasser celui du revenu national et, si possible, devait même y rester quelque peu inférieur en vue de créer une résistance à des tendances inflationnistes ⁽¹⁾. Le ministre Witteveen, successeur de M. Zijlstra, s'efforça par la suite d'observer la règle de proportion-

nalité de l'expansion des dépenses et de l'expansion du revenu national. On devait créer ainsi une marge permettant de corriger le facteur de progressivité, c'est-à-dire d'abaisser les taux d'imposition pour annihiler l'influence de la progressivité sur les recettes fiscales. En réalité, ce problème est devenu très complexe par suite de l'accroissement inflationniste du revenu national, qui a renforcé le facteur de progressivité : on pouvait difficilement corriger celui-ci sans exercer une action procyclique sur la conjoncture. Le Gouvernement néerlandais constitué au printemps de 1965 a opté pour une expansion des dépenses dépassant provisoirement le rythme de croissance du revenu national réel; ainsi, il n'y avait plus de marge pour la correction du facteur de progressivité et il fallait même, par solde, aggraver la charge fiscale totale.

Au demeurant, de nombreux arguments plaident, sur le plan des principes, en faveur d'une politique budgétaire tendant à éviter que les dépenses publiques ne s'accroissent relativement plus que le revenu national. Une augmentation des dépenses publiques constamment supérieure à celle du revenu national risque d'affecter, par les effets négatifs d'une charge fiscale marginale élevée, l'esprit d'initiative d'une partie sans cesse croissante de la population, à mesure que le revenu réel par habitant s'accroît. On se rapproche ainsi rapidement de la limite fatale à partir de laquelle une nouvelle aggravation de la charge fiscale décourage l'initiative au point de paralyser les efforts productifs et, par conséquent, de provoquer une stagnation du revenu national; finalement, cette politique mène inévitablement à un financement inflationniste en raison d'une stagnation des recettes fiscales.

Une politique budgétaire qui vise à maintenir un parallélisme approximatif entre l'augmentation des dépenses publiques et celle du revenu national, et, dès lors, à modifier les taux d'imposition pour tenir compte de la progressivité des impôts à mesure que s'accroît le revenu par habitant, exige un élagage continu des dépenses publiques. En particulier, le développement de la prospérité doit inciter les autorités à examiner sans relâche dans quelle mesure des transferts de revenus à des agents économiques moins favorisés — des subventions au sens le plus large du terme — peuvent être réduits au profit d'interventions plus urgentes de l'Etat. Les autorités devraient

(1) Le fondement théorique de cette politique est développé par J. Zijlstra dans *Möglichkeiten und Grenzen der Konjunkturpolitik*, Kieler Vorträge, Neue Folge, 24, Kiel, 1962, repris dans le recueil *Opstellen over openbare financiën*, I, Amsterdam-Bruxelles, 1966, pp. 21-34.

aussi examiner dans quelle mesure le coût des interventions dont profitent des groupes bien déterminés de la population — par exemple, en matière de construction et d'entretien des routes —, peut être supporté par les utilisateurs plutôt que par le contribuable anonyme. Alors que le péage est un moyen trop peu efficient et trop onéreux, les taxes sur les véhicules à moteur en tant que « charge fixe », de même que les taxes sur la consommation de carburants et les droits de stationnement en tant que « charge variable », peuvent produire un effet sensible de rationnement, semblable à celui du mécanisme des prix proprement dit. La mise à charge des utilisateurs d'une partie des dépenses de voirie est un moyen important pour rationner l'usage des routes et prévenir une majoration des impôts généraux qui n'ont pas des affectations bien déterminées. De même, il se recommande, lorsque le niveau du bien-être croît, de faire supporter une grande partie des frais considérables de l'enseignement universitaire par ceux qui en bénéficient directement. En agissant ainsi, on pourrait éviter, dans la plupart des pays développés, d'aggraver encore la charge fiscale objective et de porter atteinte à l'esprit d'initiative et, partant, à la croissance de la prospérité par des taux d'imposition marginaux trop élevés. La règle pratique consistant à maintenir la proportionnalité entre le revenu national et le niveau des dépenses publiques peut stimuler l'intérêt qu'il faut porter continuellement à l'élagage des catégories existantes de dépenses publiques.

L'application de cette norme de proportionnalité en matière de politique des dépenses publiques est rendue malaisée par les pressions permanentes exercées de toutes parts pour augmenter les dépenses publiques. Destinée à prévenir une aggravation persistante de la charge fiscale, elle se heurte notamment à l'action de nombreux groupes de pression qui s'efforcent, par l'intermédiaire de l'Etat, de faire porter leurs charges par leurs concitoyens; la coalition de différents groupes d'intérêts représentés aux parlements permet le plus souvent de défendre la cause de ces groupes aux dépens du contribuable. On en trouve l'exemple le plus éloquent dans les efforts entrepris avec succès dans de nombreux pays en faveur de subventions permanentes à l'agriculture. Seule une gestion gouvernementale très ferme, secondée par des experts financiers

du parlement, peut contrebalancer les tendances dépressives des groupes de pression.

Une solution satisfaisante du problème des normes structurelles de la politique financière de l'Etat ne peut être trouvée que dans le cadre d'un programme s'étendant sur plusieurs années et portant sur les grandes lignes de l'évolution des dépenses publiques dans les différents secteurs et dans leur ensemble. Il faut établir des programmes souples à long terme prévoyant une évolution proportionnelle des dépenses publiques et du revenu national, afin d'éviter des pressions inflationnistes récurrentes sur le niveau des dépenses publiques. Si l'on choisit une gestion budgétaire axée sur la norme de la proportionnalité entre les dépenses publiques et le revenu national, il faut prévoir un programme de taux d'imposition à long terme qui neutralise constamment, par des adaptations périodiques des taux, l'influence de la progressivité de l'impôt sur la charge fiscale globale.

A cet égard, la gestion financière des pouvoirs publics subordonnés, notamment des communes, soulève un problème particulièrement difficile. Pour maintenir l'autonomie qui leur reste en matière de politique des dépenses, sans devoir recourir, sur une grande échelle, en période de resserrement conjoncturel du marché des capitaux, à des moyens de financement inflationnistes, les communes devront compléter, beaucoup plus qu'auparavant, leurs programmes d'investissement par des programmes de financement portant sur plusieurs années et assurant en temps voulu la couverture de leurs besoins de financement sur le marché des capitaux. A cet effet, le moyen le plus approprié est l'emprunt à terme auprès des placeurs institutionnels importants, qui garantit en temps opportun le financement des travaux d'équipement des communes.

Normes conjoncturelles.

Dans l'introduction, nous avons déjà souligné que la politique budgétaire des pouvoirs publics, en ce compris la politique fiscale, doit être considérée comme l'instrument principal de la politique conjoncturelle dans les économies contemporaines. C'est seulement en rapport avec une politique budgétaire anticyclique adéquate que d'autres instruments conjoncturels, notamment la politique monétaire et la politique des revenus, peuvent contribuer

utilement à juguler les fluctuations conjoncturelles.

Depuis que les théories économiques ont, au cours des années 1930, mis l'accent sur l'intérêt d'une politique budgétaire anticyclique et que de nombreux pays ont essayé, après la deuxième guerre mondiale, de manier cet instrument de la politique conjoncturelle, on s'est aperçu de plus en plus qu'une politique budgétaire anticyclique efficace se heurte à de nombreuses difficultés pratiques. Il est notamment apparu que des obstacles sérieux entravent aussi bien l'action des stabilisateurs conjoncturels dits automatiques sur le plan de la politique financière que la flexibilité de la politique des dépenses publiques et des taux d'impôts. En outre, l'efficacité des mesures fiscales anti-inflationnistes est grandement compromise par des phénomènes de répercussion de la charge de l'impôt, créant à partir de majorations d'impôts un effet inflationniste *cost-push*. Théoriquement, le principe de la politique budgétaire anticyclique est très simple. Il consiste à produire, en période de tensions conjoncturelles, un effet anti-inflationniste par une aggravation de la fiscalité et, si possible, par une limitation du rythme d'expansion des dépenses publiques, alors qu'en période de dépression, il s'agit de stimuler suffisamment les dépenses nationales par un abaissement des impôts et une expansion des dépenses, jusqu'à ce que le niveau du plein emploi et de l'utilisation complète de la capacité de production soit atteint. Si, apparemment, il est plus aisé de freiner les dépenses que de les stimuler, l'expérience acquise depuis la deuxième guerre mondiale nous apprend qu'en fait, le freinage de développements inflationnistes par une politique budgétaire et fiscale se heurte à de sérieux obstacles. Du point de vue de l'économie nationale, ces obstacles sont partiellement imputables au fait qu'en raison des cours de change fixes, il n'est pas possible d'échapper à une inflation importée. Mais, si nous faisons abstraction de ce problème international, si important soit-il, nous devons souligner que, même à l'intérieur de chaque communauté nationale, la lutte contre l'inflation par une politique budgétaire anticyclique rencontre bien plus de difficultés que ne l'avaient cru initialement ses partisans.

En examinant d'abord les stabilisateurs dits automatiques de la conjoncture, on constate que si leur influence est indéniable, ils ne peu-

vent à eux seuls freiner suffisamment des fluctuations conjoncturelles importantes et notamment de fortes tendances inflationnistes. Certes, ces stabilisateurs automatiques, qui font partie intégrante de la structure financière de l'Etat, exercent fort opportunément et jusqu'à un certain point une pression en sens inverse sur les développements inflationnistes et déflationnistes. Du côté des recettes budgétaires, c'est plus précisément la progressivité des taux d'impôts qui agit automatiquement et par contrecoup sur les tendances à dépenser trop ou trop peu. Du côté des dépenses, les prestations sociales, notamment les allocations de chômage, peuvent atténuer les développements déflationnistes. En revanche, une forte progressivité des taux d'impôts peut, en période de hausse, produire des effets procycliques non négligeables qui paraissent pouvoir saper sensiblement l'effet anticyclique sur le pouvoir d'achat. L'expérience nous a appris qu'une forte progressivité de l'impôt sur le revenu peut avoir comme conséquence que c'est précisément en période de haute conjoncture que nombre d'entreprises ont un intérêt fiscal à effectuer des dépenses non urgentes parce que c'est « le fisc qui paie une part importante de ces dépenses ». Il en va ainsi non seulement d'entreprises dont les bénéficiaires sont dans leur totalité frappés de l'impôt sur le revenu, mais aussi d'entreprises dont seuls les bénéficiaires distribués sont frappés de l'impôt précité; pour ces dernières aussi, il est intéressant, au point de vue fiscal, d'affecter les bénéficiaires élevés en période de haute conjoncture à des dépenses non urgentes plutôt que de les distribuer en superdividendes. Par ailleurs, la progressivité de l'impôt sur le revenu peut accentuer, précisément en période de haute conjoncture, la propension à faire porter par d'autres la charge de l'impôt frappant le revenu brut; les nombreux goulots d'étranglement existant sur les marchés des facteurs de production favorisent alors cette répercussion de la charge fiscale par l'augmentation du revenu brut, renforçant ainsi l'inflation des prix (1).

Si l'effet anticyclique des stabilisateurs conjoncturels intégrés dans la structure des impôts et des dépenses s'est révélé insuffisant, l'expérience a montré que la flexibilité de la

(1) A propos des inconvénients majeurs inhérents à une forte progressivité des taux d'imposition, cf. C. Goedhart, *Enkele facetten van belastingprogressie* (in *Fiscaal-economische opstellen*, offert en hommage au Prof. Dr. B. Schendstok, 1966, pp. 95-106).

politique conjoncturelle des dépenses et des recettes est, elle aussi, très limitée. En ce qui concerne les dépenses, ce manque de flexibilité s'explique, dans une large mesure, par la rigidité relative de nombreuses catégories de dépenses découlant souvent de dispositions légales ou autres qui ne peuvent être modifiées à bref délai. Du côté des recettes budgétaires, la célérité de réaction de la politique anticyclique est entravée par une résistance, d'ailleurs compréhensible, des parlements à une délégation de pouvoirs en matière de modification des taux d'impôts. En outre, le caractère complémentaire de dépenses privées et de dépenses publiques fait souvent qu'en période de hausse, l'accroissement des investissements privés pousse au développement de dépenses complémentaires des pouvoirs publics, dans le domaine de la construction de routes et des entreprises d'utilité publique, par exemple.

Par ailleurs, les mesures fiscales perdent souvent de leur efficacité conjoncturelle à cause de l'effet inflationniste *cost-push* qui peut résulter d'une aggravation de la fiscalité, précisément en période de haute conjoncture. Il en va ainsi non seulement des impôts qui grèvent le prix de revient, mais aussi des impôts sur le revenu dont la charge, comme il est souligné plus haut, peut se répercuter plus facilement en période d'inflation.

Au cours des dernières années, différentes propositions ont été présentées pour améliorer et renforcer les instruments de la politique anticyclique des finances publiques, notamment en matière fiscale. L'une d'elles porte sur l'introduction, au niveau des entreprises, d'un système de réserves conjoncturelles exemptes d'impôts. Ce système a déjà été appliqué en Suède peu avant la deuxième guerre mondiale. S'il permet de retirer une partie des bénéfices du circuit économique en période de haute conjoncture, il présente le grave inconvénient — l'expérience suédoise l'a démontré — que le déblocage des réserves constituées ne peut être remis indéfiniment; si une récession quelque peu sérieuse ne se produit pas, l'inévitable déblocage devra se faire à un stade moins opportun de la conjoncture.

Les propositions de Kaldor pour remplacer l'impôt sur le revenu par un impôt sur la dépense sont inspirées essentiellement par des considérations de politique structurelle, plus précisément par le désir de promouvoir l'épargne et de ne plus pénaliser la productivité; aux

Pays-Bas, Stevers, s'inspirant de considérations analogues, préconise de remplacer non seulement l'impôt sur le revenu par une taxation des dépenses de consommation — comme le propose Kaldor — mais aussi l'impôt sur les bénéfices des entreprises par un prélèvement basé sur l'utilisation des facteurs de production (investissements en actifs fixes, accroissement des stocks et montant des salaires dus) ⁽¹⁾. Stevers justifie cette réforme radicale du système fiscal aussi par les besoins d'une politique conjoncturelle. En effet, on peut admettre que des impôts basés sur les dépenses exerceraient automatiquement une action stabilisatrice non négligeable sur la conjoncture, sans que cet effet soit amoindri — comme c'est le cas pour les impôts sur le revenu et sur les bénéfices — par une tendance à différer, pour des raisons fiscales, les dépenses jusqu'en période de haute conjoncture. Pour le moment, les idées de Kaldor et de Stevers nous paraissent toutefois irréalisables, parce que la substitution de l'impôt progressif basé sur les dépenses de consommation à l'impôt progressif sur le revenu donnerait lieu, étant donné la progressivité actuelle des taux d'impôts, à des pourcentages d'imposition marginaux extrêmement élevés, qui, selon Kaldor, pourraient atteindre 300 p.c. Le sentiment de frustration ressenti à cause de la progressivité s'en trouverait accru et il se traduirait par une incidence négative très sensible sur l'initiative et l'ardeur au travail. Une réforme du système fiscal dans l'esprit des propositions précitées ne peut, dès lors, être sérieusement envisagée que si, au préalable, la progressivité actuelle des taux de l'impôt sur le revenu est fortement réduite.

Plus prometteurs sont les efforts pour arriver à une plus grande flexibilité de la politique en matière de taux et d'exonérations de l'impôt par une délégation de pouvoirs du parlement à l'exécutif. Après la deuxième guerre mondiale, plusieurs pays, et notamment les Pays-Bas, se sont engagés dans cette voie en accordant au gouvernement, sans modification préalable de la loi et pour des raisons conjoncturelles, le pouvoir de modifier des dispositions relatives au régime fiscal des amortissements anticipés et à l'exonération de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les bénéfices à concurrence d'un

(1) Cf. N. Kaldor, *An Expenditure Tax*, Londres, 1955, et Th. A. Stevers, *Hervorming van ons belastingstelsel*, leçon inaugurale à Tilburg, Deventer-Anvers, 1964.

certain montant de bénéfices investis. L'expérience nous a appris, en effet, que, de cette manière, on peut appliquer une politique anticyclique flexible en matière d'exonérations de l'impôt. La Grande-Bretagne connaît depuis quelques années le « régulateur » qui permet au Gouvernement de faire varier, en fonction de considérations conjoncturelles, les taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires, sans amender auparavant la loi. Bien que ce « régulateur » n'ait pas encore fait toutes ses preuves, nous estimons qu'il offre beaucoup de possibilités pour renforcer les instruments de la politique fiscale conjoncturelle et qu'il mérite que l'on s'en inspire dans d'autres pays.

Les normes de la politique budgétaire anticyclique, y compris la politique fiscale, sont très simples. Si, néanmoins, la politique conjoncturelle en matière de dépenses publiques et d'impôts n'a pas produit, en général, les résultats qu'on en attendait, il faut l'attribuer en grande partie au maniement trop peu flexible de ces instruments de la politique conjoncturelle. Une politique budgétaire anticyclique plus efficace exige à la fois des dispositions budgétaires permettant d'accélérer ou de ralentir les programmes de travaux publics, et une délégation plus étendue de pouvoirs en ce qui concerne le maniement anticyclique de taux d'impôts et d'exonérations fiscales.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de novembre 1966. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

JUSSIANT J., Les « credit cards » et leur évolution récente. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 6, novembre 1966, pp. 640-651.*)

Les ventes à tempérament. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXI, n° 42, 5 novembre 1966, pp. 393-398.*)

STASSART J., Aspects économiques et sociaux du crédit à la consommation. (*Les Annales de l'Economie collective, Genève, LIV, n° 3, juillet-septembre 1966, pp. 293-307.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

ALLOO R., Les banques et le financement des entreprises en Belgique. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 6, novembre 1966, pp. 601-611.*)

BEAUPAIN L., La banque et le droit. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 6, novembre 1966, pp. 613-617.*)

LIEBAERT J., Aspect juridique actuel et pratique bancaire à propos des pouvoirs de la femme mariée. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 6, novembre 1966, pp. 618-638.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

VAN AUDENHOVE H., Le financement des activités des autorités locales. Intervention des organismes de crédit communal. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 6, novembre 1966, pp. 575-600.*)

VANDEPUTTE R., L'avenir des institutions publiques de crédit. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières, Bruxelles, cahier n° 119, novembre 1966, 23 p.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

DEHAENE J.L., Staatsfinancies plots hersteld ? (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LVII, n° 11, novembre 1966, pp. 925-934.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

La nationalisation des avoirs belges en Europe orientale. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXI, n° 39, 15 octobre 1966, pp. 365-369.*)

6. DEMOGRAPHIE

BONMARIAGE J. e.a., Où va la statistique démographique belge ? (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXII, n° 6, septembre 1966, pp. 359-389.*)

KAHN B., La population et la population active étrangère en Belgique. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 32, 4^e trimestre 1966, pp. 543-572.*)

TAE-HO Y., L'effet de la conjoncture économique sur la nuptialité en Belgique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXII, n° 6, septembre 1966, pp. 469-486.*)

WATTELAR Ch., Evolution et comparaison régionale de la nuptialité en Belgique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXII, n° 6, septembre 1966, pp. 407-441.*)

7. PRIX ET SALAIRES

DELEECK H. & DEHAENE J.L., La part des salaires et des traitements dans le revenu national (1948-1964). (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLIII, n° 8, 15 octobre 1966, pp. 665-676.*)

SPITAELS G. & KLARIC D., La réservation d'avantages aux travailleurs syndiqués. Armistice ou temps nouveaux dans les relations industrielles ? (*Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie, Bruxelles, 1966, 215 p.*)

Statistiques harmonisées des gains horaires moyens bruts dans les industries des Communautés européennes. Octobre 1965. (*Statistiques sociales, Bruxelles, n° 4, 1966, pp. 6-93.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

HENNIN R., La formation professionnelle de la femme. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLIII, n° 8, 15 octobre 1966, pp. 677-686.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

CLERDENT P., La Société Provinciale d'Industrialisation et l'expansion économique de la province de Liège. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 222, septembre-octobre 1966, pp. 543-550.*)

DUPRIEZ L.H., La conjoncture économique de la Belgique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXII, n° 7, 4 novembre 1966, pp. 521-535.*)

La situation économique de la Belgique — 3^e trimestre 1966. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXI, n° 44, 19 novembre 1966, pp. 409-418.*)

Le Limbourg, région d'implantation de nouvelles entreprises. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXI, n° 45, 26 novembre 1966, pp. 425-431.*)

NEIRYNCK M., De XIX^e eeuw in België. De sociaal-economische evolutie : proeve tot synthesis. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LVII, n° 11, novembre 1966, pp. 967-987.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

BERDING C.J.A., L'arrêt temporaire de sièges d'extraction et ses problèmes connexes. (*Annales des Mines de Belgique, Bruxelles, n° 9, septembre 1966, pp. 1105-1119.*)

DE LEENER M., Invloed der uitgaven voor elektrische energie op het Belgisch nationaal inkomen. (*Energie, Bruxelles, n° 176, 3^e trimestre 1966, pp. 140-146.*)

DIELS L. & JADOUL R., L'évolution de l'agriculture dans les pays de Benelux. (*Bulletin trimestriel économique et statistique de Benelux, Bruxelles, n° 3, 3^e trimestre 1966, pp. 3-18.*)

GAUTHY R., La construction en Belgique. (*Bulletin trimestriel économique et statistique de Benelux, Bruxelles, n° 3, 3^e trimestre 1966, pp. 19-30.*)

GENESSE J.C., La presse quotidienne en Belgique et son exploitation. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XXIV, n° 3, septembre 1966, pp. 153-230.*)

HENRARD J., Aspects particuliers de l'industrie électronique. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XXIV, n° 3, septembre 1966, pp. 233-253.*)

HEYVAERT H., La recherche scientifique dans les industries belges. (*La Revue nouvelle, Bruxelles, XLIV, n° 11, 15 novembre 1966, pp. 386-398.*)

LEBEAU G., L'importance des petites et moyennes entreprises dans l'économie belge. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 32, 4^e trimestre 1966, pp. 573-587.*)

VAN GINDERACHTER J. & CARDON de LICHTBUER L.D., Les problèmes de la sidérurgie belge. (*La Revue nouvelle, Bruxelles, XLVI, n° 11, 15 novembre 1966, pp. 399-409.*)

12. TRANSPORTS

CHARLIER C., Le complexe portuaire gantois. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 222, septembre-octobre 1966, pp. 535-542.*)

DRIESEN F., Les installations portuaires liégeoises. (*Liège, 1966, 19 p.*)

14. COMMERCE EXTERIEUR

Les orientations du commerce extérieur de l'U.E.B.L. au cours du premier trimestre de 1966. (*Annexes de l'Aperçu mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Bruxelles, n° 10, octobre 1966, pp. 1-45.*)

Orientation à l'exportation des différentes provinces et régions linguistiques. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LII, n°s 9-10, septembre-octobre 1966, pp. 1962-1978.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

CASSEL F., Gold or Credit? The Economics and Politics of International Money. (*Pall Mall Press, Londres, 1965, IX+216 p.*)

Compendium of Plans for International Monetary Reform. (*Bulletin of the C.J. Devine Institute of Finance, New-York, n°s 37-38, décembre 1965, p. 131.*)

COOMBS C., Central Bank Efforts to Build up a Defence round the World's Leading Currencies. (*The Banker, Londres, CXVI, n° 489, novembre 1966, pp. 740-749.*)

DAVIS Th. E., Measuring a Deficit or Surplus in the U.S. Balance of International Payments. (*Federal Reserve Bank of Kansas City Monthly Review, Kansas City, septembre-octobre 1966, pp. 3-10.*)

DEBRE M., La France et le problème monétaire international. (*Banque, Paris, XLI, n° 245, novembre 1966, pp. 745-748.*)

Gold and the Balance of Payments. (*First National Bank of Chicago, Chicago, 1966, 23 p.*)

HARROD R., The International Monetary Fund, Yesterday, Today and Tomorrow. (*Institut für Weltwirtschaft an der Universität Kiel, Kiel, 1966, 27 p.*)

HAWKINS R. G. & ROLFE S.E., A Critical Survey of Plans for International Monetary Reform. (*The Bulletin of the C.J. Devine Institute of Finance, New-York, n° 36, novembre 1965, 80 p.*)

HELLER R.H., Borrowers in International Capital Markets. (*The National Banking Review, Washington, IV, n° 1, septembre 1966, pp. 81-87.*)

Is the Strongest Economy in the World Going « Bankrupt »? Exclusive Interview with Jacques Rueff. (*U.S. News & World Report*, Washington, LXI, n° 16, octobre 1966, pp. 60-66.)

LAULAN Y., Le F.M.I. envisage de nouveaux instruments de liquidité internationale. (*Banque*, Paris, XLI, n° 245, novembre 1966, pp. 765-769.)

LAVERGNE B., L'absurdité de l'actuel système monétaire international et la nécessité de l'étalon-or, seule monnaie internationale. (*L'Année politique et économique*, Paris, XXXIX, n° 192, octobre 1966, pp. 245-254.)

MACHLUP F., World Monetary Debate. Bases for Agreement. (*Princeton University*, Princeton, 1966, s.p.)

MERTENS de WILMARS J., Nouvelles tâches pour le Fonds Monétaire International. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion*, Liège, n° 222, septembre-octobre 1966, pp. 657-666.)

ROOSA R. e.a., All About Gold and the Dollar : How Experts see the Future. (*U.S. News & World Report*, Washington, LXI, n° 22, 28 novembre 1966, pp. 62-67.)

Statistiques harmonisées des gains horaires moyens bruts dans les industries des Communautés européennes. Octobre 1965. (*Statistiques sociales*, Bruxelles, n° 4, 1966, pp. 6-93.)

STEM C.H., The Overseas Dollar Bond Market and Recent U.S. Borrowing Abroad. (*Board of Governors of the Federal Reserve System*, Washington, 1966, 41 p.)

TRAVERS H., Le problème de la balance des paiements. (*L'Observateur de l'O.C.D.E.*, Paris, n° 24, octobre 1966, pp. 43-48.)

TREMPONT J., La livre sterling : diagnostic. (*Industrie*, Bruxelles, XX, n° 11, novembre 1966, pp. 763-775.)

TRIFFIN R., The Balance of Payments and the Foreign Investment Position of the United States. (*Princeton University*, Princeton, 1966, 34 p.)

VAN WENSVEEN D.M.N., Hoe werkt zo'n nieuw internationaal reservemiddel? (*Bank en Effectenbedrijf*, Amsterdam, XV, n° 3, octobre 1966, pp. 3-7.)

WEIL R.M., International Capital Movements. (*The Banker*, Londres, CXVI, n° 488, octobre 1966, pp. 665-673.)

WHITE A.N., International Monetary Reform : Problems and Progress. (*Westminster Bank Review*, Londres, novembre 1966, pp. 45-56.)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

BURGARD H., Erste Veröffentlichung von Ergebnissen des EWG-Haushaltsvergleiches. (*Finances publiques*, La Haye, XXI, n° 3, 1966, pp. 392-415.)

Common Market — What Europe Offers : Gains and Losses. (*The Economist*, Londres, CCXXI, n° 6430, 19 novembre 1966, pp. 828-843.)

FAYAT H., Aktuele problemen der Europese Gemeenschappen. (*Socialistische Standpunten*, Bruxelles, XIII, n° 5, novembre 1966, pp. 367-371.)

GROSFILS M., Perspectives nouvelles de la fonction bancaire dans le Marché commun. (*Revue de la Banque*, Bruxelles, XXX, n° 6, novembre 1966, pp. 652-670.)

LEMOINE P. & VAN GINDERACHTER J., Europese integratieproblemen september 1965-augustus 1966. (*Tijdschrift voor Economie*, Louvain, XI, n° 3, 3^e trimestre 1966, pp. 279-317.)

MORSS E.R., Tax Policy Implications of Free Trade. (*Finances publiques*, La Haye, XXI, n° 3, 1966, pp. 372-389.)

RIBAS J.J., Les aspects sociaux de la politique régionale de la Communauté Economique Européenne. (*Revue du Marché commun*, Paris, n° 95, octobre 1966, pp. 734-749.)

SCHURMANS H., De begrotingscontrole in de Europese gemeenschappen. (*Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen en Publiekrecht*, Bruxelles, XXI, n° 5, septembre-octobre 1966, pp. 280-284.)

WIEBRINGHAUS H., Le droit des ententes dans le cadre de la C.E.E. et de l'E.F.T.A. (*Revue du Marché commun*, Paris, n° 95, octobre 1966, pp. 755-764.)

17. DIVERS

Le financement des immeubles industriels et commerciaux. Faut-il acheter ou louer? (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*, Bruxelles, XXI, n° 40, 22 octobre 1966, pp. 377-379.)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge* au cours du mois précédant celui de la parution du *Bulletin*.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le *Journal officiel des Communautés Européennes*.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*
12. — *Communauté Economique Européenne*

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 3 octobre 1966

relatif à l'indemnisation des dommages causés aux biens meubles d'usage courant ou familial, en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance (Moniteur du 26 novembre 1966, p. 11774). Errata (Moniteur du 8 décembre 1966, p. 12225).

Arrêté royal du 31 octobre 1966

portant prorogation d'un an de la mission du Commissaire royal au problème de l'eau (Moniteur du 23 novembre 1966, p. 11657).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Société Nationale de Crédit à l'Industrie

Augmentation du montant nominal des bons de caisse et obligations à émettre par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (Moniteur du 1^{er} novembre 1966, p. 11066).

L'arrêté royal du 18 octobre 1966 dispose que le montant des bons de caisse et obligations que la Société Nationale de Crédit à l'Industrie est autorisée à émettre, ne peut dépasser septante milliards de francs.

Institut National de Crédit Agricole

Relèvement du plafond des engagements (Moniteur du 23 novembre 1966, p. 11658).

Par arrêté royal du 7 novembre 1966, entrant en vigueur ce jour, le plafond des engagements de l'Institut National de Crédit Agricole, fixé par la loi du 14 avril 1965, est porté, par libération d'une troisième tranche de cinq cents millions de francs, à sept milliards de francs.

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 12 janvier 1966

portant approbation de la Convention d'assistance mutuelle entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas en matière de perception des impôts sur le chiffre d'affaires, de la taxe de transmission et des impôts analogues, signée à Bruxelles, le 25 mai 1964 (Moniteur du 9 novembre 1966, p. 11265).

Arrêté royal du 3 novembre 1966

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 8 novembre 1966, p. 11217).

Arrêté ministériel du 21 novembre 1966

modifiant l'arrêté ministériel du 21 septembre 1964 accordant des délais pour le paiement des droits d'accise (Moniteur du 29 novembre 1966, p. 11821).

Arrêté ministériel du 25 novembre 1966

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 30 novembre 1966, p. 11881).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 21 octobre 1966

rendant obligatoire la décision du 27 avril 1966 et du 2 juin 1966 de la Commission paritaire nationale de la construction relative à la durée du travail (Moniteur du 8 novembre 1966, p. 11223).

Arrêté ministériel du 10 novembre 1966

dérogant temporairement, pour les travailleurs de l'industrie des mines de l'ensemble des bassins houillers du pays, aux dispositions de l'article 107, alinéa 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage (Moniteur du 25 novembre 1966, p. 11743).

Arrêté royal du 26 octobre 1966

modifiant l'arrêté royal du 9 mars 1962 portant création d'un groupe de travail chargé de l'étude du statut social des travailleurs indépendants (Moniteur du 11 novembre 1966, p. 11361).

Arrêté royal du 18 novembre 1966

modifiant l'article 170 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 25 novembre 1966, p. 11741).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté royal du 3 novembre 1966

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 8 novembre 1966, p. 11217).

Arrêté ministériel du 25 novembre 1966

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 30 novembre 1966, p. 11881).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 10 octobre 1966

rendant obligatoire la convention du 8 juillet 1966 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire, fixant les salaires horaires minimums des ouvriers de la viande (Moniteur du 25 novembre 1966, p. 11734).

fixant les salaires minimums, les salaires des jeunes ouvriers et ouvrières, la prime pour travail de nuit et rattachant les salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 25 novembre 1966, p. 11736).

Arrêtés royaux du 21 octobre 1966

Arrêté royal du 13 octobre 1966
portant modification des tarifs postaux du service international (Moniteur du 24 novembre 1966, p. 11692).

rendant obligatoire la convention du 21 juin 1966 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des cuirs et peaux concernant la fixation des salaires minimums dans l'industrie de la ganterie, et dans les entreprises de la sellerie et de la fabrication de courroies en cuir, d'articles industriels en cuir et d'articles de sport en cuir et peau et concernant la liaison des salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 9 novembre 1966, p. 11271).

Arrêté royal du 14 octobre 1966

rendant obligatoires les conventions des 5 mai 1966 et 7 septembre 1966 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 21 octobre 1966

portant modification de l'arrêté royal du 4 avril 1962 relatif aux pensions de retraite et de survie des marins naviguant sous pavillon belge (Moniteur du 1^{er} novembre 1966, p. 11077).

Arrêté royal du 9 novembre 1966

modifiant l'arrêté royal du 7 janvier 1960, portant exécution de l'article 2bis de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur du 18 novembre 1966, p. 11525).

Arrêté royal du 28 octobre 1966

modifiant l'arrêté royal du 24 septembre 1963 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Moniteur du 11 novembre 1966, p. 11368).

Arrêté royal du 17 novembre 1966

portant exécution de l'article 27, § 6, de la loi du 3 avril 1962 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés, complété par la loi du 13 juin 1966, (Moniteur du 24 novembre 1966, p. 11697).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Décision de la Commission

du 28 octobre 1966

(66/673/C.E.E.)

autorisant certains Etats membres à percevoir des taxes compensatoires à l'importation de certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles, en provenance des autres Etats membres (Journal officiel du 25 novembre 1966, p. 3661).

**Règlement n° 178/66/C.E.E.
de la Commission du 8 novembre 1966**

portant fixation des prélèvements dans le secteur de l'huile d'olive (Journal officiel du 9 novembre 1966, p. 3493).

Décision n° 22-66 du 16 novembre 1966

relative aux informations à fournir par les entreprises au sujet de leurs investissements (Journal officiel du 29 novembre 1966, p. 3728).

Décision n° 21-66 du 16 novembre 1966

portant obligation pour les entreprises de l'industrie de l'acier de déclarer les prix facturés lors des livraisons de produits sidérurgiques (Journal officiel du 29 novembre 1966, p. 3725).

**Décision de la Commission
du 10 novembre 1966
(66/663/C.E.E.)**

portant fixation d'un plan de sondage pour le Royaume de Belgique en vue d'une enquête de base sur la structure des exploitations agricoles (Journal officiel du 19 novembre 1966, p. 3608).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisés figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistiques et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1952	1953	1954	1955 p
		(milliers, à fin d'année)				
Population totale	I.N.S.	8.512	9.251	9.328	9.428	9.499
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.906	5.948	5.996	
dont : Hommes	»	2.902	2.923	2.950	2.984	
Femmes	»	2.948	2.983	2.998	3.012	
Population active 1 :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.568	3.589	3.622	3.646
dont : Agriculture	»	423	240	230	216	204
Industries extractives	»	191	105	102	102	95
Industries manufacturières	»	1.311	1.259	1.267	1.289	1.298
Bâtiments et construction	»	197	264	276	282	285
Transports	»	243	240	245	250	253
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.383	1.404	1.427	1.449
Chômeurs complets	»	92	77	65	56	62

1 Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	182,0	211,8	232,5
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,7	18,5
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	20,3	23,4	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,5	42,9	48,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,8	82,3	91,7
e) Corrections et compléments	11,6	13,0	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	21,1	20,0	20,9
Total ...	215,9	235,4	243,4	244,6	261,8	274,0	301,0	331,7	373,7	412,1
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	19,6	23,0	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	29,6	30,5
b) Professions libérales ¹	9,9	10,1	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,6	21,3
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	71,6	71,1	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	95,7	102,4
d) Revenus des sociétés de personnes ²	6,4	6,2	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	7,9	8,4
e) Ajustement statistique	0,6	1,0	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	- 0,4	- 0,9	- 1,0
Total ...	108,1	111,4	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	136,6	148,9	161,6
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	13,5	14,5	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,8	28,2	30,4
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	33,7	34,1	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	33,3	33,4
c) Dividendes, tantièmes, dons	12,5	13,4	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	16,3
Total ...	59,7	62,0	62,3	63,0	66,5	69,7	73,6	74,0	76,5	80,1
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	13,3	10,2	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	13,3	15,7	16,2
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	8,3	8,7	7,8	7,6	9,1	10,0	11,5	11,3	14,1	16,0
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,3	6,3	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	6,3	3,3
7. Intérêt de la dette publique	-11,7	-12,6	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,1	-24,2
Revenu national net au coût des facteurs ...	398,9	421,4	423,9	431,0	458,3	481,2	514,7	550,8	613,1	665,1
8. Amortissements	47,1	50,1	50,5	53,2	56,1	58,4	61,7	67,0	74,3	79,7
Revenu national brut au coût des facteurs ...	446,0	471,5	474,4	484,2	514,4	539,6	576,4	617,8	687,4	744,8
9. Impôts indirects	50,8	54,2	55,2	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,8
10. Subsidés	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,6
Produit national brut aux prix du marché ...	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,6	773,8	837,0

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULÉ PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)
(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

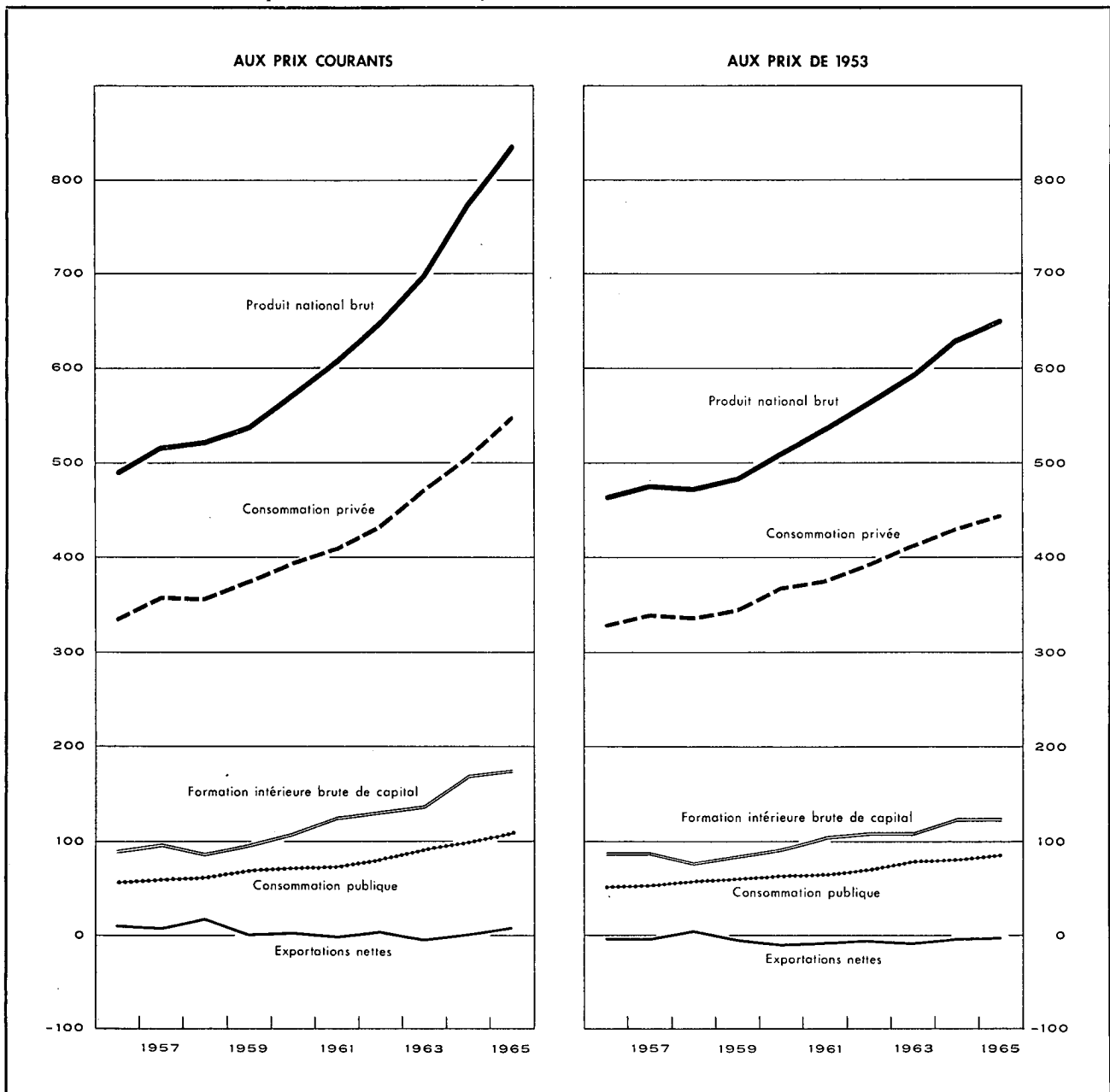
	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,9	35,6	34,2	35,3	36,6	40,4	38,9	41,5	44,4	45,7
2. Industries extractives	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	17,1	15,8
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	33,8	35,3	37,0	37,8	39,3	40,7	42,5	44,4	48,5	52,5
b) Textiles	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,3	16,7	18,6	20,8	19,5
c) Vêtements et chaussures	6,5	7,2	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,4
d) Bois et meubles	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	8,9	9,1	10,3
e) Papier, impression, édition	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,1	10,3	11,3	12,8	13,6
f) Industries chimiques et activités connexes	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	18,8	20,2
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,2	14,4	14,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	15,5	15,8	13,3	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,6	21,4
i) Fabrications métalliques et cons- tructions navales	31,5	35,2	33,7	33,2	36,9	43,0	49,0	55,5	65,3	69,9
j) Industries non dénommées ailleurs .	9,8	10,3	10,2	10,7	12,3	12,9	14,1	15,4	17,8	19,8
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>145,0</i>	<i>154,0</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>209,7</i>	<i>239,9</i>	<i>252,8</i>
4. Construction	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	40,3	42,1	54,0	56,6
5. Electricité, gaz et eau	9,5	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,5	15,0	17,0
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :										
a) Commerce	71,6	76,1	77,0	83,5	87,8	95,3	103,4	113,9	121,3	132,8
b) Services financiers et assurances ...	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,3	26,9
c) Immeubles d'habitation	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	43,6	44,9
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>121,2</i>	<i>127,6</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>178,0</i>	<i>189,2</i>	<i>204,6</i>
7. Transports et communications	32,6	34,2	34,5	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	51,4	56,8
8. Services	93,7	100,7	108,0	112,8	119,8	124,6	132,8	144,4	159,1	178,5
9. Corrections	2,4	-3,3	1,1	1,2	-2,3	1,2	4,8	1,1	0,1	4,9
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	482,6	511,2	515,1	532,9	565,8	600,8	643,6	691,8	770,2	832,7
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	5,3	4,4	3,8	3,6	4,3
Produit national brut aux prix du marché ...	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,6	773,8	837,0

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	98,8	102,2	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	126,4	131,0	142,3
b) Boissons et tabac	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	40,2
c) Vêtements et autres effets personnels	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,6	50,8	53,3
d) Loyers, taxes, eau	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	54,1	56,2
e) Chauffage et éclairage	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,9	25,4	28,1
f) Articles ménagers durables	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,7	49,5
g) Entretien de la maison	15,3	16,3	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,7	25,9
h) Soins personnels et hygiène	17,4	18,4	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	31,1	38,6
i) Transports et Communications	24,7	26,9	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	39,5	44,3	49,1
j) Loisirs	25,2	27,4	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	37,0	41,6	44,7
k) Autres dépenses et ajustement statistique	7,1	10,8	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	17,8	21,7	20,1
Total ...	334,4	358,5	357,0	373,5	393,6	410,2	433,0	472,4	507,1	548,0
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	37,6	40,1	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,4	74,6
b) Biens et services	14,4	14,3	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,3	26,8
c) Loyer net imputé ou payé	1,8	2,0	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7
Total ...	54,5	57,2	62,2	66,9	71,3	72,7	80,0	90,9	98,0	107,4
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,7
b) Industries extractives	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	1,7
c) Industries manufacturières	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	44,6
d) Construction	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,5	5,6
e) Electricité, gaz et eau	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	8,3	8,8
f) Commerce, banque, assurances	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,2	15,0	15,8
g) Immeubles d'habitation	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	28,0	44,9	47,8
h) Transports et communications	10,5	10,7	12,0	11,2	12,2	12,2	13,1	14,6	15,2	19,2
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	9,1	8,4	8,5	12,1	12,3	13,9	16,1	17,9	23,6	19,6
j) Autres services	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,6	3,8	4,1
k) Variations de stocks	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	3,3	1,0
l) Ajustement statistique	-0,6	0,2	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,4	1,3	0,3
Total ...	91,8	97,4	86,3	97,2	106,3	123,6	131,6	137,1	168,5	174,2
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,2	325,8
b) Importations totales	170,1	178,5	160,1	176,1	198,7	217,1	230,2	259,0	295,0	318,4
c) Exportations nettes	+9,6	+6,1	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-4,8	+0,2	+7,4
Produit national brut aux prix du marché ..	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,6	773,8	837,0

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	108	108	111	110	115	118	122	125	126	129
b) Boissons	103	111	109	114	117	122	123	132	140	147
c) Tabac	107	115	118	119	124	127	134	134	142	150
d) Vêtements et autres effets personnels	112	120	112	117	125	130	137	148	152	155
e) Loyers, taxes, eau	105	106	107	107	108	109	111	112	114	116
f) Chauffage et éclairage	118	117	108	110	117	125	147	163	150	163
g) Articles ménagers durables	122	131	128	134	156	165	171	187	212	218
h) Entretien de la maison	111	115	115	116	120	123	127	127	132	134
i) Soins personnels et hygiène ...	109	110	121	125	132	137	146	152	155	167
j) Transports	126	133	135	139	154	158	167	181	198	216
k) Communications P.T.T.	117	122	129	130	136	144	153	165	180	193
l) Loisirs	106	111	117	114	114	119	123	130	137	141
<i>Total ...</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>117</i>	<i>125</i>	<i>127</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>146</i>	<i>151</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	114	116	124	129	136	139	148	163	171	183
b) Biens et services	76	72	78	87	92	90	104	121	124	124
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	107	117	126	128	134	145	163	182	203	226
<i>Total ...</i>	<i>101</i>	<i>101</i>	<i>109</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>123</i>	<i>134</i>	<i>149</i>	<i>156</i>	<i>164</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	104	106	96	98	80	89	80	83	94	109
b) Industries extractives	117	110	98	68	56	74	53	64	65	50
c) Industries manufacturières	144	127	117	118	167	202	229	227	224	238
d) Construction	126	130	105	132	145	184	313	297	278	277
e) Electricité, gaz et eau	128	132	125	156	126	117	187	156	179	183
f) Commerce, banques, assurances	111	109	97	110	120	131	135	141	141	144
g) Immeubles d'habitation	118	124	110	120	140	149	130	118	172	173
h) Transports et communications .	125	122	135	127	137	135	142	153	152	187
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	121	111	120	150	137	142	158	180	261	201
j) Enseignement	158	123	92	201	244	303	340	326	291	256
k) Autres services	111	109	107	118	124	140	141	143	143	150
<i>Total ...</i>	<i>128</i>	<i>128</i>	<i>111</i>	<i>125</i>	<i>136</i>	<i>154</i>	<i>161</i>	<i>159</i>	<i>183</i>	<i>181</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	137	139	140	149	164	180	193	207	234	254
b) Importations totales	141	144	139	155	174	187	200	215	239	258
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	111,8	114,6	113,8	116,5	123,1	129,2	136,1	142,4	151,9	156,9

Références bibliographiques :

Population : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Recue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).

Revenu national et P.N.B. : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1965, p. 1385. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960.

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100 ¹

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques				Textiles		
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1964 3 ^e trimestre	109,1	61,1	111,7	108,1	122,4	135,1	124,6	107,0	98,3	119,8	
4 ^e trimestre	109,0	61,8	112,2	109,7	122,6	137,4	128,2	107,1	97,1	116,6	
1965 1 ^{er} trimestre	106,1	60,5	110,4	108,7	118,4	139,6	130,5	106,3	95,7	107,9	
2 ^e trimestre	106,0	57,9	109,2	107,9	116,7	137,5	129,0	104,0	93,1	114,7	
3 ^e trimestre	106,0	55,1	109,4	106,3	116,6	135,8	129,0	104,7	92,7	116,6	
4 ^e trimestre	105,6	55,1	109,7	104,9	118,8	140,0	128,0	106,1	93,3	112,3	
1966 1 ^{er} trimestre	103,2	49,1	108,9	103,7	118,1	135,0	117,0	104,3	98,5	106,1	
1965 Mars	106,3	59,1	110,1	108,0	117,5	139,2	130,4	108,3	94,6	111,5	
Avril	106,0	58,1	109,3	108,2	117,0	139,5	129,4	103,2	93,2	114,1	
Mai	106,0	58,4	109,2	108,0	116,5	137,9	129,1	104,1	92,2	114,4	
Juin	105,9	57,1	109,0	107,6	116,6	135,2	128,4	104,6	92,7	115,5	
Juillet	105,9	55,8	108,9	105,7	114,7	137,2	128,3	103,7	92,2	117,3	
Août	105,8	54,7	109,3	106,6	116,5	136,0	128,6	103,7	92,9	115,7	
Septembre	106,4	54,7	109,9	106,5	118,5	134,4	130,1	106,6	93,1	116,7	
Octobre	106,6	54,8	110,2	105,5	118,7	141,8	128,6	105,9	93,0	116,2	
Novembre	105,8	55,4	109,8	105,0	119,2	139,1	128,3	106,2	93,3	113,9	
Décembre	104,3	55,0	109,2	104,3	118,6	139,1	127,0	106,1	93,7	106,9	
1966 Janvier	102,9	53,7	109,1	104,4	118,0	135,3	118,9	103,6	98,6	99,8	
Février	103,5	52,8	108,4	103,1	117,0	134,3	116,3	103,9	98,3	107,4	
Mars	103,2	40,9	109,1	103,6	119,3	135,3	115,7	105,4	98,6	111,2	

¹ Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période ¹	Chômeurs contrôlés (milliers) ²			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois ³		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics ²	Demandes d'emploi ^{4 5}	Offres d'emploi ⁴	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			recues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	18,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1965	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	16,1	13,0	7,8
1965 1 ^{er} trimestre	65	111,4	38,3	73,1	2.414	16,4	8,0	4,2	19,0	14,6	7,8
2 ^e trimestre	62	45,4	29,3	16,1	938	15,3	5,0	6,9	12,7	14,6	8,8
3 ^e trimestre	63	39,4	27,1	12,3	828	15,8	4,2	7,0	13,3	11,7	8,2
4 ^e trimestre	63	78,0	33,9	44,1	1.638	15,5	6,9	6,2	19,3	11,1	6,7
1966 1 ^{er} trimestre	65	110,7	44,1	66,6	2.399	16,4	8,2	4,6	25,7	15,6	6,4
2 ^e trimestre	61	56,0	35,6	20,4	1.139	15,5	4,6	6,9	18,7	14,4	7,8
3 ^e trimestre	63	47,4	32,9	14,5	995	15,8	4,4	5,6	16,6	11,2	7,4
1965 Novembre	19	96,4	34,0	62,4	1.831	14,7	6,7	6,3	18,3	9,5	6,4
Décembre	20	104,3	39,1	65,2	2.085	15,4	7,4	5,1	24,2	9,6	5,7
1966 Janvier	25	158,9	46,0	112,9	3.972	18,2	10,9	3,8	27,9	14,2	5,5
Février	20	86,6	45,0	41,6	1.732	15,5	6,0	4,5	26,4	15,5	6,6
Mars	20	74,7	41,0	33,7	1.493	15,3	5,0	5,4	22,8	16,9	7,1
Avril	19	65,2	38,4	26,8	1.238	14,9	4,9	6,5	21,4	14,6	7,6
Mai	22	54,2	35,8	18,4	1.192	16,3	4,7	7,0	19,1	14,6	7,9
Juin	20	49,3	32,8	16,5	986	15,1	4,2	7,1	15,5	14,1	8,0
Juillet	24	49,5	34,0	15,5	1.187	18,5	4,8	5,3	16,5	8,5	7,0
Août	19	44,5	31,5	13,0	845	14,0	3,8	5,8	16,1	11,4	7,7
Septembre	20	47,6	33,1	14,5	952	14,9	4,5	5,8	17,2	13,8	7,4
Octobre	24	56,2	35,9	20,3	1.349	16,8	4,3	6,1	22,3	15,4	6,1
Novembre		75,1	41,8	33,3							

¹ Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

² Moyenne journalière par mois de chômage.

Nombre de journées perdues par mois

³ Durée moyenne du chômage = Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois

⁴ Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

⁵ Chômeurs complets normalement aptes.

⁶ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

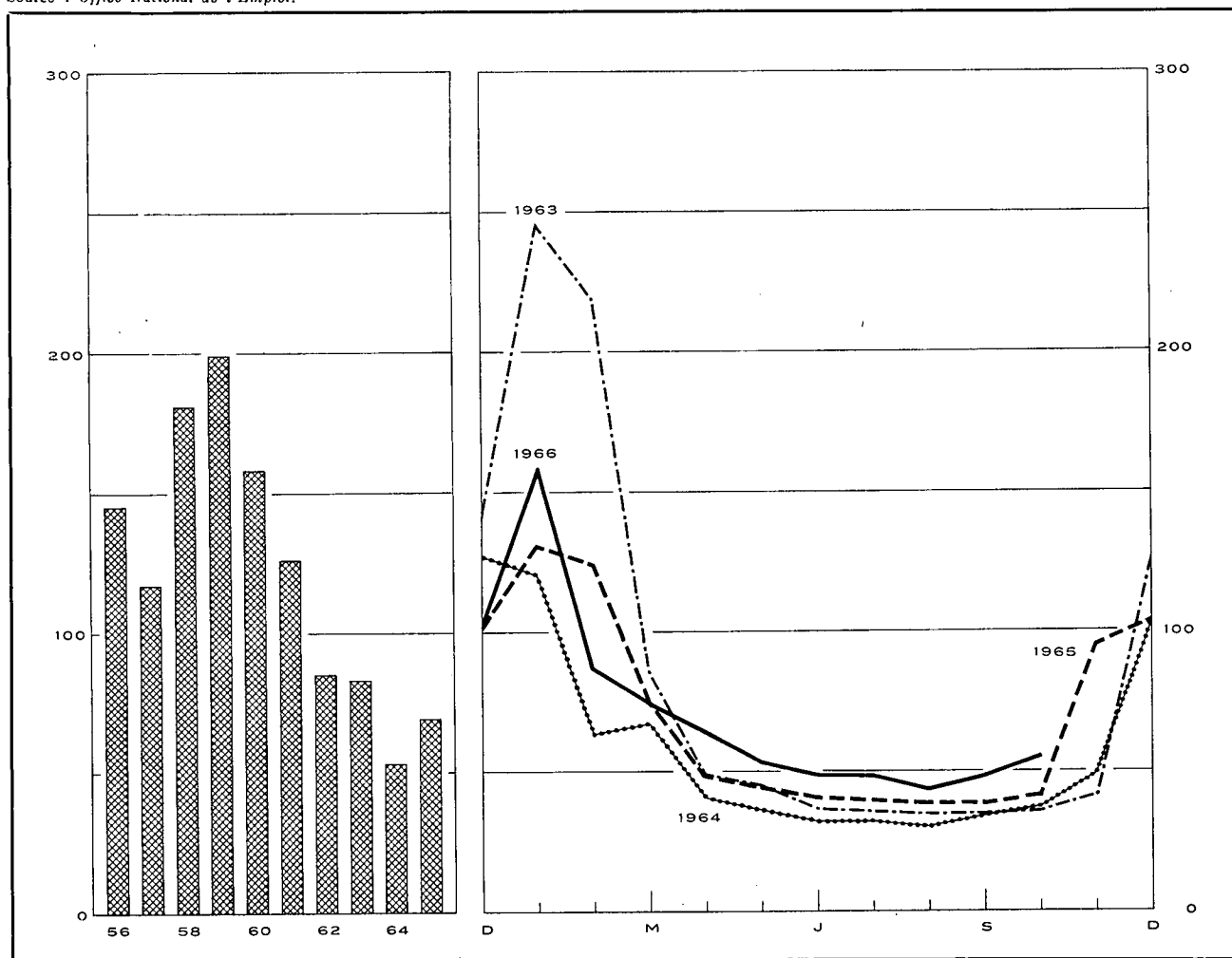
II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1963	1964	1965	1966
1957	117	144	96	88	138	Janvier	246	120	131	159
1958	181	204	166	149	204	Février	219	63	124	87
1959	199	292	182	150	171	Mars	86	67	75	75
1960	158	221	149	123	137	Avril	49	40	49	65
1961	126	177	111	90	124	Mai	45	36	45	54
1962	85	141	64	52	90	Juin	40	32	41	49
1963	83	176	44	35	72	Juillet	36	32	40	49
1964	53	82	36	32	61	Août	35	30	39	44
1965	69	111	45	39	78	Septembre	35	34	39	48
1966		111	56	47		Octobre	36	37	42	56
						Novembre	42	49	96	75
						Décembre	127	102	104	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Source : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966 est
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	296	270	273	256	252	246	262	266	249
dont : froment	219	200	203	206	209	200	216	227	214
seigle	69	62	63	44	39	41	42	36	30
Céréales non panifiables	240	255	252	263	260	255	239	254	257
Plantes industrielles	94	88	96	92	93	94	106	95	91
Plantes racines et tuberculifères	141	134	131	120	116	114	103	98	97
Légumes cultivés pour la graine	12	12	11	11	10	10	11	10	9
Prés et prairies	811	816	819	821	829	825	815	810	808
Divers	125	137	129	136	128	134	135	125	135
Total ...	1.719	1.712	1.711	1.699	1.688	1.678	1.671	1.658	1.646
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	779	789	773	722	835	759	900	853	
Autres céréales	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962	
Betteraves sucrières	3.200	1.500	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114	2.537	
Lin (graines et paille)	170	124	214	196	231	240	283	190	
Chicorée à café	56	43	55	60	37	47	68	46	
Pommes de terre	1.956	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	178	170	159	148	141	132	120	108	95
Total des bovidés	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.791
dont : vaches laitières	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.022
Porcs	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.927
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres)	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	412	424	441	429	462	458	429	461	

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

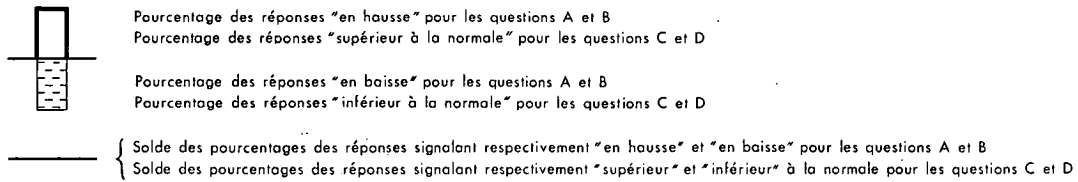
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Aiglefin	445	374	232	262	285	300	221	281	233
Cabillaud	662	834	653	689	698	863	728	630	1.124
Plie	427	451	381	390	291	346	424	322	294
Sole	289	315	257	350	314	347	631	201	263
Raie	356	337	342	323	328	310	298	319	280
Hareng	254	201	260	528	409	273	153	134	112
Crevettes	84	64	89	39	80	48	76	75	72

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

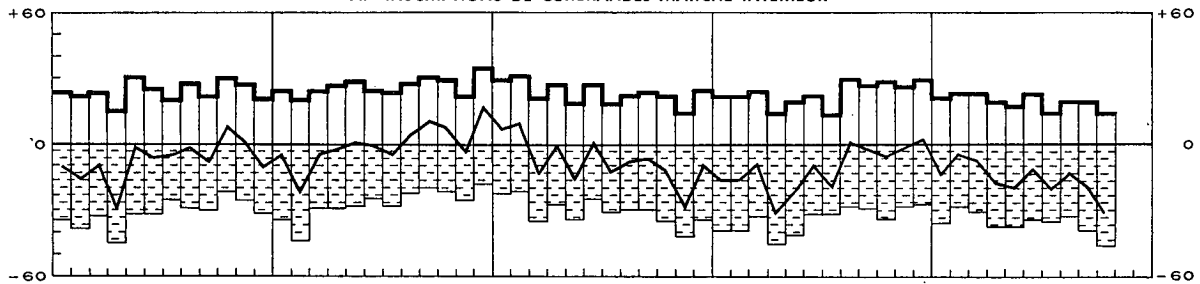
IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE ¹

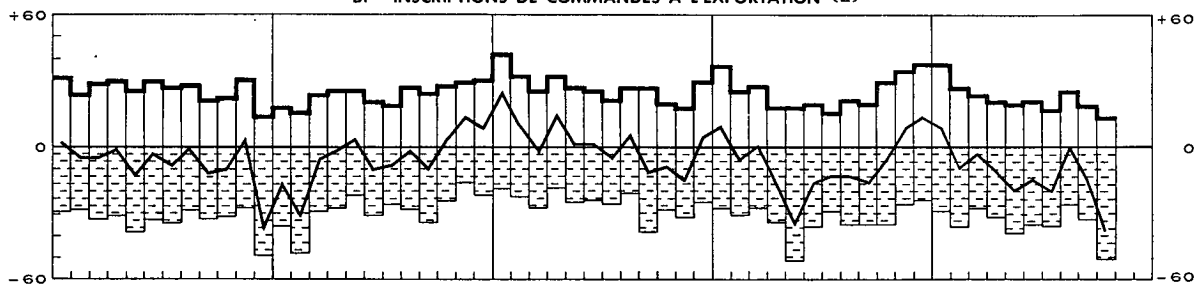
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



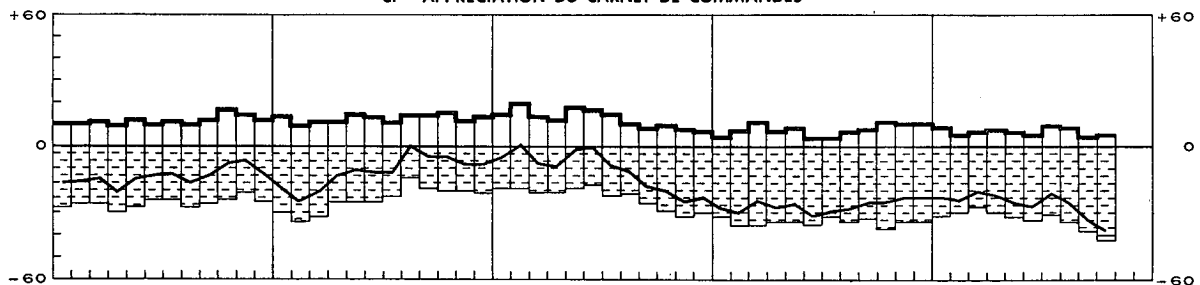
A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



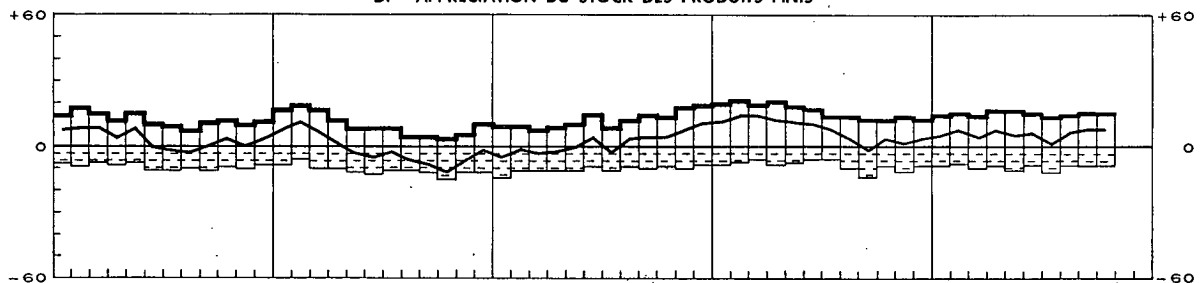
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



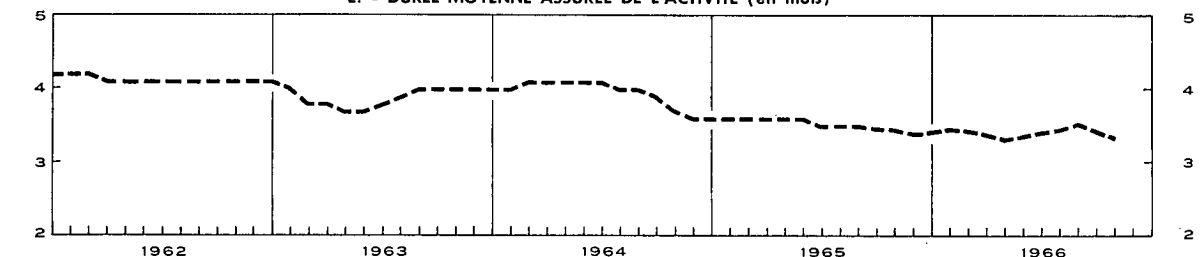
C. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



D. - APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



E. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.
² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1		Source : Agéfi 1
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général
1960	112	116	111	115	115
1961	119	124	116	121	122
1962	125	132	122	128	130
1963	135	142	131	138	138
1964	144	153	140	148	147
1965	p 147	p 157	p 145	p 154	149
1965 1 ^{er} trimestre	145	155	144	153	146
2 ^e trimestre	148	158	149	159	152
3 ^e trimestre	140	150	133	142	147
4 ^e trimestre	p 156	p 168	p 153	p 163	153
1966 1 ^{er} trimestre	p 150	p 161	p 148	p 159	151
2 ^e trimestre	p 152	p 164	p 155	p 167	152
3 ^e trimestre					p 147
1965 Novembre	p 150	p 163	p 154	p 164	148
Décembre	p 159	p 168	p 153	p 165	153
1966 Janvier	p 145	p 156	p 142	p 153	147
Février	p 145	p 156	p 150	p 162	144
Mars	p 160	p 172	p 152	p 164	161
Avril	p 152	p 164	p 151	p 163	153
Mai	p 146	p 157	p 158	p 170	149
Juin	p 158	p 170	p 156	p 168	154
Juillet	p 117	p 122	p 120	p 131	139
Août	p 147	p 159	p 130	p 140	147
Septembre					p 155
Octobre					p 155
Novembre					145 ²

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1953 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Prévision.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

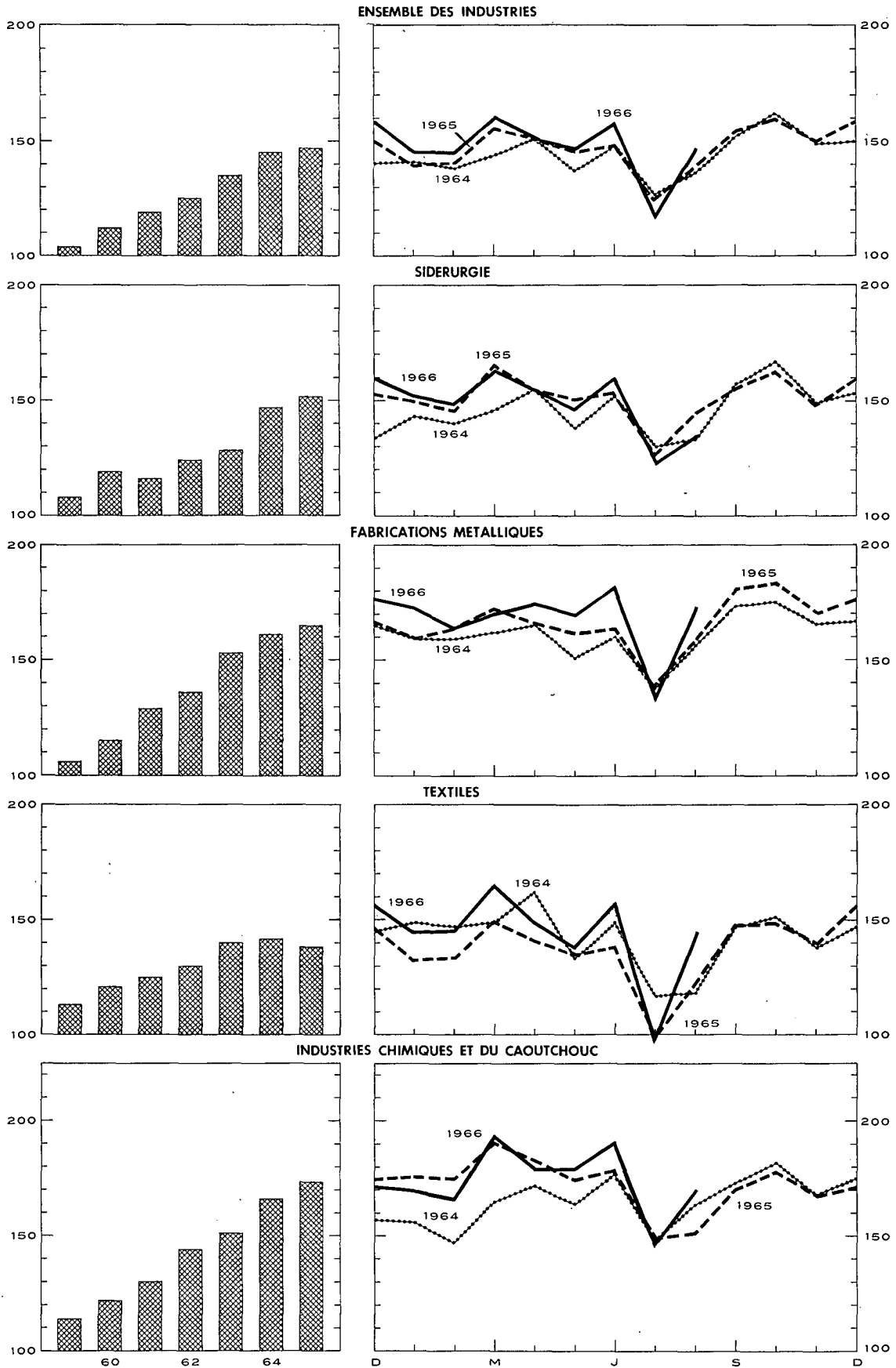
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles				Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Raffineries de pétrole	
									Total	dont :					Total
Fila-tures	Tissage	Bonne-terrie	dont : Trans-forma-tion des matières plasti-ques (1962 = 100)												
1960	112	86	116	122	119	126	115	108	121	126	120	118	122		106
1961	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130		122
1962	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	130
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965	p 147	85	p 157	147	152	175	p 165	127	138	132	137	154	172	178	241
1964 4 ^e trimestre	153	93	162	157	157	172	167	152	145	139	149	157	175	167	246
1965 1 ^{er} trimestre	146	87	155	130	153	172	165	112	139	135	140	150	181	162	219
2 ^e trimestre	148	88	158	160	153	175	164	122	138	131	139	156	179	184	250
3 ^e trimestre	140	77	150	153	143	169	160	129	124	120	122	140	158	167	237
4 ^e trimestre	p 156	87	p 168	146	157	184	p 177	146	149	144	148	168	173	198	256
1966 1 ^{er} trimestre	p 150	80	p 161	132	155	181	p 170	118	153	146	154	171	177	191	252
2 ^e trimestre	p 152	80	p 164	159	154	178	p 176	p 130	148	139	151	164	184	216	234
1965 Août	140	79	150	155	145	175	159	130	123	121	112	157	152	160	243
Septembre	156	88	167	158	156	183	181	125	148	142	144	177	171	201	217
Octobre	160	87	172	163	163	179	183	148	149	143	147	175	178	199	260
Novembre	p 150	88	p 163	143	148	183	p 171	155	142	134	142	163	168	203	249
Décembre	p 159	87	p 168	131	160	189	p 177	136	157	156	157	165	172	193	260
1966 Janvier	p 145	77	p 156	112	151	180	p 173	110	145	143	146	153	171	170	258
Février	p 145	77	p 156	125	149	176	p 164	113	147	140	149	164	167	186	235
Mars	p 160	85	p 172	159	164	185	p 171	131	166	156	166	194	192	218	264
Avril	p 152	78	p 164	155	155	182	p 175	123	149	142	150	166	180	203	247
Mai	p 146	79	p 157	158	146	171	p 170	122	137	127	143	150	180	211	254
Juin	p 158	82	p 170	164	160	182	p 182	p 144	157	148	159	177	192	234	202
Juillet	p 117	53	p 122	138	124	143	p 134	p 117	99	89	119	83	p 147	147	278
Août	p 147	80	p 159	154	135	181	173	137	145	145	121	121	171	171	253

* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1965 1 ^{er} trimestre	1.739	1.827	340	2.320	1.175	1.778	1.185	111	296
2 ^e trimestre	1.696	1.974	383	2.399	1.205	1.625	1.349	109	233
3 ^e trimestre	1.459	2.035	453	2.285	1.205	1.529	1.280	100	204
4 ^e trimestre	1.700	2.419	511	2.504	1.256	1.857	1.385	105	278
1966 1 ^{er} trimestre	1.584	2.802	414	2.262	1.261	1.877	1.364	99	294
2 ^e trimestre	1.483	3.077	494	2.270	1.263	1.709	1.266	97	224
3 ^e trimestre	1.284	3.051			1.253	1.623			
1965 Novembre	1.703	2.264	505	2.409	1.259	1.838	1.344	102	288
Décembre	1.755	2.419	511	2.616	1.261	1.953	1.404	103	303
1966 Janvier	1.576	2.430	411	2.374	1.217	1.960	1.396	100	332
Février	1.509	2.584	352	2.031	1.281	1.739	1.269	93	260
Mars	1.666	2.802	474	2.381	1.286	1.932	1.428	104	291
Avril	1.480	2.859	526	2.331	1.277	1.756	1.335	97	242
Mai	1.439	2.940	472	2.196	1.256	1.669	1.372	97	219
Juin	1.531	3.077	482	2.284	1.256	1.701	1.091	96	210
Juillet	1.012	3.014	344	1.673	1.235	1.471	1.500		
Août	1.354	3.005			1.241	1.633	1.367		
Septembre	1.485	3.051			1.284	1.764			
Octobre	p 1.441	p 3.085			p 1.287				
Novembre	p 1.477	p 3.057			p 1.295				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,0 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — *Fabrimétal* [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1965 1 ^{er} trimestre	752	582	6,44	6,23	12,67	12,02
2 ^e trimestre	762	574	6,87	5,93	12,80	13,31
3 ^e trimestre	736	508	5,77	5,35	11,12	11,41
4 ^e trimestre	806	566	7,26	6,54	13,80	14,32
1966 1 ^{er} trimestre	756	585	p 6,83	p 7,00	p 13,83	p 13,40
2 ^e trimestre	758	580	p 6,98	p 6,92	p 13,90	p 14,48
3 ^e trimestre	p 695	520				
1965 Novembre	775	529	6,49	6,28	12,77	12,91
Décembre	809	572	8,16	6,63	14,79	16,16
1966 Janvier	741	571	p 6,30	p 6,41	p 12,71	p 11,84
Février	733	550	p 6,60	p 7,31	p 13,91	p 13,09
Mars	794	635	p 7,58	p 7,28	p 14,86	p 15,28
Avril	762	586	p 6,98	p 6,97	p 13,95	p 14,14
Mai	724	546	p 6,48	p 6,66	p 13,14	p 13,78
Juin	787	609	p 7,47	p 7,12	p 14,59	p 15,52
Juillet	612	432	p 5,46	p 5,03	p 10,49	p 10,10
Août	p 668	495				
Septembre	p 804	631				
Octobre	765 ¹					
Novembre	746 ¹					

¹ Estimations sur base chiffres Agéfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et transformations
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)		Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	
				Nombre					Nombre	
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	31.440	3.921	10.997	3.123	4.482	6.972
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.150	3.618	9.255	3.009	3.772	6.057
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	29.510	2.636	6.059	2.619	2.843	4.930
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.232	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.025	1.436	27.696	6.016	20.797	3.280	4.537	5.172
1964	44.035	34.575	14.389	1.653	^p 34.032	6.583	20.661	3.826	5.402	^p 7.248
1965	^p 38.796				39.780	1		1		9.372

¹ En 1965, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève à 10.778.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments achevés
1964 4 ^e trimestre	3.345	3.441	897	872
1965 1 ^{er} trimestre	3.289	2.441	740	804
2 ^e trimestre	3.393	3.060	949	611
3 ^e trimestre	3.238	3.894	969	797
4 ^e trimestre	3.014	3.866	935	913
1966 1 ^{er} trimestre	3.803	2.376	1.006	946
2 ^e trimestre	4.063	2.596	1.351	651
1965 Juillet	3.372	4.623	1.047	1.008
Août	2.930	3.961	881	840
Septembre	3.411	3.097	980	542
Octobre	2.846	4.097	961	969
Novembre	2.396	3.518	777	871
Décembre	3.800	3.983	1.067	900
1966 Janvier	3.135	2.680	803	952
Février	3.926	2.157	1.014	944
Mars	4.348	2.290	1.200	942
Avril	4.225	2.668	1.342	643
Mai	3.908	2.701	1.290	679
Juin	4.057	2.419	1.420	632
Juillet	3.416	2.771	1.240	694

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1964	1965	% variat *	1964	1965	% variat *	1964	1965	% variat *
	1965	1966		1965	1966		1965	1966	
1 ^{er} trimestre	126	130	+ 3,2	128	132	+ 3,1	122	131	+ 7,4
2 ^e trimestre	126	132	+ 3,9	127	132	+ 3,9	124	132	+ 6,5
3 ^e trimestre	127	133	+ 4,7	128	131	+ 2,3	125	131	+ 4,8
4 ^e trimestre	129	135	+ 4,7	130	135	+ 3,8	128	133	+ 3,9
1 ^{er} trimestre	130	137	+ 5,4	132	135	+ 2,3	131	135	+ 3,1
2 ^e trimestre	132	140	+ 6,1	132	134	+ 1,5	132	136	+ 3,0
3 ^e trimestre	133	139	+ 4,5	131	134	+ 2,3	131	132	+ 0,8
4 ^e trimestre	135			135			133		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1964	1965	% variat *	1964	1965	% variat *	1964	1965	% variat. *
	1965	1966		1965	1966		1965	1966	
1 ^{er} trimestre	126	125	- 0,8	137	134	- 2,2	125	132	+ 5,6
2 ^e trimestre	127	127	—	134	139	+ 3,7	125	132	+ 5,6
3 ^e trimestre	126	130	+ 3,2	131	142	+ 8,4	125	133	+ 6,4
4 ^e trimestre	126	133	+ 5,6	133	145	+ 9,0	129	137	+ 6,2
1 ^{er} trimestre	125	134	+ 7,2	134	149	+ 11,2	132	141	+ 6,8
2 ^e trimestre	127	136	+ 7,1	139	155	+ 11,5	132	142	+ 7,6
3 ^e trimestre	130	140	+ 7,7	142	159	+ 12,0	133	142	+ 6,8
4 ^e trimestre	133			145			137		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

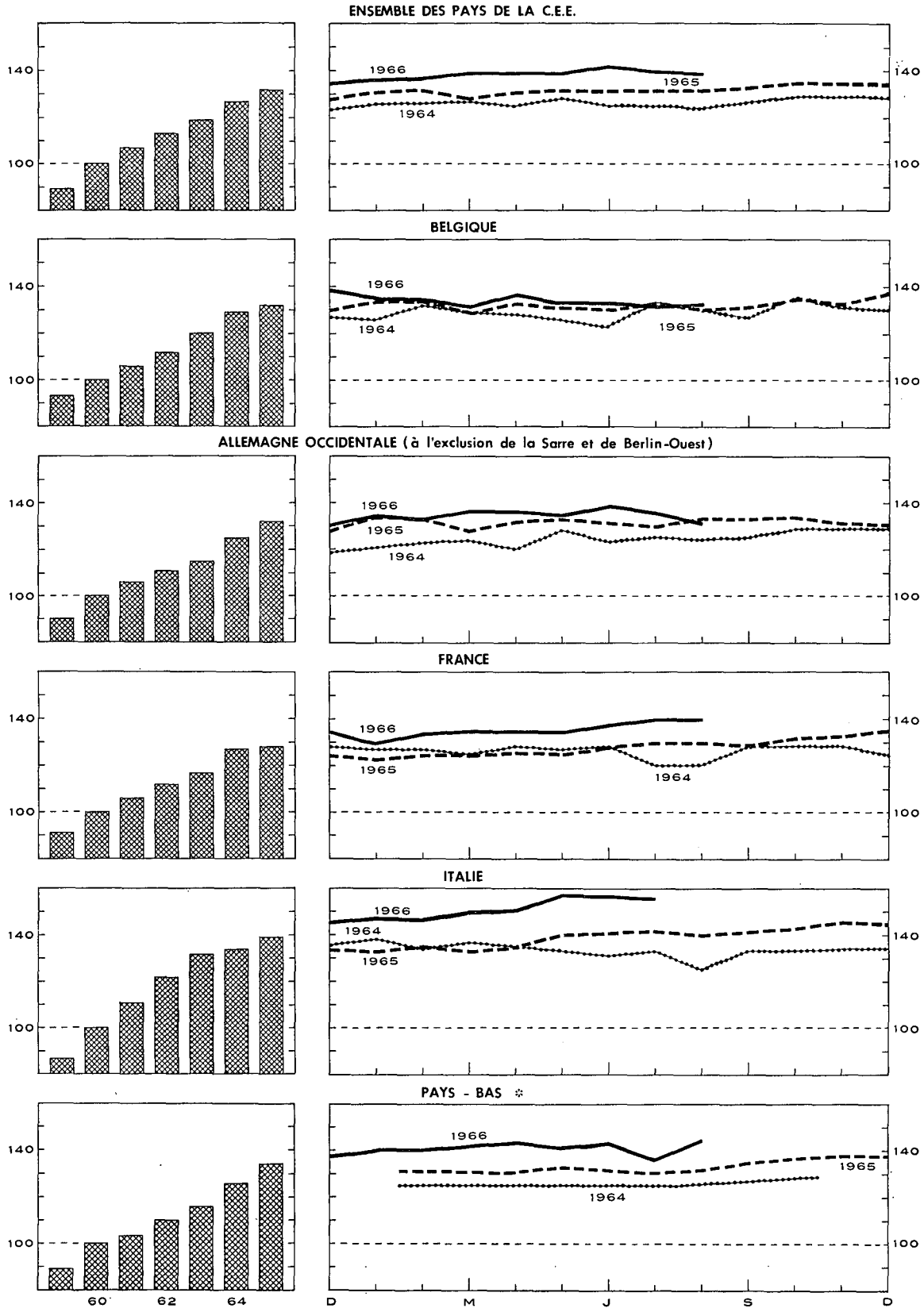
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie -Energie électrique). — *Energie*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1960 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



* Les indices de 1964 et du 1er trimestre 1965 sont des moyennes trimestrielles.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total			dont :		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales				Minerais			
(millions)		(milliers de tonnes)			(milliers)			
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8
1965 1 ^{er} trimestre	736	571	5.351	1.875	1.289	118	87,9	13,2
2 ^e trimestre	762	554	5.300	1.872	1.234	127	162,1	19,4
3 ^e trimestre	739	539	5.062	1.770	1.261	117	224,8	25,2
4 ^e trimestre	755	590	5.580	1.952	1.311	135	120,2	17,4
1966 1 ^{er} trimestre	p 721	538	5.054	1.722	1.257	111	83,9	12,7
2 ^e trimestre	p 729	514	4.974	1.655	1.211	127	126,4	15,7
3 ^e trimestre	p 711	483	4.571	1.570	1.139	104		
1965 Octobre	763	591	5.651	1.920	1.361	130	159,3	20,5
Novembre	751	578	5.502	1.920	1.315	119	92,2	14,4
Décembre	750	600	5.586	2.017	1.256	155	109,0	17,4
1966 Janvier	p 725	559	5.141	1.906	1.213	104	86,6	12,5
Février	p 707	511	4.868	1.642	1.232	115	72,0	11,7
Mars	p 732	543	5.154	1.617	1.326	115	93,0	14,0
Avril	p 727	525	4.970	1.660	1.267	115	119,1	16,3
Mai	p 742	499	4.851	1.640	1.170	120	151,0	17,0
Juin	p 718	517	5.100	1.664	1.196	147	129,2	13,7
Juillet	p 673	444	4.094	1.307	1.030	102	242,2	27,8
Août	p 728	484	4.591	1.505	1.193	103		
Septembre	p 733	521	5.028	1.598	1.193	108		
Octobre	p 748	548	5.198	1.607	1.297	113		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108
1964 4 ^e trimestre ..	4.654	3.242	1.382	150	165	68
1965 1 ^{er} trimestre ..	4.312	2.999	1.547	182	146	143
2 ^e trimestre	4.706	3.438	1.382	155	150	100
3 ^e trimestre	4.681	3.507	1.634	146	155	85
4 ^e trimestre	4.763	3.520	1.787	157	144	104
1966 1 ^{er} trimestre ..	4.764	3.542	1.471	129	106	77
2 ^e trimestre	4.772	3.283	1.494	136	144	75
1965 Juillet	4.930	3.354	1.413	159	187	72
Août	4.657	3.554	1.749	140	160	79
Septembre	4.455	3.614	1.739	139	117	104
Octobre	4.883	3.114	1.748	183	138	52
Novembre	4.620	4.102	1.626	126	171	124
Décembre	4.785	3.344	1.988	161	123	135
1966 Janvier	4.749	3.181	1.375	133	115	116
Février	4.516	3.541	1.624	125	77	49
Mars	5.026	3.904	1.415	129	125	66
Avril	4.849	3.062	1.485	130	167	101
Mai	4.846	3.475	1.378	136	120	57
Juin	4.622	3.312	1.619	142	146	68
Juillet	4.980			134		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c. — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
(1)	(2)
4.534	402
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.400	433
6.276	509
6.412	507
6.370	519
6.028	478
6.591	529
6.633	525
6.395	497
6.197	472
7.070	534
6.253	499
6.517	517
7.128	559
7.089	566
6.347	515
5.748	410
5.368	399
5.955	456
7.268	562
7.138	534
6.699	512
7.374	557
6.022	451

Y - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1964 4 ^e trimestre	444	251	34	23	19	25	21
1965 1 ^{er} trimestre	370	208	29	19	15	23	17
2 ^e trimestre	1.566	1.098	103	44	135	56	35
3 ^e trimestre	4.188	3.226	255	93	282	135	50
4 ^e trimestre	464	268	35	23	19	28	22
1966 1 ^{er} trimestre	378	210	29	20	15	24	17
2 ^e trimestre	1.603	1.127	107	46	123	64	38
1965 Juin	2.296	1.659	109	64	227	81	45
Juillet	5.664	4.661	247	93	350	112	59
Août	5.528	4.222	362	145	343	216	51
Septembre	1.373	794	155	42	152	76	41
Octobre	547	293	43	27	27	40	30
Novembre	417	237	32	21	16	24	21
Décembre	427	269	29	22	14	19	14
1966 Janvier	357	201	26	19	13	21	15
Février	353	198	27	18	13	22	17
Mars	423	230	33	23	18	30	20
Avril	1.504	1.080	131	34	101	44	27
Mai	1.134	720	85	42	92	62	38
Juin	2.172	1.580	105	62	176	86	48

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières 3 (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habile-ment	Ameu-blement	Ménage 2				Indice général	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossis-tes en alimen-tation générale
1958	139	140	138	129	149	131	139	131	128	121	129
1959	144	145	149	126	150	132	145	138	131	120	132
1960	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	249	168	145	169
1965 1 ^{er} trimestre *	182	194	171	198	197	176	196	233	163	143	167
2 ^e trimestre	204	194	222	194	203	179	211	245	168	146	169
3 ^e trimestre	204	196	199	196	221	171	214	244	171	143	165
4 ^e trimestre	253	233	253	206	252	198	232	274	170	148	176
1966 1 ^{er} trimestre	195	209	179	209	214	186	206	257	167	145	166
2 ^e trimestre	221	209	238	203	220	185	219	272	171	143	164
3 ^e trimestre	214							175			
1965 Septembre	202	201	198	201	218	176	231	249			
Octobre	223	214	240	209	230	185	215	255			
Novembre	239	209	236	185	214	183	230	249			
Décembre	298	274	282	223	312	225	252	319			
1966 Janvier	196	205	190	221	208	195	196	255			
Février	184	201	156	196	218	178	194	242			
Mars	206	222	192	209	216	186	229	273			
Avril	225	229	236	205	218	190	207	277			
Mai	218	203	232	209	220	180	208	268			
Juin	220	196	246	196	222	185	241	271			
Juillet	229	211	234	212	246						
Août	204	197	184	183	226						
Septembre	210										

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers. — 3 Chiffres révisés à la suite de l'application d'une nouvelle méthode d'élimination des variations saisonnières.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1964 1 ^{er} semestre	1.395	727 ¹	154 ¹	514	14,27	4,75 ¹	4,11 ¹	5,41	6,43	2,62 ¹	1,67 ¹	2,14
2 ^e semestre	1.406	738	139	529	14,80	5,48	3,86	5,46	6,11	2,53	1,40	2,18
1965 1 ^{er} semestre	1.456	789	140	527	15,24	5,76	3,95	5,52	6,61	2,85	1,54	2,22
2 ^e semestre	1.500	793	139	568	16,04	6,01	4,05	5,98	6,57	2,97	1,40	2,20
1966 1 ^{er} semestre	1.501	820	133	548	16,50	6,30	4,26	5,94	6,93	3,10	1,58	2,25

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1963 2 ^e semestre	53	31	2	20	93,5	35,2	7,9	50,4
1964 1 ^{er} semestre	60	37	2	21	124,6	64,5	8,5	51,6
2 ^e semestre	73	28	2	43	95,8	36,4	10,3	49,1
1965 1 ^{er} semestre	50	29	2	19	99,7	37,3	12,1	50,3
2 ^e semestre	47	27	2	18	86,1	34,3	9,9	41,9

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipment professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1964 1 ^{er} semestre	813	4,5	1,3	2,0	39,9	16,7	12,3	366,0	15,5	7,7	342,2	5,2
2 ^e semestre	895	4,1	1,0	2,0	37,0	15,2	11,7	388,4	14,4	8,5	409,2	3,5
1965 1 ^{er} semestre	827	4,5	1,1	2,3	46,4	18,0	9,3	380,1	19,1	7,2	334,8	4,4
2 ^e semestre	845	3,8	1,1	2,1	42,9	18,5	8,6	371,4	25,1	13,2	355,3	2,7
1966 1 ^{er} semestre	919	4,1	1,0	2,1	46,5	19,4	8,5	416,8	23,2	7,8	386,8	2,8
Crédit accordé (millions de francs)												
1964 1 ^{er} semestre	6.428	844	106	110	2.107	450	89	277	42	597	1.773	33
2 ^e semestre	6.107	598	76	130	1.932	409	75	346	66	569	1.873	33
1965 1 ^{er} semestre	6.607	649	74	138	2.388	511	65	295	74	619	1.752	44
2 ^e semestre	6.573	528	72	126	2.231	505	59	360	96	638	1.917	41
1966 1 ^{er} semestre	6.930	616	70	124	2.543	547	59	298	80	683	1.869	41
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1964 1 ^{er} semestre	100,0	13,1	1,6	1,7	32,8	7,0	1,4	4,3	0,7	9,3	27,6	0,5
2 ^e semestre	100,0	9,8	1,3	2,1	31,6	6,7	1,2	5,7	1,1	9,3	30,7	0,5
1965 1 ^{er} semestre	100,0	9,8	1,1	2,1	36,1	7,7	1,0	4,5	1,1	9,4	26,5	0,7
2 ^e semestre	100,0	8,0	1,1	1,9	33,9	7,7	0,9	5,5	1,5	9,7	29,2	0,6
1966 1 ^{er} semestre	100,0	8,9	1,0	1,8	36,7	7,9	0,8	4,3	1,1	9,9	27,0	0,6

¹ Jusqu'au second semestre 1963, le chiffre des crédits accordés par les banques comprenait également un certain nombre de contrats présentés chez elles à l'escompte par leurs clients (vendeurs). A partir du 1^{er} semestre 1964, ces contrats ont dû être déclarés par les vendeurs eux-mêmes, ce qui explique une augmentation des chiffres concernant les vendeurs et une diminution équivalente des chiffres concernant les banques.

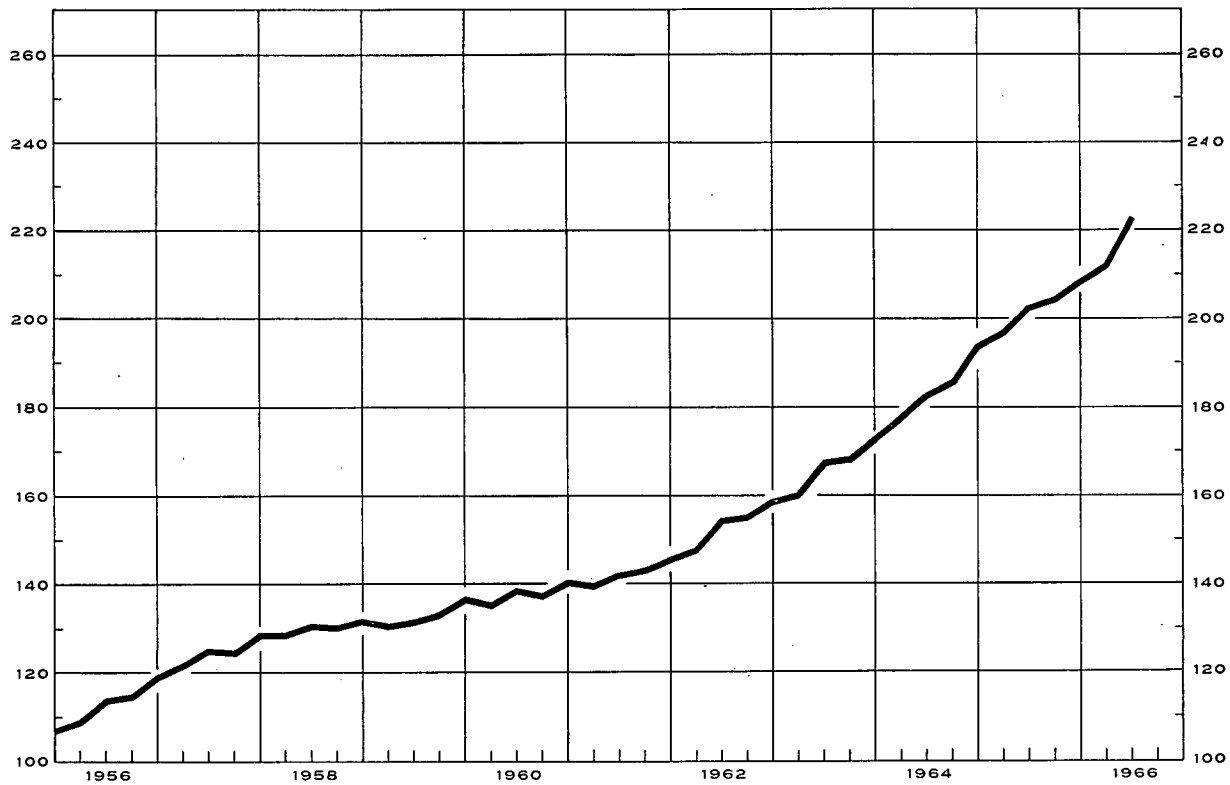
Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée

Base 1953 = 100



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 ⁴	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1965 Juin	203	189	195		222
Sept.	205	193	197		224
Déc.	209	195	200		229
1966 Mars	213	203	208		234
Juin	224	209	215		246
Sept.	225	212	218		248

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

5	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,9
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,8
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	86,9	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	89,7	91,8	94,4
1965	62,40	p110,0	87,2	88,6	p 88,3	88,1
1962 Août-Octobre	45,73	119,2	97,5	84,7	99,3	90,1
1963 Février-Avril	48,14	115,3	94,5	83,3	98,5	95,6
Août-Octobre	50,36	117,0	92,0	85,1	98,1	101,9
1964 Février-Avril	54,29	112,2	89,6	90,7	94,1	94,4
Août-Octobre	57,67	110,5	87,1	88,8	90,9	91,4
1965 Février-Avril	61,22	107,9	86,9	89,1	89,2	89,5
Août-Octobre	63,57	p109,0	87,5	88,2	p 88,5	87,0

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

⁴ Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

⁵ Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

⁶ La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 avril
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	40,09	41,29	45,70	48,39	52,62	56,62	57,51
Carrières ¹	34,61	34,79	37,58	39,84	44,59	48,24	51,35
Total des industries extractives ¹	39,72	40,81	45,10	47,76	51,83	55,84	56,97
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	25,98	27,67	29,41	32,75	37,09	40,29	42,53
Boissons	29,21	30,27	32,30	34,80	39,59	44,38	45,87
Tabac	22,27	22,94	26,12	29,50	33,50	37,06	39,31
Industries textiles	25,04	26,94	27,55	31,16	34,61	37,27	39,82
Chaussures, habillement	20,09	21,23	23,16	25,39	28,98	32,45	34,83
Bois (sauf meubles)	26,67	28,25	30,47	32,82	37,01	39,93	42,16
Industrie du meuble	27,59	30,05	31,38	35,27	40,65	42,17	45,78
Papier, articles en papier	28,98	30,85	33,39	35,87	39,61	43,58	48,25
Impressions et reliures	32,85	34,97	37,02	39,47	43,96	48,06	51,27
Cuir (sauf chaussures, habillement)	24,34	25,80	27,82	30,90	33,97	37,07	40,21
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	30,85	31,65	34,16	36,93	40,29	43,59	46,15
Industries chimiques	31,64	32,84	35,08	38,49	44,43	49,81	52,60
Industrie du pétrole	48,29	51,02	53,33	57,25	62,88	71,33	78,44
Produits minéraux non métalliques	30,37	32,05	34,43	37,31	42,55	45,83	48,63
Industries métallurgiques de base	41,11	42,13	45,11	47,96	52,08	54,96	57,69
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	31,08	32,72	35,92	38,85	43,37	46,13	47,44
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	33,66	34,92	37,70	40,42	45,23	47,38	49,70
Industrie électrotechnique	29,60	30,18	33,57	35,48	39,97	43,99	46,55
Construction de matériel de transport ...	37,36	37,58	42,06	45,07	48,55	51,80	54,65
Industrie du diamant	25,42	25,99	26,72	31,50	33,24	34,68	38,02
Total des industries manufacturières	29,59	31,01	33,26	36,20	40,74	44,03	46,61
dont : hommes	33,30	34,63	37,13	40,10	44,53	43,14	50,81
femmes	20,00	21,10	22,78	25,45	29,16	31,97	34,88
Construction ¹	32,76	33,17	36,21	38,66	43,75	47,30	48,60
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	31,36	32,40	35,00	37,82	42,20	45,60	47,83
dont : hommes	34,16	35,14	37,99	40,81	45,11	43,75	50,96

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne. Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.)*. — *Annales des statistiques du Travail (B.I.T.)*.

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 04S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New York- Spot)	Caoutchouc à Londres • Spot • price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	p 21	469	1.413	35,2	2,89
1965 1 ^{er} trimestre	210	46,2	90	32,6	21	412	1.262	38,0	2,89
2 ^o trimestre	200	45,6	89	32,7	22	487	1.487	37,2	2,89
3 ^e trimestre	206	45,2	92	31,8	20	444	1.484	33,6	2,89
4 ^e trimestre	211	43,7	98	31,6	p 20	529	1.416	32,3	2,89
1966 1 ^{er} trimestre	213	42,7	101	31,4	p 21	656	1.400	35,3	2,89
2 ^o trimestre	225	41,3	106	31,5	p 21	636	1.327	32,2	2,89
3 ^e trimestre	245	41,0	104	26,6	p 19	470	1.248		2,89
1965 Novembre	211	43,7	99	31,6	20	532	1.387	31,5	2,89
Décembre	212	44,0	97	31,4	p 21	550	1.404	33,0	2,89
1966 Janvier	214	43,5	98	31,4	p 21	609	1.425	33,5	2,89
Février	214	42,7	100	31,4	p 21	680	1.407	36,0	2,89
Mars	212	42,2	104	31,4	p 21	680	1.369	36,5	2,89
Avril	214	41,8	106	31,4	p 20	691	1.365	33,5	2,89
Mai	222	41,2	106	31,5	p 21	602	1.338	32,7	2,89
Juin	239	40,9	105	31,5	p 21	615	1.278	30,5	2,89
Juillet	245	40,9	106	31,5	p 20	569	1.275	31,0	2,89
Août	246	41,2	104	24,5	p 19	433	1.244		2,89
Septembre	244	40,9	101	23,9	p 18	409	1.226		2,89
Octobre	230	p 40,3		23,8	p 19	462	p 1.220		
Novembre		p 39,3		p 23,7	p 19	p 470	p 1.205		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1965 1 ^{er} trimestre	93	90	103	108	92	114
2 ^o trimestre	92	93	103	109	91	121
3 ^e trimestre	90	94	102	103	90	125
4 ^e trimestre	91	96	103	109	91	124
1966 1 ^{er} trimestre	95	100	106	112	93	119
2 ^o trimestre	94	97	105	111	92	111
3 ^e trimestre	90	96	103	106	94	102
1965 Novembre	90	95	103	109	91	122
Décembre	92	98	104	110	92	128
1966 Janvier	95	100	105	111	93	119
Février	95	101	106	112	94	121
Mars	95	98	106	112	93	117
Avril	95	96	106	113	93	118
Mai	94	96	105	111	92	108
Juin	94	98	104	110	92	106
Juillet	94	99	104	110	94	103
Août	89	96	103	106	94	103
Septembre	87	93	101	105	93	100
Octobre	87	90	101	106	91	
Novembre	86	90				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (*)

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1957	106,3	107,4	102,3	98,7	103,1	94,5	108,2	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	105,6	109,4	109,2
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,3
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	117,2	101,7	113,2	131,2	98,5	111,5	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1965 1 ^{er} trimestre	111,7	116,5	102,4	112,2	128,4	98,6	111,6	107,6	118,3	93,2	110,4	142,9	105,1	110,7	116,9
2 ^e trimestre	111,8	117,5	101,2	114,0	132,0	99,3	111,2	105,7	118,0	92,9	109,7	143,1	103,9	110,4	117,0
3 ^e trimestre	111,1	116,5	100,7	110,1	129,0	94,7	111,3	106,0	118,0	93,1	108,0	144,4	103,4	110,8	117,1
4 ^e trimestre	112,9	118,3	102,4	116,7	135,3	101,4	112,0	106,9	117,7	93,4	109,1	145,2	104,1	111,6	117,8
1966 1 ^{er} trimestre	114,5	119,0	105,4	117,2	131,6	104,8	113,7	108,3	118,5	95,6	111,4	145,2	105,3	113,3	120,0
2 ^e trimestre	115,4	119,7	107,1	119,5	132,9	107,8	114,4	106,5	119,9	96,1	112,6	145,2	104,8	116,0	119,9
3 ^e trimestre	113,9	118,9	105,1	117,2	134,4	102,9	113,2	105,7	118,8	94,6	110,6	145,2	102,6	114,8	119,3
1965 Avril	111,9	117,4	101,8	114,1	131,8	99,5	111,4	106,2	118,1	92,9	110,9	142,4	104,2	110,5	117,1
Mai	112,0	117,7	101,6	115,0	133,1	100,2	111,2	105,6	118,3	92,8	109,8	142,4	103,9	110,5	116,9
Juin	111,5	117,5	100,3	113,0	131,1	98,2	111,0	105,2	117,7	92,9	108,5	144,4	103,5	110,1	117,0
Juillet	111,0	116,6	100,5	110,0	128,1	95,2	111,1	105,4	118,0	93,2	107,7	144,4	103,7	110,6	116,8
Août	111,0	116,3	100,6	109,4	129,1	93,5	111,3	106,0	118,2	92,9	108,1	144,4	103,2	110,9	117,2
Septembre	111,3	116,6	101,0	110,8	129,8	95,3	111,4	106,7	117,9	93,1	108,2	144,4	103,3	110,9	117,4
Octobre	112,1	117,3	101,7	112,6	130,3	98,1	111,9	107,1	118,0	93,5	108,7	145,2	104,1	111,4	117,7
Novembre	113,1	118,7	102,3	118,1	137,4	102,2	111,8	106,7	117,5	93,2	109,2	145,2	103,6	111,5	117,8
Décembre	113,6	119,0	103,1	119,4	138,1	103,9	112,2	106,8	117,7	93,5	109,4	145,2	104,5	111,8	118,0
1966 Janvier	114,2	118,9	104,9	117,6	133,1	104,4	113,3	108,7	118,3	94,6	111,4	145,2	104,9	112,8	119,6
Février	114,4	118,9	105,5	115,8	129,4	104,1	114,0	108,7	118,8	95,9	111,6	145,2	105,6	113,6	120,3
Mars	114,8	119,2	105,9	118,1	132,4	106,0	113,9	107,5	118,4	96,2	111,1	145,2	105,4	113,6	120,1
Avril	115,6	119,9	107,4	119,6	132,5	108,5	114,6	107,3	119,5	96,6	113,8	145,2	105,4	115,7	120,2
Mai	116,0	120,4	107,3	121,8	134,4	110,7	114,6	107,0	120,0	96,2	112,7	145,2	105,4	116,1	120,0
Juin	114,5	118,7	106,5	117,0	131,9	104,3	113,9	105,3	120,2	95,5	111,4	145,2	103,7	116,3	119,4
Juillet	114,5	118,4	106,6	116,8	133,9	102,5	113,9	105,6	120,2	95,3	111,4	145,2	103,6	116,2	119,5
Août	113,4	119,6	104,6	116,6	134,5	101,7	113,0	105,6	118,0	94,5	110,2	145,2	102,4	114,1	119,2
Septembre	113,8	118,7	104,1	118,3	134,7	104,6	112,7	105,8	118,2	93,9	110,2	145,2	101,8	114,1	119,3
Octobre	113,8	118,9	104,2	117,9	133,9	104,5	112,8	105,8	118,3	93,5	111,0	147,9	101,4	113,6	120,2
Novembre	114,2	119,4	104,5	119,6	139,5	103,4	112,9	105,8	117,9	93,6	112,1	147,9	101,6	113,5	120,4

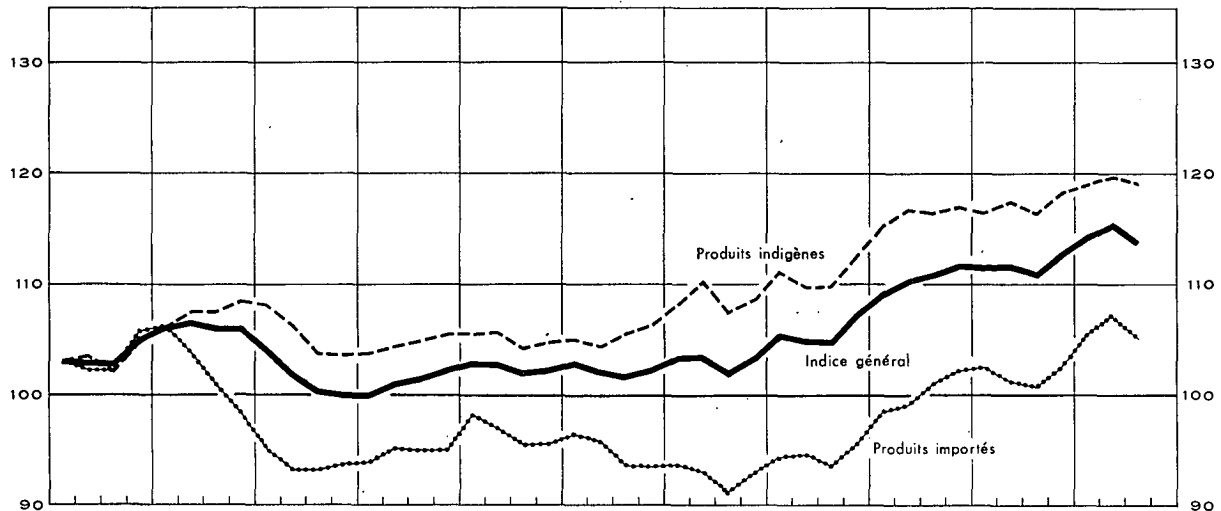
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

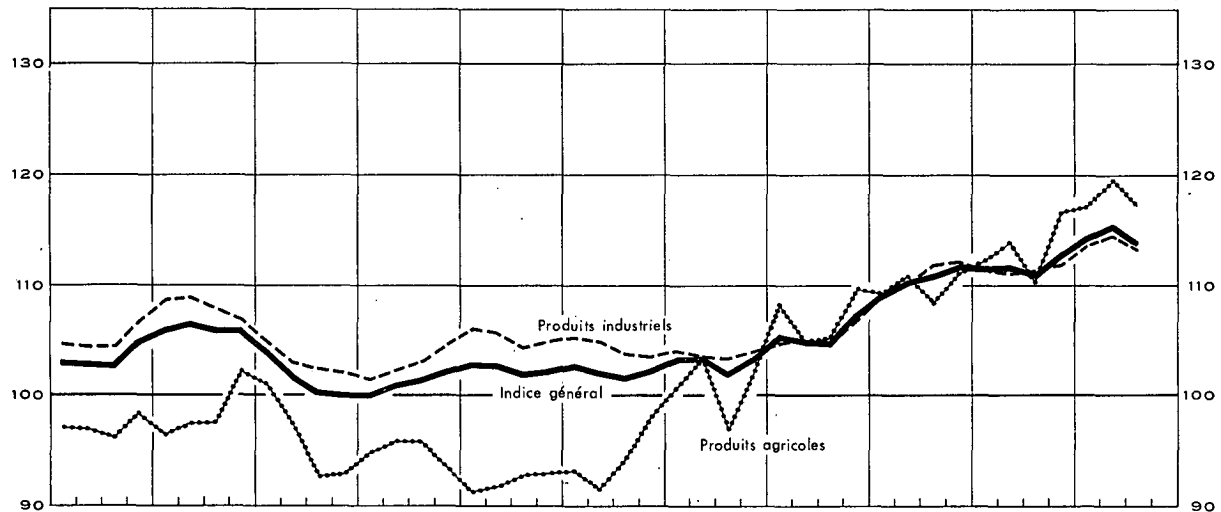
Base 1953 = 100

Source : M.A.E.

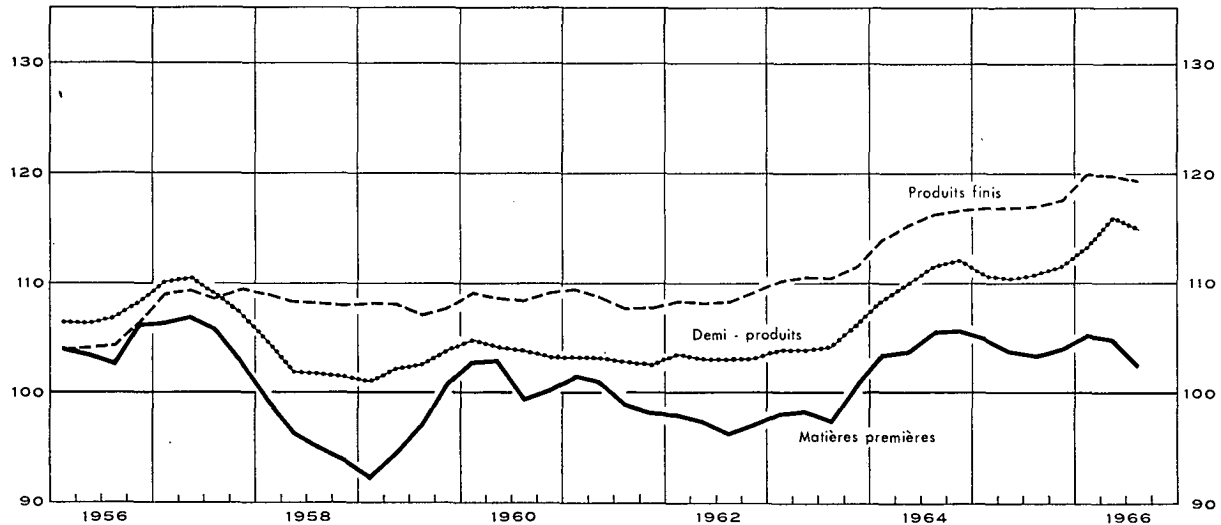
PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



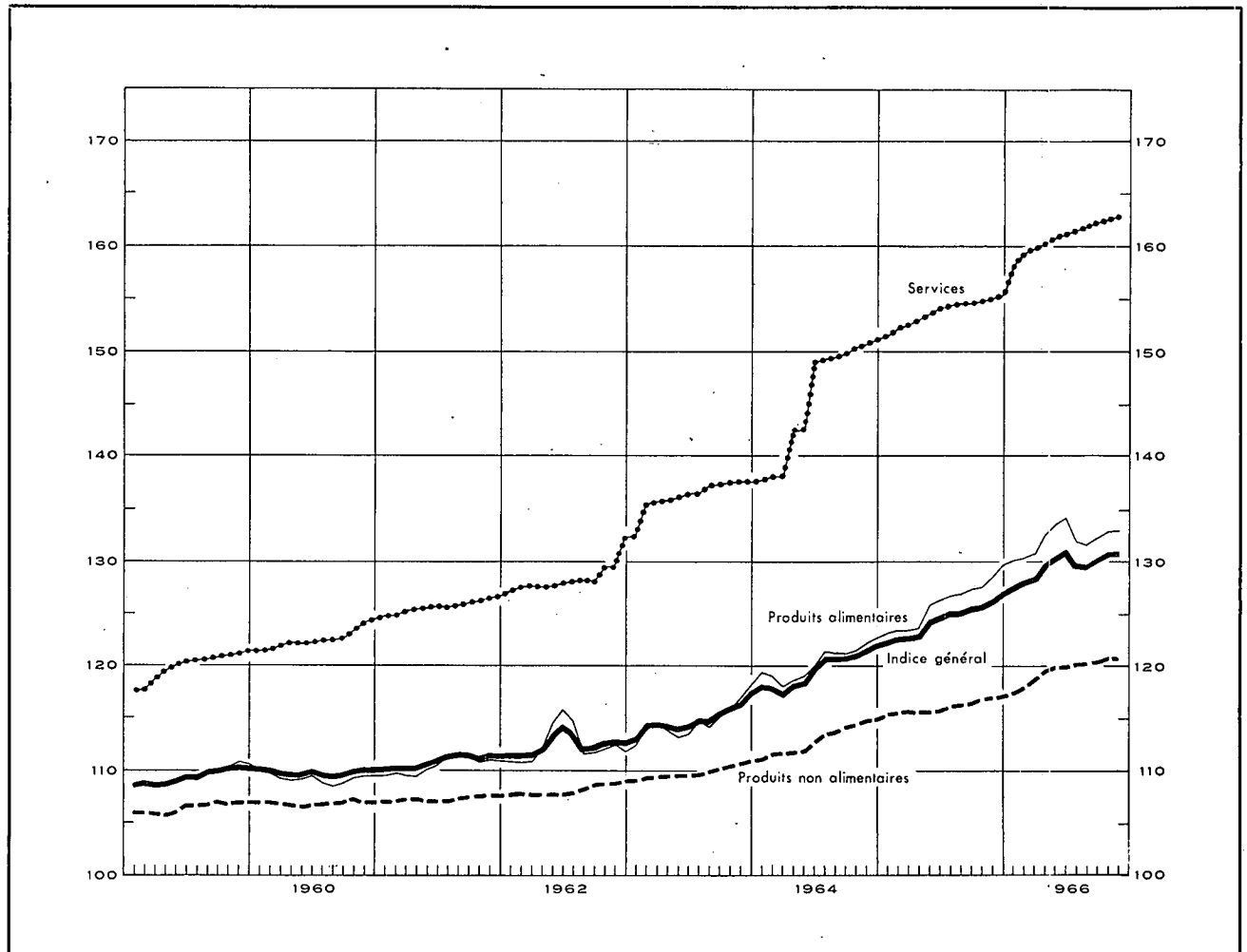
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source *Ministère des Affaires Economiques.*



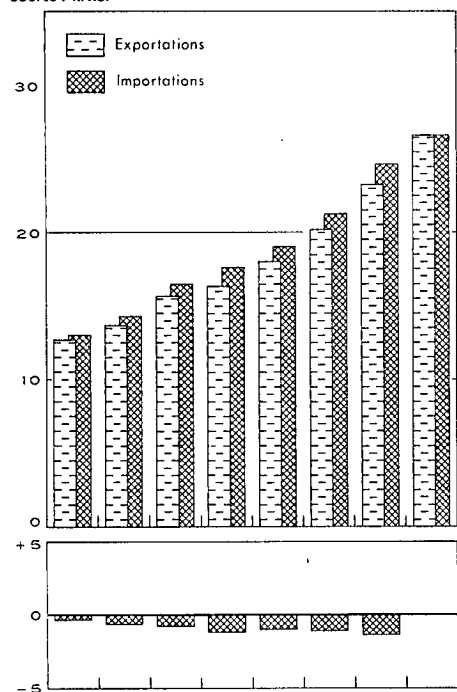
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits		
1956	103,65		104,2		101,5		105,5		
1957	106,93		107,0		104,5		111,7		
1958	108,31		107,9		106,2		114,6		
1959	109,64		109,5		106,6		120,0		
1960	109,97		109,3		107,0		122,6		
1961	111,06		110,5		107,4		125,7		
1962	112,62		112,5		108,3		128,5		
1963	115,04		114,7		109,9		136,3		
1964	119,84		120,3		113,1		145,7		
1965	124,71		126,0		116,2		153,8		
		1965		1966		1965		1966	
1 ^{er} trimestre	122,74	128,13	123,4	130,4	115,6	118,1	152,1	159,1	
2 ^e trimestre	124,18	130,52	125,3	133,5	115,7	119,8	153,6	160,7	
3 ^e trimestre	125,43	130,06	126,9	131,9	116,4	120,3	154,6	161,7	
4 ^e trimestre	126,49		128,5		117,0		155,0		
Janvier	122,51	127,68	123,2	130,1	115,5	117,6	151,6	158,1	
Février	122,80	128,07	123,5	130,3	115,6	118,0	152,3	159,2	
Mars	122,91	128,63	123,5	130,9	115,7	118,8	152,5	159,9	
Avril	123,11	129,93	123,7	132,7	115,6	119,7	153,1	160,3	
Mai	124,58	130,56	125,9	133,5	115,6	119,9	153,5	160,8	
Juin	124,85	131,08	126,3	134,2	115,8	119,9	154,1	161,1	
Juillet	125,28	129,94	126,7	131,9	116,2	120,1	154,4	161,3	
Août	125,31	129,85	126,8	131,6	116,4	120,3	154,7	161,7	
Septembre	125,70	130,38	127,3	132,3	116,5	120,6	154,7	162,2	
Octobre	125,85	130,80	127,5	132,8	116,8	120,9	154,8	162,5	
Novembre	126,44	130,88	128,4	132,9	117,0	120,9	155,0	162,9	
Décembre	127,18		129,7		117,2		155,3		

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt.* — *Wirtschaft und Statistik.* — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.).* — *Monthly Digest of Statistics.* — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).* — *Données statistiques (Conseil de l'Europe).* — *Journaux financiers :* *Agéfi, Het financieele Dagblad, The Financial Times, L'Information.*

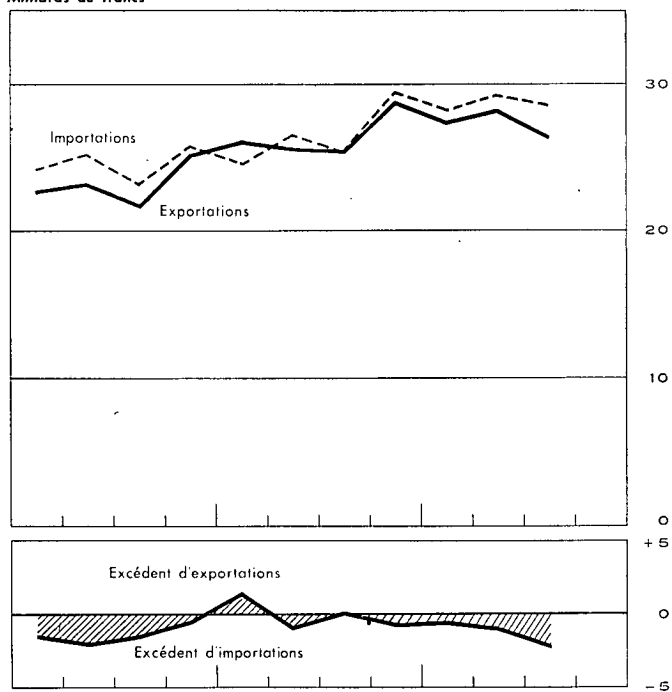
VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

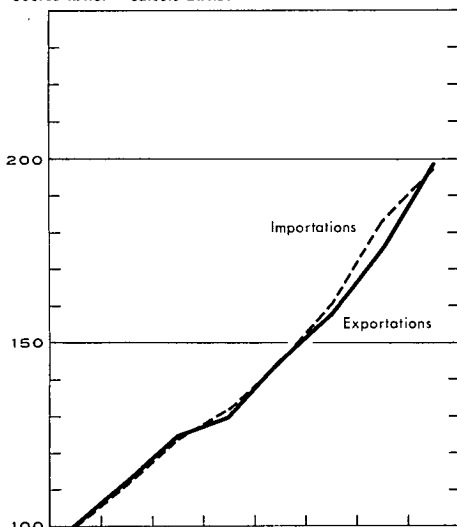
Source : I.N.S.



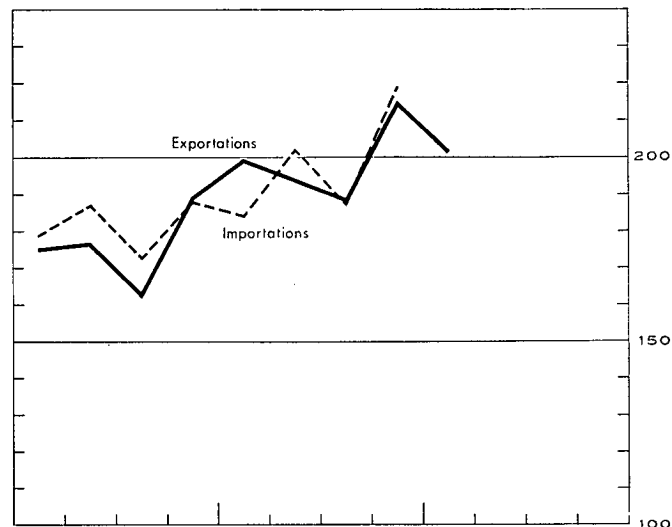
Milliards de francs



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

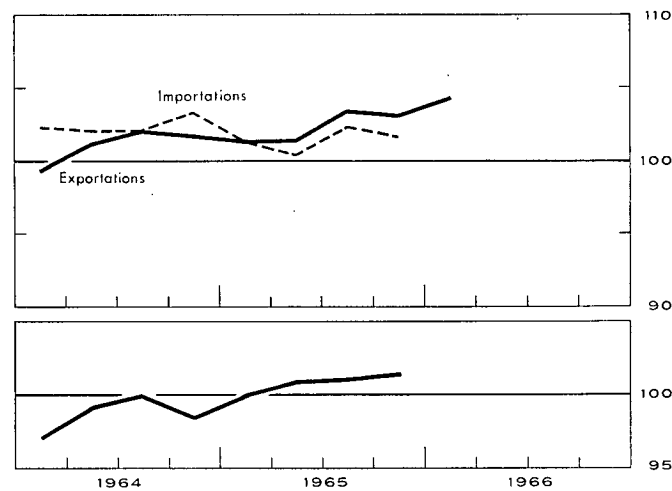
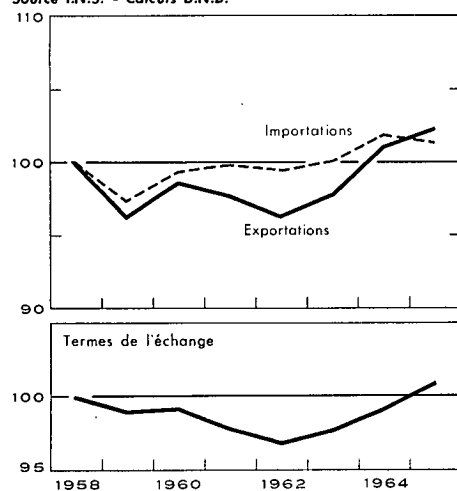


INDICES DU VOLUME



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,7	23,3	- 1,4	94	182,8	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	26,6	26,6	...	100	197,6	199,1	101,4	102,4	101,0
1965 1 ^{er} trimestre	24,7	26,2	+ 1,5	106	184,4	199,6	101,4	101,4	100,0
2 ^e trimestre	26,6	25,7	- 0,9	97	201,6	194,1	100,4	101,5	101,1
3 ^e trimestre	25,4	25,5	+ 0,1	100	187,7	188,7	102,4	103,5	101,1
4 ^e trimestre	29,5	28,9	- 0,6	98	218,8	215,4	101,7	103,2	101,5
1966 1 ^{er} trimestre	28,2	27,5	- 0,7	97	208,1	202,3	102,9	104,4	101,5
2 ^e trimestre	29,3	28,3	- 1,0	97		208,7		103,8	
3 ^e trimestre	28,6	26,5	- 2,1	93					
1965 Janvier-septembre	25,6	25,8	+ 0,2	101					
1966 Janvier-septembre	28,7	27,4	- 1,3	96					
1965 Septembre	27,6	29,3	+ 1,7	106					
Octobre	28,0	27,6	- 0,4	98					
Novembre	28,9	28,8	- 0,1	100					
Décembre	30,7	30,6	- 0,1	100					
1966 Janvier	25,9	24,6	- 1,3	95					
Février	27,7	26,4	- 1,3	95					
Mars	30,9	31,3	+ 0,4	101					
Avril	27,8	28,0	+ 0,2	101					
Mai	29,4	26,7	- 2,7	91					
Juin	30,5	30,2	- 0,3	99					
Juillet	26,0	25,6	- 0,4	98					
Août	29,7	23,7	- 6,0	80					
Septembre	30,0	30,3	+ 0,3	101					
Octobre		28,7							

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
Nouvelle série												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1964 4 ^e trimestre	3,83	6,36	2,04	3,74	1,75	0,24	0,69	0,58	1,37	1,20	3,47	25,27
1965 1 ^{er} trimestre	4,21	7,02	2,17	3,79	1,97	0,18	0,58	0,55	1,14	1,17	3,43	26,21
2 ^e trimestre	4,08	7,08	2,05	3,55	1,90	0,18	0,68	0,51	1,23	0,99	3,50	25,75
3 ^e trimestre	4,06	6,41	2,32	3,60	2,02	0,18	0,77	0,58	1,10	1,06	3,40	25,50
4 ^e trimestre	4,15	7,78	2,34	4,19	2,20	0,17	0,72	0,67	1,41	1,42	3,86	28,91
1966 1 ^{er} trimestre	4,04	7,13	2,64	4,16	2,02	0,12	0,59	0,58	1,43	1,18	3,56	27,45
2 ^e trimestre	3,86	7,03	2,92	4,40	2,19	0,10	0,66	0,58	1,57	1,00	3,99	28,30
1965 Novembre	4,02	7,53	2,34	4,39	2,24	0,19	0,66	0,71	1,32	1,47	3,95	28,82
Décembre	4,34	8,43	2,34	4,27	2,23	0,15	0,86	0,66	1,86	1,49	3,95	30,58
1966 Janvier	3,53	6,95	2,20	3,73	1,88	0,14	0,45	0,61	0,88	1,13	3,15	24,65
Février	3,89	7,01	2,69	4,02	1,89	0,13	0,65	0,50	1,02	1,17	3,41	26,38
Mars	4,50	7,63	3,04	4,74	2,30	0,10	0,66	0,62	2,33	1,24	4,10	31,26
Avril	4,08	7,56	2,78	4,45	2,00	0,08	0,66	0,63	1,14	0,94	3,66	27,98
Mai	3,53	6,37	2,91	4,20	2,16	0,11	0,69	0,51	1,47	0,87	3,88	26,70
Juin	3,98	7,15	3,07	4,56	2,47	0,11	0,65	0,61	2,09	1,19	4,33	30,21
Juillet	3,92	6,12	2,92	3,78	2,02	0,11	0,67	0,58	0,73	1,01	3,70	25,56

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Pour une analyse du commerce extérieur de 1965 : voir le Bulletin d'Information et de Documentation, XLII^e année, vol. II, no 2-3, août-septembre 1966.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation						Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du lège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total	non durables					durables 12	
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques 9	autres produits 10		alimentaires	autres 11					
													liquides 8	autres											produits animaux	végétaux
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	...	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.646	1	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.163	5.145	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.077	442	931	4.972	696	1.050	402	2.824	3.459	83	24.677
1965	17.126	5.651	1.759	1.732	1.174	375	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.215	495	1.073	5.843	802	1.220	481	3.340	3.494	94	26.557
1964 3 ^e trimestre	15.411	4.890	1.794	1.441	1.060	520	191	300	131	352	77	1.048	302	959	1.008	420	918	4.646	649	886	373	2.738	3.177	90	23.324
1 ^{er} trimestre	16.788	5.348	1.862	1.700	1.184	391	240	304	165	368	87	1.144	355	1.016	1.159	476	989	5.283	876	1.037	447	2.923	3.703	59	25.833
1965 1 ^{er} trimestre	15.973	5.041	1.790	1.738	1.149	251	239	293	124	337	105	1.041	416	861	1.132	464	997	5.410	815	973	472	3.150	3.290	65	24.743
2 ^e trimestre	17.133	6.051	1.746	1.529	942	373	249	285	149	410	101	1.217	320	920	1.241	502	1.098	5.784	772	1.189	465	3.358	3.652	34	26.603
3 ^e trimestre	16.422	5.321	1.606	1.752	1.117	447	217	291	158	392	88	1.128	306	972	1.141	472	1.014	5.577	769	1.168	481	3.159	3.207	215	25.421
4 ^e trimestre	18.971	6.190	1.896	2.109	1.490	429	262	309	212	444	95	1.055	400	1.009	1.345	541	1.185	6.599	854	1.531	522	3.692	3.828	61	29.459
1966 1 ^{er} trimestre	18.702	6.376	2.108	2.118	1.258	275	313	268	130	447	100	1.015	481	922	1.263	468	1.160	5.926	776	1.156	479	3.515	3.553	40	28.221
2 ^e trimestre	19.216	6.750	1.963	1.661	1.725	392	275	336	151	519	124	997	408	899	1.332	512	1.172	6.040	756	1.398	505	3.381	3.982	49	29.287

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

2 Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

3 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

4 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

5 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

8 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

9 Rubrique scindée, à partir de 1960, voir note 7.

10 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

11 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

12 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

13 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

14 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

15 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1964		1965				1966	
										3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	109,4	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,1	100,5	101,7	99,2	97,6	100,5	99,3	99,9	
Biens de consommation	103,4	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	102,4	105,3	104,4	104,9	105,3	105,9	106,6	
Biens d'équipement	100,7	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	111,9	111,5	109,0	110,2	109,0	108,3	114,2	
Ensemble ...	106,9	100,0	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	102,1	103,4	101,4	100,4	102,4	101,7	102,9	
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	113,5	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	93,9	94,1	92,8	93,1	93,0	91,8	90,7	92,2
Fabrications métalliques	103,3	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	103,6	103,1	101,3	102,4	106,9	106,4	106,8	106,1
Métaux non ferreux	118,6	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	126,7	132,1	135,5	135,9	139,5	139,1	150,9	171,2
Textiles	110,7	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	110,9	108,6	107,6	104,5	109,5	107,5	105,7	105,6
Produits chimiques	102,8	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	93,1	95,4	96,9	96,6	96,3	96,6	98,0	95,7
Industrie houillère	102,7	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	93,3	91,7	77,3	75,2	78,5	84,0	76,4	75,1
Industrie pétrolière	103,8	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	78,1	76,1	78,0	79,4	77,2	77,1	76,9	75,8
Verres et glaces	98,9	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	98,8	98,7	98,7	97,6	97,3	100,0	97,5	98,4
Produits agricoles	101,3	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	109,7	110,3	107,6	111,7	116,7	119,9	120,9	120,3
Ciments	99,0	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	104,0	99,5	103,7	100,6	101,1	101,6	100,4	100,3
Carrières	101,6	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	95,7	95,0	98,2	98,2	98,0	97,9	99,6	97,0
Céramiques	100,6	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	112,1	112,3	110,2	109,0	112,1	114,2	112,7	115,9
Bois et meubles	105,4	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	102,6	106,8	106,9	106,2	108,6	109,7	110,7	112,2
Peaux, cuirs et chaussures	103,7	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	108,9	110,3	114,2	117,0	116,9	114,6	124,9	131,4
Papier et livre	99,1	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	96,4	95,0	99,1	97,2	98,9	98,4	100,9	97,8
Tabacs manufacturés	101,5	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	103,9	97,6	101,0	115,9	115,9	115,5	116,2	118,2
Caoutchouc	104,6	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	82,1	85,1	83,3	85,3	85,4	83,8	82,7	81,5
Industries alimentaires	109,6	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	100,7	95,0	98,8	96,8	97,0	100,2	96,3	94,8
Divers	103,9	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	97,6	92,3	89,7	92,7	81,1	78,9	97,7	61,4
Ensemble ...	107,6	100,0	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	102,1	101,8	101,4	101,5	103,5	103,2	104,4	103,8
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	100,7	100,0	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	100,0	98,5	100,0	101,1	101,1	101,5	101,5	

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^o du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1964		1965				1966	
										3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	104,4	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	175,8	188,5	167,5	179,5	175,3	194,4	179,5	207,4	204,0	
Biens de consommation	99,9	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	187,9	214,2	177,1	195,7	201,4	213,8	203,7	240,9	218,7	
Biens d'équipement	97,0	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	213,7	220,8	199,4	225,4	208,4	223,1	206,4	245,1	212,6	
Ensemble ...	102,5	100,0	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	182,8	197,6	173,2	188,3	184,4	201,6	187,7	218,8	208,1	
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	99,5	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	146,0	152,2	169,2	163,9	163,4	168,7	166,3	156,4
Fabrications métalliques	92,2	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	189,9	226,6	257,5	253,6	217,6	274,2	253,3	252,0
Métaux non ferreux	90,6	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	158,1	168,2	174,2	164,4	181,8	182,6	190,7	185,6
Textiles	110,0	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	156,7	187,8	192,2	185,8	179,0	216,5	213,2	226,6
Produits chimiques	94,6	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	165,2	174,6	192,7	186,2	198,3	213,2	194,4	219,2
Industrie houillère	137,7	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	67,1	74,2	66,1	67,5	64,9	55,8	44,8	38,0
Industrie pétrolière	81,9	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	142,1	170,7	140,4	160,7	188,1	175,5	143,5	162,4
Verres et glaces	91,2	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	178,7	193,4	181,9	169,1	193,6	216,7	192,1	167,6
Produits agricoles	71,7	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	142,8	231,6	234,5	189,1	186,4	243,7	204,9	171,4
Ciments	142,6	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	107,1	132,3	124,5	140,6	146,8	123,1	100,1	131,4
Carrières	108,3	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	208,9	214,1	200,6	213,3	224,4	211,7	188,1	224,8
Céramiques	110,6	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	247,4	285,2	244,7	269,3	259,5	258,5	190,9	230,1
Bois et meubles	113,4	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	370,4	405,0	413,0	462,4	419,7	501,9	452,4	518,1
Peaux, cuirs et chaussures	98,5	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	200,8	218,4	208,8	192,7	210,2	246,0	227,7	242,3
Papier et livre	98,4	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	188,2	228,2	223,4	232,9	217,2	266,4	250,2	284,7
Tabacs manufacturés	82,7	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	266,5	339,1	290,8	299,1	320,0	435,1	294,0	339,8
Caoutchouc	99,8	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	205,3	260,3	275,1	269,3	250,9	257,3	232,4	335,0
Industries alimentaires	92,4	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	207,0	289,2	251,8	280,6	271,4	313,8	286,9	340,8
Divers	99,0	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	146,6	152,3	188,8	163,4	166,6	189,3	162,3	249,5
Ensemble ...	97,8	100,0	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	163,1	189,0	199,6	194,1	188,7	215,4	202,3	208,7

* Voir 2^e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	4,89	4,83	- 0,06	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,26	5,81	+ 0,55	4,14	3,86	- 0,28	4,02	5,87	+ 1,85
1965 1 ^{er} trimestre	4,98	5,62	+ 0,64	3,94	3,74	- 0,20	3,95	5,82	+ 1,87
2 ^e trimestre	5,33	5,86	+ 0,53	4,20	3,86	- 0,34	3,87	5,80	+ 1,93
3 ^e trimestre	4,94	5,78	+ 0,84	3,79	3,45	- 0,34	3,77	5,32	+ 1,55
4 ^e trimestre	5,81	5,98	+ 0,17	4,64	4,42	- 0,22	4,48	6,51	+ 2,03
1966 1 ^{er} trimestre	5,51	5,71	+ 0,20	4,87	4,47	- 0,40	4,28	6,12	+ 1,84
2 ^e trimestre	5,75	5,93	+ 0,18	4,73	4,62	- 0,11	4,46	6,57	+ 2,11
3 ^e trimestre	5,78	5,14	- 0,64	3,99	4,23	+ 0,24	3,82	5,86	+ 2,04
1965 Septembre	5,33	6,89	+ 1,56	4,50	3,96	- 0,54	4,37	6,28	+ 1,91
Octobre	5,75	5,87	+ 0,12	4,56	4,15	- 0,41	4,41	6,11	+ 1,70
Novembre	5,29	6,47	+ 1,18	4,64	4,56	- 0,08	4,22	6,57	+ 2,35
Décembre	6,32	5,80	- 0,52	4,64	4,66	+ 0,02	4,51	6,86	+ 2,35
1966 Janvier	5,05	5,02	- 0,03	4,10	4,26	+ 0,16	3,93	5,33	+ 1,40
Février	5,02	5,60	+ 0,58	5,25	4,12	- 1,13	4,19	5,87	+ 1,68
Mars	6,40	6,52	+ 0,12	5,26	5,01	- 0,25	4,70	7,15	+ 2,45
Avril	5,48	6,14	+ 0,66	4,60	4,15	- 0,45	4,57	6,32	+ 1,75
Mai	5,61	5,66	+ 0,05	4,60	4,65	+ 0,05	4,20	6,38	+ 2,18
Juin	6,04	5,99	- 0,05	4,87	5,07	+ 0,20	4,55	7,01	+ 2,46
Juillet	4,92	5,06	+ 0,14	3,96	4,69	+ 0,73	3,24	5,75	+ 2,51
Août	6,05	4,51	- 1,54	3,67	3,16	- 0,51	3,33	5,23	+ 1,90
Septembre	6,38	5,84	- 0,54	4,35	4,86	+ 0,51	4,89	6,59	+ 1,70
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,15	14,58	+ 1,43	16,64	17,96	+ 1,32
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,47	16,45	+ 1,98	18,22	20,41	+ 2,19
1965 1 ^{er} trimestre	0,95	0,91	- 0,04	13,82	16,09	+ 2,27	17,42	20,15	+ 2,73
2 ^e trimestre	0,97	0,88	- 0,09	14,37	16,40	+ 2,03	17,87	20,05	+ 2,18
3 ^e trimestre	1,16	0,86	- 0,30	13,66	15,41	+ 1,75	17,12	19,21	+ 2,09
4 ^e trimestre	1,12	0,98	- 0,14	16,05	17,89	+ 1,84	20,48	22,22	+ 1,74
1966 1 ^{er} trimestre	1,13	0,94	- 0,19	15,79	17,24	+ 1,45	19,84	21,28	+ 1,44
2 ^e trimestre	1,20	0,87	- 0,33	16,14	17,99	+ 1,85	20,15	21,99	+ 1,84
3 ^e trimestre	1,33	0,86	- 0,47	14,92	16,09	+ 1,17	18,57	19,90	+ 1,33
1965 Septembre	1,03	0,87	- 0,16	15,23	18,00	+ 2,77	19,09	22,47	+ 3,38
Octobre	1,14	0,90	- 0,24	15,86	17,03	+ 1,17	20,02	20,94	+ 0,92
Novembre	1,12	1,06	- 0,06	15,27	18,66	+ 3,39	19,64	22,77	+ 3,13
Décembre	1,09	0,98	- 0,11	16,56	18,30	+ 1,74	21,23	23,23	+ 2,00
1966 Janvier	0,94	0,91	- 0,03	14,02	15,52	+ 1,50	17,92	19,37	+ 1,45
Février	1,16	0,94	- 0,22	15,62	16,53	+ 0,91	19,69	20,47	+ 0,78
Mars	1,28	0,98	- 0,30	17,64	19,66	+ 2,02	21,80	23,99	+ 2,19
Avril	1,15	0,78	- 0,37	15,80	17,39	+ 1,59	19,72	21,61	+ 1,89
Mai	1,49	0,86	- 0,63	15,90	17,55	+ 1,65	19,94	21,20	+ 1,26
Juin	1,29	0,97	- 0,32	16,75	19,04	+ 2,29	20,79	23,16	+ 2,37
Juillet	1,21	0,85	- 0,36	13,33	16,35	+ 3,02	16,61	19,86	+ 3,25
Août	1,46	0,70	- 0,76	14,51	13,60	- 0,91	18,34	17,09	- 1,25
Septembre	1,32	1,04	- 0,28	16,94	18,33	+ 1,39	20,77	22,75	+ 1,98

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.

2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,96	0,72	- 0,24	0,97	0,80	- 0,17
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1965 1 ^{er} trimestre	1,77	1,98	+ 0,21	2,00	1,32	- 0,68	1,50	1,15	- 0,35
2 ^e trimestre	2,46	2,12	- 0,34	1,88	1,12	- 0,76	1,71	0,95	- 0,76
3 ^e trimestre	2,27	2,37	+ 0,10	1,81	1,25	- 0,56	1,54	0,96	- 0,58
4 ^e trimestre	2,66	2,40	- 0,26	2,40	1,43	- 0,97	1,52	1,05	- 0,47
1966 1 ^{er} trimestre	2,36	2,27	- 0,09	2,13	1,41	- 0,72	1,62	0,96	- 0,66
2 ^e trimestre	2,15	2,50	+ 0,35	2,27	1,36	- 0,91	1,75	0,87	- 0,88
3 ^e trimestre	2,67	2,56	- 0,11	1,90	1,28	- 0,62			
1965 Septembre	2,46	2,63	+ 0,17	1,95	1,46	- 0,49	1,47	0,95	- 0,52
Octobre	2,28	2,62	+ 0,34	2,32	1,26	- 1,06	1,21	0,96	- 0,25
Novembre	2,64	2,04	- 0,60	2,39	1,40	- 0,99	1,71	0,99	- 0,72
Décembre	3,00	2,54	- 0,46	2,47	1,64	- 0,83	1,67	1,19	- 0,48
1966 Janvier	2,44	1,76	- 0,68	2,10	1,30	- 0,80	1,34	0,77	- 0,57
Février	2,18	2,20	+ 0,02	2,17	1,48	- 0,69	1,71	0,84	- 0,87
Mars	2,53	2,84	+ 0,31	2,17	1,45	- 0,72	1,87	1,26	- 0,61
Avril	2,04	2,47	+ 0,43	2,18	1,49	- 0,69	1,64	0,83	- 0,81
Mai	2,08	2,26	+ 0,18	2,38	1,25	- 1,13	2,00	0,73	- 1,27
Juin	2,31	2,76	+ 0,45	2,25	1,33	- 0,92	1,62	1,06	- 0,56
Juillet	2,17	2,19	+ 0,02	1,73	1,19	- 0,54	1,67	0,82	- 0,85
Août	3,29	2,63	- 0,66	2,15	1,15	- 1,00			
Septembre	2,56	2,87	+ 0,31	1,82	1,50	- 0,32			
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,27	0,28	+ 0,01
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,24	0,26	+ 0,02
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,31	0,25	- 0,06
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,32	0,40	- 0,08
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1964 4 ^e trimestre	0,94	0,66	- 0,28	0,84	0,33	- 0,51	0,52	0,30	- 0,22
1965 1 ^{er} trimestre	0,94	0,68	- 0,26	0,69	0,29	- 0,40	0,42	0,40	- 0,02
2 ^e trimestre	0,96	0,52	- 0,44	0,99	0,30	- 0,69	0,47	0,34	- 0,13
3 ^e trimestre	0,99	0,64	- 0,35	0,89	0,29	- 0,60	0,52	0,37	- 0,15
4 ^e trimestre	0,98	0,68	- 0,30	0,93	0,30	- 0,63	0,62	0,45	- 0,17
1966 1 ^{er} trimestre	0,99	0,51	- 0,48	1,02	0,34	- 0,68	0,44	0,46	+ 0,02
2 ^e trimestre	1,05	0,58	- 0,47	1,56	0,30	- 1,26	0,56	0,46	- 0,10
1965 Juillet	1,06	0,56	- 0,50	0,80	0,32	- 0,48	0,54	0,43	- 0,11
Août	0,82	0,60	- 0,22	0,87	0,20	- 0,67	0,48	0,38	- 0,10
Septembre	1,05	0,76	- 0,29	0,99	0,35	- 0,64	0,52	0,32	- 0,20
Octobre	0,93	0,71	- 0,22	0,88	0,28	- 0,60	0,66	0,44	- 0,22
Novembre	0,99	0,63	- 0,36	0,96	0,28	- 0,68	0,54	0,37	- 0,17
Décembre	1,01	0,69	- 0,32	0,96	0,35	- 0,61	0,66	0,53	- 0,13
1966 Janvier	1,00	0,47	- 0,52	1,02	0,37	- 0,65	0,43	0,39	- 0,04
Février	0,84	0,58	- 0,26	1,01	0,29	- 0,72	0,42	0,48	+ 0,06
Mars	1,13	0,50	- 0,63	1,01	0,34	- 0,67	0,48	0,52	+ 0,04
Avril	1,02	0,59	- 0,43	0,98	0,33	- 0,65	0,43	0,39	- 0,04
Mai	1,04	0,48	- 0,56	1,75	0,25	- 1,50	0,51	0,43	- 0,08
Juin	1,07	0,67	- 0,40	1,95	0,32	- 1,63	0,73	0,54	- 0,19
Juillet	1,11	0,61	- 0,50	1,84	0,21	- 1,63	0,57	0,41	- 0,16

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — cfr. N.B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX . 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :										
a) belges et luxemb.	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,5	+ 1,5
b) étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,5	- 4,7
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	—	—	—	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX-2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *

(milliards de francs)

	1961	1962	1963	1964		1965			1966
	Année	Année	Année	2e semestre	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹ .	- 6,1	- 6,4	- 9,0	- 1,9	- 8,7	+ 1,6	- 3,6	- 2,0	- 7,3
1.12 Travail à façon	+ 2,7	+ 3,8	+ 3,3	+ 3,0	+ 5,2	+ 3,5	+ 3,1	+ 6,6	+ 4,1
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,4	+ 2,6	+ 5,4	+ 2,1	+ 1,1	+ 3,2	+ 3,0
1.2 Or non monétaire	- 0,9	- 0,5	- 0,7	- 0,3	- 0,8	- 1,0	- 1,0	- 2,0	- 0,8
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,4 ³	+ 0,7	- 0,3	- 0,3	- 0,4	...	- 0,8	- 0,8	- 0,4
1.4 Autres frais de transport		- 0,2	+ 0,8	+ 0,5	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,7	+ 1,1	+ 0,2
1.5 Déplacements à l'étranger ⁴	- 2,1	- 2,2	- 3,2	- 1,7	- 3,4	- 1,5	- 2,3	- 3,8	- 1,6
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,3	+ 0,1	- 1,0	+ 0,3	- 0,9	- 0,6	+ 0,9	+ 0,3	- 0,6
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,1	- 0,2	- 1,0	- 1,2	- 2,3	...	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,1
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,3	+ 3,7	+ 4,0	+ 2,1	+ 4,0	+ 1,9	+ 2,0	+ 3,9	+ 1,8
1.82 Autres	+ 1,8	+ 1,5	+ 0,1	- 0,2	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,7	...
Total 1 ...	+ 1,8	+ 3,4	- 4,6	+ 2,9	- 0,7	+ 6,7	+ 0,8	+ 7,5	- 1,5
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 3,0	+ 2,6	+ 2,5	+ 1,7	+ 3,0	+ 1,3	+ 1,2	+ 2,5	+ 0,7
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,3	- 1,8	- 3,1	- 1,1	- 2,4	- 1,3	- 1,1	- 2,4	- 1,1
Total 2 ...	+ 0,7	+ 0,8	- 0,6	+ 0,6	+ 0,6	...	+ 0,1	+ 0,1	- 0,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs pu- blics :									
3.1 Etat	- 5,3	- 2,2	+ 2,4	- 0,4	+ 0,4	- 4,9	- 0,9	- 5,8	- 1,8
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 0,9	- 0,6	+ 0,3	...
Total 3 ...	- 5,2	- 1,8	+ 2,5	- 0,2	+ 1,5	- 4,0	- 1,5	- 5,5	- 1,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 1,9	- 0,1	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 1,3	+ 0,4	+ 1,7	+ 0,5
4.2 Intermédiaires financiers non moné- taires du secteur public	+ 0,2	- 0,7	+ 0,7	- 0,2	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,4	+ 1,1
4.3 Secteur privé : ⁴									
4.31 Transactions identifiées en va- leurs mobilières :									
a) valeurs belges et luxembour- geoises	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,5	...	+ 0,5	- 0,2
b) valeurs étrangères	- 4,7	- 3,6	- 5,5	...	- 1,3	- 0,5	- 1,6	- 2,1	- 3,6
4.32 Investissements directs	+ 4,9	+ 4,0	+ 6,2	+ 6,5	+ 7,7	+ 2,4	+ 2,7	+ 5,1	+ 4,8
4.33 Immeubles						- 0,6	- 0,5	- 1,1	- 1,0
4.34 Autres	+ 0,7	+ 1,8	+ 2,5	+ 0,2					
Total 4 ...	+ 3,8	+ 0,4	+ 2,1	+ 6,5	+ 8,8	+ 3,9	+ 3,1	+ 7,0	+ 1,8
5. Erreurs et omissions	+ 0,6	+ 1,4	+ 0,6	- 0,3	+ 0,5	- 1,2	+ 0,6	- 0,6	+ 0,5
Total 1 à 5 ...	+ 1,7	+ 4,2	...	+ 9,5	+ 10,7	+ 5,4	+ 3,1	+ 8,5	- 1,4
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	- 1,1	- 0,2	- 0,1	+ 0,2	- 0,1	- 0,4	- 0,8	- 1,2	+ 0,9
7. Total (1 à 6) correspondant au mouve- ment des avoirs extérieurs nets des orga- nismes monétaires	+ 0,6	+ 4,0	- 0,1	+ 9,7	+ 10,6	+ 5,0	+ 2,3	+ 7,3	- 0,5
Banque Nationale	+ 12,2	- 1,7	+ 11,2	+ 11,6	+ 12,6	+ 5,6	+ 2,4	+ 8,0	+ 0,2
Autres	- 11,6	+ 5,7	- 11,3	- 1,9	- 2,0	- 0,6	- 0,1	- 0,7	- 0,7

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements. Pour le détail de ces modifications, le lecteur voudra bien se reporter aux notes méthodologiques de l'article « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1962 » inscrit dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVII^e année, vol. I, N° 5, mai 1963, pp. 432 à 435.

1 Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

2 Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

3 Pour 1961, sont seuls disponibles, des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.3, ni les achats et ventes de provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.4.

4 Les chiffres relatifs à 1965 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels
(milliards de francs)

	1964			1965				1966		
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Opérations sur marchandises :										
Exportations	56,8	55,3	63,3	61,5	63,2	59,1	69,7	64,1	66,7	65,0
Importations ¹	60,7	58,0	62,5	60,0	63,1	62,3	70,1	68,2	69,9	69,8
Solde ...	- 3,9	- 2,7	+ 0,8	+ 1,5	+ 0,1	- 3,2	- 0,4	- 4,1	- 3,2	- 4,8
Autres opérations sur marchandises	+ 2,7	+ 2,5	+ 3,1	+ 2,9	+ 2,7	+ 2,2	+ 2,0	+ 4,0	+ 3,1	+ 3,7
1.2 Or non monétaire	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,7	- 0,3	- 0,6	- 0,2	- 0,5
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ² ...	- 0,2	- 0,2	- 0,1	...	...	- 0,3	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,3
1.4 Revenus d'investissements	- 1,0	+ 0,1	+ 0,2	- 0,1	- 0,5	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,1	- 0,7	+ 0,2
1.5 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ...	- 0,3	- 0,8	- 0,4	- 0,3	+ 0,3	+ 0,4	- 0,1	- 0,1	+ 0,2	+ 0,3
1.6 Autres ³	+ 0,6	- 0,7	+ 1,4	+ 1,0	+ 0,1	- 0,4	+ 1,2	+ 0,5	- 0,1	- 1,3
Total 1 ...	- 2,2	- 1,9	+ 4,8	+ 4,4	+ 2,3	- 1,4	+ 2,2	- 0,4	- 1,1	- 2,7
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,4
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,9	- 0,5	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,5	- 0,6	- 0,5	- 0,6	- 0,6
Total 2 ...	- 0,1	+ 0,3	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,3	- 0,2
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat	+ 0,5	- 1,4	+ 1,0	- 3,6	- 1,3	...	- 0,9	- 1,1	- 0,7	- 1,3
3.2 Autres pouvoirs publics .....	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,8	- 0,6	...	...	...	...
Total 3 ...	+ 0,5	- 1,3	+ 1,1	- 3,5	- 0,5	- 0,6	- 0,9	- 1,1	- 0,7	- 1,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :										
4.1 Organismes publics d'exploitation et intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,7	- 0,2	- 0,1	+ 0,2	+ 1,2	+ 0,9	- 0,2	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,1
4.2 Secteur privé										
4.21 Transactions identifiées en valeurs mobilières ³ :										
a) belges et luxembourg.	+ 0,1	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,3	+ 0,3	...	- 0,2	+ 0,3
b) étrangères	+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	+ 0,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 2,3	- 1,3	- 1,0
4.22 Autres ³ (y compris investissements directs)	+ 2,0	+ 3,5	+ 3,0	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,2	+ 2,8	+ 2,3	+ 1,7	+ 1,1
Total 4 ...	+ 1,6	+ 3,8	+ 2,7	+ 1,3	+ 2,6	+ 1,1	+ 2,0	+ 0,8	+ 1,0	+ 0,5
5. Erreurs et omissions	+ 0,1	+ 0,1	- 0,4	- 0,5	- 0,7	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1
Total 1 à 5 ...	- 0,1	+ 1,0	+ 8,5	+ 1,6	+ 3,8	- 0,4	+ 3,5	- 0,6	- 0,8	- 3,8
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	+ 1,1	+ 0,8	- 0,6	- 2,3	+ 1,9	- 2,2	+ 1,4	+ 0,3	+ 0,6	+ 0,6
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	+ 1,0	+ 1,8	+ 7,9	- 0,7	+ 5,7	- 2,6	+ 4,9	- 0,3	- 0,2	- 3,2
Banque Nationale	+ 1,4	+ 2,0	+ 9,6	- 1,5	+ 7,1	- 0,4	+ 2,8	- 3,1	+ 3,3	- 1,2
Autres	- 0,4	- 0,2	- 1,7	+ 0,8	- 1,4	- 2,2	+ 2,1	+ 2,8	- 3,5	- 2,0

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises : Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLe année, vol. I, no 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLIIe année, vol. I, no 6, page 889 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1965 ». — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1965* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisses	Deutsche Mark	liras italiens.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1961	49,86	10,16	139,72	13,19 ¹ 13,85 ²	11,54	11,95 ¹ 12,51 ²	8,03	9,65	6,98	7,22	50,469 ³ 48,153 ⁴	50,468 ³ 48,149 ⁴	174,21	192,32	—
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77	—
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ⁶
1965 3 ^e trimestre	49,64	10,13	138,62	13,79	11,49	12,38	7,95	9,61	6,94	7,16	45,980	45,979	172,85	192,35	82,86 ⁵
4 ^e trimestre	49,65	10,13	139,17	13,78	11,50	12,41	7,95	9,60	6,95	7,20	46,171	46,170	173,58	192,20	82,89
1966 1 ^{er} trimestre	49,74	10,15	139,30	13,74	11,48	12,39	7,96	9,63	6,96	7,21	46,236	46,236	173,74	192,42	82,98
2 ^e trimestre	49,81	10,16	139,06	13,74	11,53	12,41	7,98	9,66	6,96	7,21	46,258	46,256	173,42	192,78	83,07
3 ^e trimestre	49,78	10,14	138,82	13,78	11,51	12,47	7,98	9,63	6,96	7,19	46,285	46,285	173,13	192,88	83,07
1965 Novembre	49,63	10,13	139,16	13,78	11,49	12,41	7,94	9,60	6,95	7,20	46,166	46,165	173,59	192,14	82,87
Décembre	49,65	10,13	139,12	13,76	11,50	12,41	7,95	9,60	6,95	7,21	46,147	46,146	173,54	192,13	82,89
1966 Janvier	49,70	10,14	139,37	13,75	11,49	12,39	7,95	9,61	6,96	7,22	46,252	46,252	173,84	192,28	82,95
Février	49,73	10,15	139,37	13,73	11,48	12,39	7,96	9,62	6,96	7,21	46,201	46,201	173,82	192,36	82,96
Mars	49,78	10,16	139,15	13,75	11,47	12,40	7,97	9,65	6,96	7,21	46,255	46,254	173,56	192,62	83,04
Avril	49,86	10,17	139,27	13,73	11,52	12,42	7,98	9,67	6,97	7,22	46,291	46,290	173,70	192,93	83,15
Mai	49,77	10,16	138,99	13,71	11,53	12,39	7,97	9,66	6,95	7,20	46,226	46,224	173,33	192,62	83,04
Juin	49,80	10,16	138,93	13,77	11,54	12,43	7,98	9,65	6,96	7,20	46,258	46,256	173,27	192,80	83,04
Juillet	49,73	10,15	138,67	13,79	11,52	12,46	7,97	9,62	6,95	7,18	46,261	46,261	172,96	192,71	82,93
Août	49,69	10,14	138,59	13,76	11,49	12,45	7,97	9,62	6,95	7,17	46,221	46,221	172,84	192,55	82,94
Septembre	49,90	10,14	139,19	13,79	11,53	12,51	8,00	9,66	6,98	7,22	46,373	46,371	173,58	193,36	83,33
Octobre	49,99	10,13	139,58	13,81	11,53	12,55	8,00	9,67	7,00	7,24	46,312	46,312	174,07	193,57	83,47
Novembre	49,97	10,11	139,46	13,81	11,57	12,57	8,00	9,66	6,99	7,23	46,177	46,176	173,92	193,22	83,41

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 3 mars 1961. — ² Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — ³ Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — ⁴ Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961. — ⁵ Moyenne du 12 juillet au 30 septembre 1965. — ⁶ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 30 novembre 1966

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis ¹	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur ⁴	vendeur ⁵	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	82,0926	84,5927	100 Pesetas
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (3) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses ₄	Recettes	Solde (3) = (2) - (1)	Dépenses	Recettes	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dettes flottantes intérieures (9)	Emprunts consolidés et dettes flottantes extérieures (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse et autres opérations de trésorerie ³ (12)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)						
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1963	143,0	139,5	- 3,5	22,0	0,4	-21,6	-25,1	+17,4	+ 2,6	+10,4	- 3,8	- 1,5 ²
1964	155,2	157,8	+ 2,6	24,2	0,3	-23,9	-21,3	+24,0	- 4,8	+ 2,9	+ 0,3	- 1,1 ²
1965	176,4	172,7	- 3,7	25,3	0,2	-25,1	-28,8	+22,2	+ 9,7	- 1,3	- 0,7	- 1,1 ²
1964 9 prem. mois .	116,6	118,4	+ 1,8	18,1	0,2	-17,9	-16,1	+18,8	- 8,5	+ 3,3	+ 1,0	+ 1,5 ²
1965 3 prem. mois .	46,8	40,5	- 6,3	5,4	...	- 5,4	-11,7	+ 9,6	+ 4,1	- 0,3	+ 0,1	- 1,8 ²
6 prem. mois .	87,6	78,8	- 8,8	12,5	...	-12,5	-21,3	+14,3	+ 9,8	- 1,1	+ 2,2	- 3,9 ²
9 prem. mois .	128,3	126,6	- 1,7	18,5	...	-18,5	-20,2	+14,3	+11,1	- 1,8	+ 1,3	- 4,7 ²
1966 3 prem. mois .	48,5	48,0	- 0,5	5,4	0,1	- 5,3	- 5,8	+ 6,6	+ 1,0	+ 0,7	- 0,1	- 2,4 ²
6 prem. mois .	100,6	93,7	- 6,9	10,8	0,3	-10,5	-17,4	+13,7	+ 5,4	+ 1,4	+ 1,2	- 4,3 ²
1965 Mars	16,7	12,8	- 3,9	1,5	...	- 1,5	- 5,4	...	+ 5,1	- 0,3	+ 1,0	- 0,4 ²
Avril	13,7	12,5	- 1,2	2,2	...	- 2,2	- 3,4	...	+ 7,0	- 0,2	- 1,7	- 1,7 ²
Mai	12,5	12,0	- 0,5	2,1	...	- 2,1	- 2,6	+ 4,7	- 3,6	- 0,3	+ 1,6	+ 0,2 ²
Juin	14,6	13,8	- 0,8	2,8	...	- 2,8	- 3,6	...	+ 2,3	- 0,3	+ 2,2	- 0,6 ²
Juillet	15,7	23,5	+ 7,8	1,8	...	- 1,8	+ 6,0	...	- 3,2	- 0,6	- 2,7	+ 0,5 ²
Août	11,4	11,3	- 0,1	2,1	...	- 2,1	- 2,2	...	+ 2,2	- 0,1	+ 1,0	- 0,9 ²
Septembre ...	13,6	13,0	- 0,6	2,1	...	- 2,1	- 2,7	...	+ 2,3	...	+ 0,8	- 0,4 ²
Octobre	14,9	13,9	- 1,0	1,3	...	- 1,3	- 2,3	+ 8,3	- 5,1	...	- 1,7	+ 0,8 ²
Novembre	15,4	14,0	- 1,4	1,9	...	- 1,9	- 3,3	- 0,3	+ 3,3	+ 0,2	+ 0,7	- 0,6 ²
Décembre	17,8	18,2	+ 0,4	3,6	0,2	- 3,4	- 3,0	- 0,1	+ 0,4	+ 0,3	- 1,0	+ 3,4 ²
1966 Janvier	16,2	19,3	+ 3,1	1,3	...	- 1,3	+ 1,8	...	+ 2,8	- 0,3	- 0,7	- 3,6 ²
Février	16,6	13,3	- 3,3	2,4	...	- 2,4	- 5,7	+ 6,9	- 2,8	- 0,1	- 0,5	+ 2,2 ²
Mars	15,7	15,4	- 0,3	1,7	0,1	- 1,6	- 1,9	- 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,1	- 1,0 ²
Avril	17,9	14,5	- 3,4	1,6	0,1	- 1,5	- 4,9	...	+ 4,5	+ 0,9	- 0,5	... ²
Mai	15,4	14,3	- 1,1	1,9	...	- 1,9	- 3,0	+ 8,9	- 3,7	- 0,5	- 0,1	- 1,6 ²
Juin	18,8	16,9	- 1,9	1,9	0,1	- 1,8	- 3,7	- 1,8	+ 3,6	+ 0,3	+ 1,9	- 0,3 ²
Juillet	18,7	26,2	+ 7,5	2,1	0,1	- 2,0	+ 5,5	- 0,4	- 4,6	- 0,1	- 0,1	- 0,3 ²
Août	15,2	14,1	- 1,1	2,5	...	- 2,5	- 3,6	...	+ 4,1	+ 0,7	- 0,9	- 0,3 ²

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

² Y compris les avances à des collectivités.

³ Augmentation : - ; diminution : +.

⁴ A partir de l'année 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome de Dommages de guerre financées par le budget ordinaire.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9	
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7	
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6	
1965 10 premiers mois	49,9	+ 4,4	23,7	- 0,4	52,6	- 0,3	126,2	+ 3,7	
1966 10 premiers mois	56,5	+ 2,3	27,6	+ 0,6	64,4	- 0,5	148,5	+ 2,4	
Exercice 1965	1965 Septembre	4,1	+ 0,5	2,7	+ 0,2	5,7	+ 0,2	12,5	+ 0,9
	Octobre	5,3	+ 0,7	2,4	- 0,1	5,7	+ 0,2	13,4	+ 0,8
	Novembre	4,5	+ 0,6	2,8	+ 0,3	6,0	+ 0,8	13,3	+ 1,7
	Décembre	4,7	+ 0,9	3,1	+ 0,6	7,1	+ 1,2	14,9	+ 2,7
Exercice 1966	1966 Janvier	7,4	+ 1,3	0,5	- 0,1	7,9	+ 1,2
	Février	1,8	+ 0,6	1,8	+ 0,6
	Mars	1,3	+ 0,7	1,3	+ 0,7
Exercice 1966	1966 Janvier	3,5	+ 0,1	2,0	+ 0,2	5,8	- 0,3	11,3	...
	Février	2,7	...	2,5	+ 0,1	5,6	- 0,4	10,8	- 0,3
	Mars	3,1	+ 0,1	3,0	+ 0,4	7,0	+ 0,2	13,1	+ 0,7
	Avril	4,7	+ 0,1	3,0	...	6,4	- 0,4	14,1	- 0,3
	Mai	4,3	+ 0,1	2,8	...	6,5	+ 0,1	13,6	+ 0,2
	Juin	6,5	+ 0,4	2,9	+ 0,1	6,9	- 0,1	16,3	+ 0,4
	Juillet	16,6	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,1	- 0,1	25,4	+ 0,2
	Août	4,6	+ 0,3	2,8	...	6,2	+ 0,5	13,6	+ 0,8
Septembre	4,6	+ 0,2	3,2	+ 0,2	7,0	...	14,8	+ 0,4	
Octobre	5,9	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,9	...	15,5	+ 0,3	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1965 ²		Exercice 1965 : octobre 1965		Exercice 1966 : octobre 1966	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	69,6	61,1	5,3	4,6	5,9	5,4
précompte immobilier	1,0	0,9	0,1	0,1	0,1	0,1
précompte mobilier	6,7	5,6	0,4	0,3	0,4	0,3
précompte professionnel	30,3	27,4	2,4	2,2	2,7	2,6
versements anticipés	15,5	13,5	0,4	0,3	0,4	0,4
impôts des personnes physiques (rôles)	7,2	5,4	1,5	1,3	1,9	1,7
impôts des sociétés (rôles)	2,6	2,4	0,3	0,3	0,2	0,2
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3,9	3,8	...	...	...	...
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,4	0,7	...	...	...	...
divers ³	2,0	1,4	0,2	0,1	0,2	0,1
II. Douanes et accises	30,1	29,7	2,4	2,5	2,7	2,9
dont : douanes	8,3	8,7	0,7	0,8	0,7	0,7
accises	20,4	20,7	1,6	1,7	1,9	2,2
taxes spéciales de consommat.	1,1	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	65,7	64,0	5,7	5,5	6,9	6,9
dont : enregistrement	6,4	6,5	0,5	0,6	0,6	0,6
successions	2,8	2,8	0,2	0,3	0,3	0,3
timbres et taxes assimilées	55,8	54,1	4,9	4,6	6,0	6,0
Total ...	165,4	154,8	13,4	12,6	15,5	15,2
Différence par rapport aux éval. budgét.	+10,6		+ 0,8		+ 0,3	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1965, commencé le 1^{er} janvier 1965 a été clôturé le 31 mars 1966.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1964 9 premiers mois	5,4	2,3	4,9	12,6	1,39
1965 3 premiers mois	5,7	2,2	5,1	13,0	0,86
6 premiers mois	5,0	2,4	5,2	12,6	0,62
9 premiers mois	5,9	2,4	5,2	13,5	1,60
1966 3 premiers mois	6,6	2,7	6,1	15,4	0,98
6 premiers mois	5,9	2,8	6,3	15,0	0,71
9 premiers mois	6,8	2,8	6,4	16,0	1,78
1965 Novembre	4,5	2,8	6,0	13,3	0,03
Décembre	4,7	3,1	7,1	14,9	0,26
1966 Janvier	10,9	2,5	5,8	19,2	2,70
Février	4,5	2,5	5,6	12,6	0,09
Mars	4,4	3,0	7,0	14,4	0,16
Avril	4,7	3,0	6,4	14,1	0,54
Mai	4,3	2,8	6,5	13,6	0,15
Juin	6,5	2,9	6,9	16,3	0,60
Juillet	16,6	2,7	6,1	25,4	11,68
Août	4,6	2,8	6,2	13,6	0,06
Septembre	4,6	3,2	7,0	14,8	0,01
Octobre	5,9	2,7	6,9	15,5	0,43
Novembre	5,5	2,8	6,9	15,2	

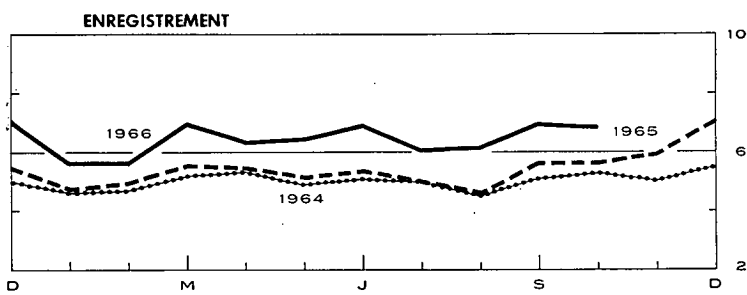
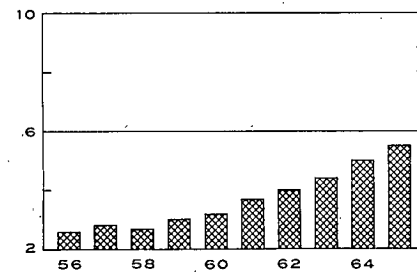
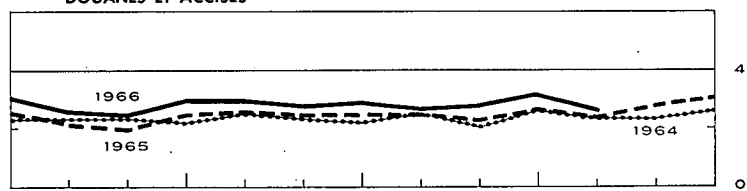
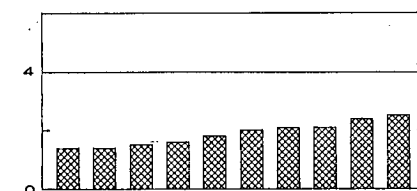
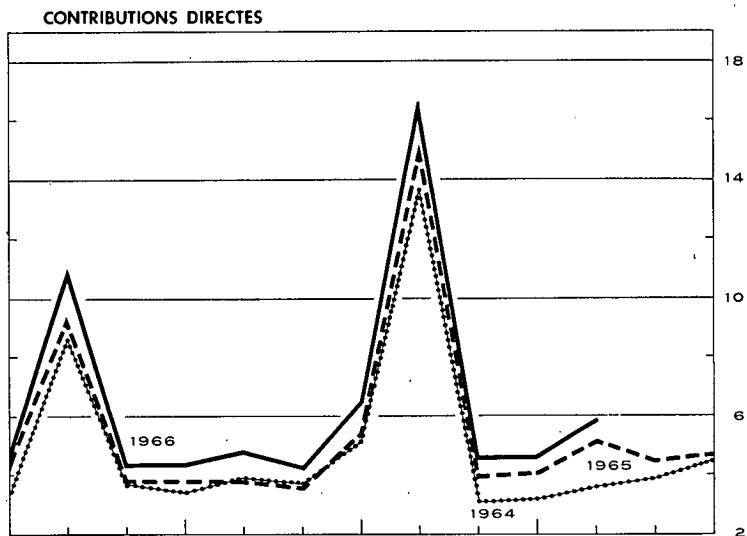
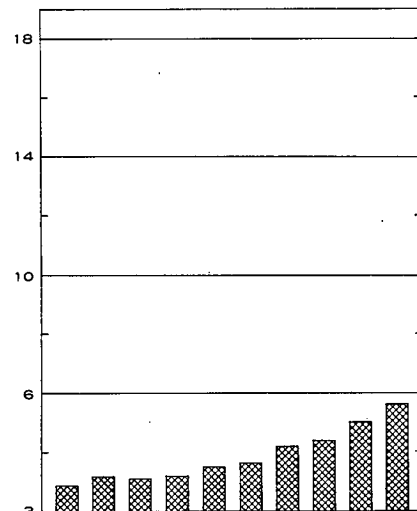
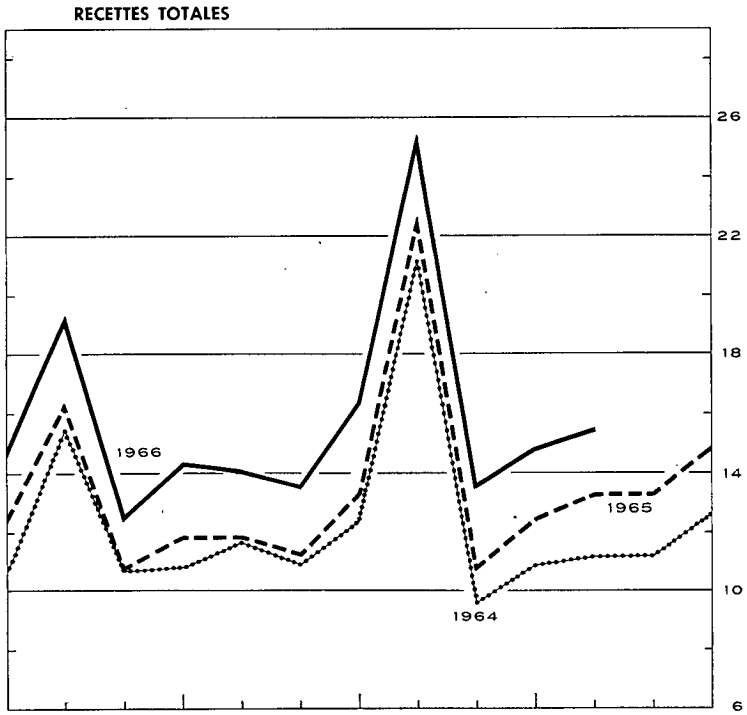
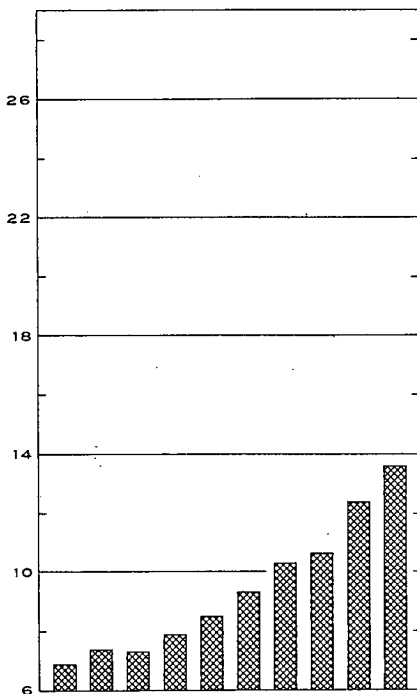
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.). : XLe année, vol. II, n° 6, décembre 1965 et XLIIe année, vol I, n° 1, janvier 1966 : « Les budgets de 1965 et 1966 ».

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1962 ¹

Source : Banque Nationale de Belgique.

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée		
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	...	35,5	—	3,0	—	2,8	8,4	49,8	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	...	35,6	—	0,1	—	0,1	...	35,8	
		Obligations ...	9,4	...	...	...	...	0,2	...	0,9	13,8	...	...	24,3
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	11,9	0,1	—	—	...	—	...	85,7	29,0	82,3	...	209,0	
		Divers ...	3,8	1,1	1,6	0,1	12,9	—	...	2,2	3,0	0,6	...	25,3	
		(Actions et parts) ...	(175,5)	(0,1)	(—)	—	(0,1)	—	(0,6)	(—)	(0,9)	(2,3)	(—)	(...)	(179,5)
	Total ...	25,1	1,3	1,6	0,1	12,9	0,2	71,1	—	91,9	45,8	85,8	8,4	344,2	
Secteurs nationaux non financiers	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	0,5	...	...	...	0,5
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,3	—	—	—	...	1,6	—	0,2	—	0,2	...	2,2	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	...	0,3	0,2	—	...	0,1	...	0,6	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,0	0,2	4,3	2,0	0,6	3,3	4,8	0,4	0,1	30,8
		Obligations non accessibles à tout placeur	0,3	...	0,1	...	0,7	1,2	...	0,6	4,5	—	0,1	7,2
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	...	0,9	—	...	—	0,2	7,8	...	9,0
	Divers ...	4,9	...	4,8	0,2	2,0	—	...	—	—	0,1	1,1	13,0		
	(Actions et parts) ...	(0,8)	—	(14,2)	(4,6)	(...)	—	(...)	(—)	(0,1)	(...)	(0,1)	(0,9)	(20,7)	
	Total ...	20,2	0,5	4,8	0,4	...	8,1	5,0	0,6	4,6	9,5	8,5	1,1	63,3	
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,0	...	—	1,3	...	34,6	...	0,1	...	0,3	6,1	45,5	
		Certificats à court terme	0,7	—	1,2	...	18,9	22,3	2,2	6,2	0,1	11,0	0,1	62,6
		Obligations accessibles à tout placeur ...	107,6	2,3	—	1,5	1,1	11,3	36,5	5,3	33,3	34,4	8,3	1,6	243,2
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	0,1	13,0	58,5	...	2,3	2,3	2,7	2,1	81,0
		Divers	0,7	—	—	0,7	8,9	0,1	0,2	0,1	...	10,7
		Total ...	110,6	3,7	—	4,0	1,9	52,1	151,9	7,5	42,0	37,0	22,4	9,9	443,0
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	...	—	...	...	4,5	—	...	...	...	...	4,5
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,4	0,6	...	0,2	...	0,5	0,4	0,7	1,3	6,5	1,0	0,1	26,6
		Obligations non accessibles à tout placeur	7,7	3,0	10,6
		Autres emprunts à moyen et long terme	4,5	0,5	...	44,4	...	49,5
		Divers ...	1,8	0,4	2,5	0,1	0,3	3,4	8,6
	Total ...	17,2	5,5	2,5	0,2	...	0,5	4,9	0,7	9,5	9,6	45,7	3,5	99,8	
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	14,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14,6	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	0,1	...	...	0,3
		Obligations non accessibles à tout placeur	0,1	1,1	1,3	6,1	...	1,0	9,8
		Divers ...	3,0	...	2,7	...	1,7	0,5	...	1,9	9,8
		Total ...	17,6	...	2,7	...	1,8	0,4	1,1	...	1,3	6,7	...	2,9	31,5
		Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	—	0,1
Acceptations et effets commerciaux ...	—		—	—	—	—	—	6,6	—	0,7	—	1,4	0,3	9,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—		—	—	—	—	—	4,3	—	0,3	—	—	—	4,6	
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—		...	...	...	...	...	—	97,0	—	—	...	...	97,0
Obligations ...	9,6		...	0,2	...	...	—	1,3	0,9	0,3	3,7	0,2	—	15,8
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—		—	13,5	—	—	—	6,7	—	—	—	—	—	20,2	
	Divers ...	—	1,4	7,9	—	...	—	—	—	—	—	0,3	...	9,7	
	(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,4)	—	—	—	(—)	(0,9)	(—)	(...)	(1,4)	(—)	(...)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	231,8	2,7	3,5	11,1	1,2	...	1,9	1,5	0,8	...	...	254,5
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	...	1,2	0,1	0,2	...	...	1,5
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	35,4	—	—	—	—	—	35,4	
	Dépôts en devises des résidents	7,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,4	
	Dépôts sur livrets des résidents	19,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19,9	
	Dépôts à terme des résidents	28,5	—	—	...	—	—	—	—	0,1	—	—	28,6	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	10,7	...	—	—	...	10,7	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,1	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	11,1	
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	9,7	10,0
	(Actions et parts)	(7,2)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	—	(0,1)	—	(8,0)	
Total ...	298,9	2,7	3,7	11,1	1,2	35,4	11,9	0,1	2,1	1,6	0,8	9,7	379,2	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	6,4	—	—	—	—	6,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	0,6	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8	
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	7,0	—	...	...	...	9,8	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	3,5	...	...	...	0,6	...	—	...	0,2	0,6	...	4,9
	Dépôts sur livrets	126,7	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	126,7
	Dépôts à terme	0,6	0,8	...	...	3,0	...	—	...	0,1	...	1,0	5,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	10,7	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	10,7	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,5	
	Divers	4,6	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	2,1	6,9
	(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,2)	
Total ...	146,6	0,8	...	...	3,6	...	0,1	...	0,1	0,3	0,6	3,1	155,2
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	15,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,7	
	Réserves mathématiques	136,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	136,9	
	Divers	0,2	...	...	...	0,1	...	...	...	0,1	...	1,1	1,5
Total ...	152,8	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	1,1	154,1
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	1,2	...	...	0,3	...	...	—	...	...	...	...	1,5
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,4	0,1	...	0,2	...	0,2	1,0
	Dépôts sur livrets	4,9	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	4,9
	Dépôts à terme	1,2	0,3	...	2,5	...	...	—	...	...	...	...	4,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	0,4	—	...	0,6	...	0,2	1,2
	Obligations accessibles à tout placeur	68,8	0,2	...	0,1	1,1	1,4	8,9	0,3	7,2	17,8	0,2	106,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	0,7	0,7	0,7	...	3,0	15,6	...	1,7
	Divers	3,4	...	10,4	0,1	...	2,3	0,2	—	0,3	...	...	4,1
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(1,9)		
Total ...	79,5	0,5	10,4	3,0	1,8	4,8	10,3	0,3	11,3	33,4	0,5	6,0	161,8	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		— 4,0	2,6	1,1	— 1,1	1,3	4,0	13,3	0,6	1,9	0,7	— 0,1	—	20,3
	(13) = (1) à (12)	874,1	19,0	51,2	17,7	24,6	105,5	392,6	10,7	166,0	148,4	166,1	45,7	2.021,6

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIII^e année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, n° 4, octobre 1965.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements	
		Entreprises et particuliers	Para-étatiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentés	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires			
															(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
----- données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opération non effectuée															
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	...	45,6	—	2,7	—	1,6	6,9	56,9
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	42,4	—	0,1	—	0,1	...	42,6
			Obligations	10,8	—	1,0	15,7	27,5
			Autres emprunts à moyen et long terme	12,1	0,1	—	—	—	...	—	95,3	31,1	92,4	...	231,0
			Divers	4,4	1,2	1,6	0,1	13,5	...	—	3,2	3,2	0,6	...	27,8
	(Actions et parts)	(181,2)	(0,3)	(...)	—	(0,2)	...	(0,7)	(—)	(1,1)	(2,9)	(—)	(...)	(186,4)	
	Total ...	27,3	1,5	1,6	0,1	13,5	...	87,9	—	102,3	50,0	94,7	6,9	385,8	
	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—	0,6	0,6	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	...	1,8	—	—	...	0,4	...	2,3	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	0,5	0,2	—	—	...	0,1	...	0,8	
		Obligations accessibles à tout placeur	15,9	0,3	4,0	2,1	1,0	3,6	5,2	0,4	...	32,5	
		Obligations non accessibles à tout placeur	0,2	...	0,1	...	0,5	1,2	0,6	4,3	...	0,1	7,0	
	Autres emprunts à moyen et long terme	—	—	—	0,1	...	0,5	—	—	0,2	9,0	...	9,8		
	Divers	5,3	...	5,1	0,2	...	1,8	...	—	...	0,1	0,7	13,2		
	(Actions et parts)	(0,8)	—	(14,5)	(5,1)	(...)	—	(...)	(—)	(0,1)	(0,1)	(0,2)	(0,9)	(21,7)	
Total ...	21,3	0,5	5,1	0,4	...	7,3	5,3	1,0	4,8	9,7	10,0	0,8	66,2		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	2,3	...	—	1,1	...	38,8	...	...	...	0,1	4,8	47,1
	Certificats à court terme .....	...	0,7	—	0,1	...	36,8	2,7	5,4	...	8,1	— 0,3	73,4	
	Obligations accessibles à tout placeur	107,1	2,4	—	1,7	1,2	10,3	37,7	5,1	35,2	39,1	8,8	1,2	249,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	16,5	57,9	...	2,4	2,0	1,7	2,2	82,7	
	Divers	0,8	—	...	0,9	7,7	0,4	0,4	...	10,2	
Total ...	109,4	3,9	—	3,0	2,1	54,4	171,2	7,8	43,0	41,4	19,0	8,0	463,2		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	...	—	...	...	4,3	...	...	...	...	...	4,3
	Obligations accessibles à tout placeur	14,8	0,7	...	0,2	...	0,5	0,5	1,0	1,6	6,8	1,0	27,0		
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	8,2	2,9	...	11,1
	Autres emprunts à moyen et long terme .....	...	4,8	...	...	...	...	...	...	0,6	...	49,4	54,8
Divers	1,9	0,4	2,7	...	...	...	...	—	...	...	0,6	3,0	8,7
Total ...	16,7	5,9	2,7	0,2	...	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	3,0	105,9		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	16,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,0		
	Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,1	...	...	0,3
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,5	...	1,1	...	1,4	7,3	...	11,7
	Divers	5,2	...	2,6	...	1,7	0,1	...	2,4	12,0	
	Total ...	21,2	...	2,6	...	2,2	0,2	1,1	...	1,4	7,5	...	3,8	40,0	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations et effets commerciaux .....	—	...	—	...	...	10,1	...	0,7	...	1,7	1,7	14,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	...	...	...	...	4,5	...	0,2	...	...	...	4,7
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	—	...	...	...	...	...	112,0	...	...	...	...	112,0
	Obligations	9,3	...	0,2	0,7	0,9	0,3	6,2	0,2	— 0,2	17,6	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	13,1	—	—	...	7,1	...	—	—	20,2	
	Divers	0,9	8,0	0,3	...	9,2	
(Actions et parts) .....	...	(0,2)	(0,4)	...	...	(—)	(1,1)	(—)	(...)	(1,5)	(—)	(...)	...

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers

Organismes monétaires (7)	Monnaie	255,6	2,8	3,8	12,4	1,0	—	—	—	2,0	1,1	0,3	...	279,0	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,2	1,5	...	0,2	...	0,1	0,1	2,1
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	55,0	—	—	—	—	—	—	55,0	
	Dépôts en devises des résidents	9,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,1	
	Dépôts sur livrets des résidents	29,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29,2	
	Dépôts à terme des résidents	25,7	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	25,8	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	11,9	...	—	—	0,3	...	12,2	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,4	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,4	
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	...	...	...	...	10,2	10,5
	(Actions et parts)	(7,7)	—	(0,2)	—	—	—	(0,6)	—	—	(0,1)	—	—	(8,6)	
	Total ...	331,2	2,8	4,0	12,4	1,0	55,2	13,4	...	2,3	1,1	0,6	10,3	434,3	
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	0,4	0,2	—	0,2	...	0,1	...	0,9
		Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	6,6	—	—	—	—	—	6,6
Engagements en comptes courants ou d'avances		—	—	—	—	—	—	0,6	—	...	...	...	...	0,6
Divers		—	—	2,8	—	—	—	—	—	...	...	...	...	2,8
Total ...	—	...	2,8	...	...	0,4	7,4	—	0,2	...	0,1	...	10,9	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	3,8	...	...	...	0,8	—	—	—	...	0,6	0,3	...	5,5
	Dépôts sur livrets	138,4	...	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	138,4
	Dépôts à terme	0,9	1,0	...	...	3,6	—	—	—	...	0,4	...	0,1	6,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,1	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,1	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,6	
	Divers	4,6	...	0,1	...	...	—	0,1	...	0,1	...	...	3,1	8,0
	(Actions et parts)	(1,3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,3)	
Total ...	159,4	1,0	0,1	...	4,4	—	0,1	...	0,1	1,0	0,3	3,2	169,6		
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	18,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18,4	
	Réserves mathématiques	145,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	145,7	
	Divers	0,3	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	1,4	1,8
	Total ...	164,4	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	1,4	165,9
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	1,4	...	...	0,2	...	...	—	...	...	...	...	...	1,6
	Argent à très court terme	—	...	—	0,3	...	0,3	...	...	...	...	...	0,2	0,8
	Dépôts sur livrets	6,4	...	—	—	...	—	—	...	...	...	...	...	6,4
	Dépôts à terme	2,7	0,3	...	3,1	...	—	0,3	...	...	...	...	...	6,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	0,1	—	0,7	...	0,2	...	...	1,0
	Obligations accessibles à tout placeur	73,2	0,2	...	0,1	0,9	0,1	10,2	0,5	8,7	19,1	0,2	...	113,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	0,7	1,3	0,5	...	4,1	16,0	...	1,2	23,8
	Divers	3,0	...	10,4	0,1	...	1,7	0,8	—	0,3	...	...	6,0	22,3
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(1,9)	
Total ...	86,7	0,6	10,4	3,7	1,6	3,4	11,8	0,5	13,8	35,1	0,4	7,5	175,5		
Secteurs indéfinis et ajustements (12)		— 4,2	2,1	...	...	1,4	4,2	10,6	0,6	1,8	1,5	1,6	—	19,6
	(13) = (1) à (12)	942,7	19,2	50,6	19,8	26,3	125,6	448,0	11,8	181,4	163,2	179,8	46,4	2.214,8	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1963 ¹

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vice et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
															données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	...	...	...	+10,8	—	- 0,3	...	- 0,5	- 1,5	+ 8,5
			Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 7,0	—	+ 7,0
			Obligations ...	+ 1,4	+ 0,1	+ 1,7	+ 3,2
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	+ 0,2	+ 9,6	+ 1,8	+10,1	...	+ 21,8
			Divers ...	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	+ 0,6	+10,2	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 12,8
	(Actions et parts) ...	(+ 3,9)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(+ 0,7)	(+ 0,1)	(—)	(+ 0,2)	(+ 0,6)	(...)	(...)	(...)	(+ 5,8)	
			Total ...	+ 2,2	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	+ 0,6	+10,2	+17,8	—	+10,4	+ 3,8	+ 9,7	- 1,5	+ 53,3
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		- 0,1	...	—	...	...	...	+ 0,2	—	- 0,2	...	+ 0,2	...	+ 0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,2
	Obligations accessibles à tout placeur ...		+ 0,9	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,2	+ 1,7
	Obligations non accessibles à tout placeur	- 0,1	- 0,3	...	+ 0,2	- 0,2
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	...	...	- 0,3	...	...	...	+ 1,2	...	+ 0,9
			Divers ...	+ 0,4	...	+ 0,4	+ 0,1	...	- 0,2	...	...	...	...	...	+ 0,2
			(Actions et parts) ...	(+ 0,1)	...	(+ 0,3)	(+ 0,4)	(...)	...	(...)	(—)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 1,0)
			Total ...	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	...	- 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,1	- 0,1	+ 1,4	- 0,3	+ 2,9
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	- 0,7	...	—	- 0,2	+ 4,1	...	- 0,1	...	- 0,3	- 1,2	+ 1,6
	Certificats à court terme ...		...	+ 0,1	—	- 1,0	...	...	+14,8	+ 0,5	- 0,8	- 0,1	- 3,4	- 0,4	+ 10,9
	Obligations accessibles à tout placeur ...		- 0,6	+ 0,1	—	+ 0,2	+ 0,1	- 0,1	+ 0,9	- 0,2	+ 1,9	+ 3,8	+ 0,4	- 0,4	+ 6,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	...	—	...	...	+ 3,5	- 0,6	...	+ 0,1	- 0,4	- 1,0	+ 0,1	+ 1,7
		Divers ...	...	+ 0,1	—	...	...	+ 0,5	...	...	+ 0,2	+ 0,3	...	- 0,5	
		Total ...	- 1,3	+ 0,3	—	- 1,0	+ 0,2	+ 3,0	+19,8	+ 0,3	+ 1,0	+ 3,5	- 4,0	- 1,9	+ 19,9	
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	...	- 0,2	...	...	...	...	- 0,2	
Obligations accessibles à tout placeur ...		- 0,7	+ 0,1	...	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,3	...	- 0,1	+ 0,4
Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,5	...	...	...	+ 0,5
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 5,1	...	+ 5,3
		Divers ...	+ 0,1	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	- 0,5	
		Total ...	- 0,6	+ 0,3	+ 0,2	...	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,2	+ 5,1	- 0,5	+ 5,8
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	+ 1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,3	
Obligations accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	+ 0,3	...	...	...	...	+ 0,2	+ 1,1	...	+ 0,4	+ 2,0
Divers ...		+ 2,2	...	- 0,2	...	...	...	...	...	...	...	- 0,4	...	+ 0,6	+ 2,3
		Total ...	+ 3,6	...	- 0,2	...	+ 0,3	...	...	...	+ 0,2	+ 0,7	...	+ 1,0	+ 5,6
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	...	...	...	...	...	...	...
Acceptations et effets commerciaux ...		...	...	—	...	...	...	—	...	+ 2,2	...	...	- 0,1	+ 1,4	+ 3,5
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	...	...	...	- 0,1
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	+ 14,3
Obligations	- 0,1	+ 0,1	+ 0,9	...	+ 0,1	+ 1,0
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique
Divers ...		+ 4,4	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	...	+ 3,9
(Actions et parts) ...	(+ 4,3)	(...)	(...)	...	...	...	...	...	(—)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 4,5)

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
		Organismes monétaires (7)												
		Fonds des Rentes (8)												
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)												
		Organ. d'assur.-vie et accéd. de travail, fonds de pension (10)												
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)												
		Secteurs Indéterminés et ajustements (12)												
(13) = (1) à (12)														
	Monnaie	+24,6	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,4	- 0,3	—	—	+ 0,1	- 0,5	- 0,5	...	+ 25,3	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 0,2	+0,3	...	...	...	+ 0,1	+ 0,6
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+15,7	—	—	—	—	—	+ 15,7	
	Dépôts en devises des résidents	+ 1,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,7	
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 9,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 9,4	
	Dépôts à terme des résidents	- 2,8	—	—	...	—	—	—	—	...	...	—	- 2,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	+1,5	...	—	—	+ 0,3	+ 1,8	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 0,4	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,4	
	Divers	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 3,7
	(Actions et parts)	(+ 0,5)	...	(...)	...	...	...	(+0,1)	...	...	(...)	...	(+ 0,6)
	Total ...	+33,3	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,4	- 0,3	+15,9	+1,7	...	+ 0,1	- 0,5	- 0,1	+ 3,8	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 0,4	+0,2	—	+ 0,2	...	+ 0,1	+ 0,9
	Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	+0,1	—	—	—	—	+ 0,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...
	Divers	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...
	Total ...	—	...	—	...	...	+ 0,4	+0,3	—	+ 0,2	...	+ 0,1	+ 1,0
	Dépôts à vue	+ 0,3	...	...	...	+ 0,2	...	—	...	+ 0,4	- 0,3	...	+ 0,7
	Dépôts sur livrets	+11,7	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 11,7
	Dépôts à terme	+ 0,2	+ 0,2	...	...	+ 0,6	...	—	...	+ 0,3	...	- 0,9	+ 0,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 0,4	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 0,1	
	Divers	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,0	+ 1,1
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)
	Total ...	+12,7	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 0,8	...	...	...	+ 0,7	- 0,3	+ 0,2	+ 14,4
	Réserves de sécurité sociale	+ 2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,8	
	Réserves mathématiques	+ 8,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,7	
	Divers	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	+ 0,3	+ 0,3
	Total ...	+11,6	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	+ 0,3	+ 11,8
	Dépôts à vue	+ 0,2	...	...	- 0,1	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,1
	Argent à très court terme	—	...	—	+ 0,2	...	- 0,1	-0,1	...	- 0,2	...	- 0,1	- 0,3	
	Dépôts sur livrets	+ 1,5	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 1,5
	Dépôts à terme	+ 1,5	+ 0,1	...	+ 0,6	...	...	+0,2	...	...	...	...	+ 2,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	-0,3	—	+ 0,1	...	...	+ 0,2
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 4,4	...	...	...	- 0,1	+ 0,1	+1,3	+ 0,2	+ 1,5	- 0,1	- 0,1	+ 7,2
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	+ 0,6	-0,2	...	+ 1,1	+ 0,4	...	+ 1,4
	Divers	- 0,4	...	...	...	...	...	+0,1	—	...	...	...	+ 1,6
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)	
	Total ...	+ 7,2	...	...	+ 0,7	- 0,1	+ 0,5	+1,0	+ 0,2	+ 2,5	+ 0,3	- 0,1	+ 13,7
		- 0,1	- 0,5	- 1,1	+ 1,0	+ 0,2	- 0,2	-1,5	...	...	...	+ 1,6	- 0,6
	Total des créances	+74,2	+ 0,2	- 0,2	+ 2,1	+ 1,7	+29,2	+56,2	+ 1,1	+15,4	+ 9,4	+13,2	+ 3,7	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLe année, vol. II, no 4, octobre 1965.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1962

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Sources : Banque Nationale de Belgique.

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	25,1	1,3	1,6	0,1	12,9	41,0	0,2	71,1	—	91,9	45,8	85,8	294,6	8,4	344,2
2. Paraétatiques d'exploitation	20,2	0,5	4,8	0,4	...	25,9	8,1	5,0	0,6	4,6	9,5	8,5	28,2	1,1	63,3
3. Etat (Trésor)	110,6	3,7	—	4,0	1,9	120,2	52,1	151,9	7,5	42,0	37,0	22,4	260,8	9,9	443,0
4. Secteur public non compris ailleurs	17,2	5,5	2,5	0,2	...	25,4	0,5	4,9	0,7	9,5	9,6	45,7	70,4	3,5	99,8
5. Sécurité sociale	17,6	...	2,7	...	1,8	22,1	0,4	1,1	...	1,3	6,7	...	9,1	2,9	34,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	190,7	11,0	11,6	4,7	16,6	234,6	61,3	234,0	8,8	149,3	108,6	162,4	663,1	25,8	984,8
7. Etranger	9,6	1,4	21,6	...	...	32,6	—	116,0	0,9	1,3	3,7	1,9	123,8	...	156,4
8. Organismes monétaires	298,9	2,7	3,7	11,1	1,2	317,6	35,4	11,9	0,1	2,1	1,6	0,8	16,5	9,7	379,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,0	—	...	...	...	7,0	...	9,8
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	146,6	0,8	...	...	3,6	151,0	...	0,1	...	0,1	0,3	0,6	1,1	3,1	155,2
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	152,8	...	...	...	0,1	152,9	...	...	...	...	0,1	...	0,1	1,1	154,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	79,5	0,5	10,4	3,0	1,8	95,2	4,8	10,3	0,3	11,3	33,4	0,5	55,8	6,0	161,8
13. Total des intermédiaires financiers	677,8	4,0	16,9	14,1	6,7	719,5	40,2	29,3	0,4	13,5	35,4	1,9	80,5	19,9	860,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,0	2,6	1,1	— 1,1	1,3	— 0,1	4,0	13,3	0,6	1,9	0,7	— 0,1	16,4	—	20,3
15. Total des créances	874,1	19,0	51,2	17,7	24,6	986,6	105,5	392,6	10,7	166,0	148,4	166,1	883,8	45,7	2.021,6
16. Solde des créances et des dettes .	+ 529,9	— 44,3	— 391,8	— 82,1	— 9,9	+ 1,8	— 50,9	+ 13,4	+ 0,9	+ 10,8	— 5,7	+ 4,3	+ 23,7	+ 25,4	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	27,3	1,5	1,6	0,1	13,5	44,0	...	87,9	—	102,3	50,0	94,7	334,9	6,9	385,8
2. Paraétatiques d'exploitation	21,3	0,5	5,1	0,4	...	27,3	7,3	5,3	1,0	4,8	9,7	10,0	30,8	0,8	66,2
3. Etat (Trésor)	109,4	3,9	—	3,0	2,1	118,4	54,4	171,2	7,8	43,0	41,4	19,0	282,4	8,0	463,2
4. Secteur public non compris ailleurs	16,7	5,9	2,7	0,2	...	25,5	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	76,9	3,0	105,9
5. Sécurité sociale	21,2	...	2,6	...	2,2	26,0	0,2	1,1	...	1,4	7,5	...	10,0	3,8	40,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	195,9	11,8	12,0	3,7	17,8	241,2	62,4	270,3	9,8	161,9	118,3	174,7	735,0	22,5	1.061,1
7. Etranger	9,3	0,9	21,3	...	...	31,5	—	134,4	0,9	1,3	6,2	2,1	144,9	1,5	177,9
8. Organismes monétaires	331,2	2,8	4,0	12,4	1,0	351,4	55,2	13,4	...	2,3	1,1	0,6	17,4	10,3	434,3
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,4	7,4	—	0,2	...	0,1	7,7	...	10,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	159,4	1,0	0,1	...	4,4	164,9	.....	0,1	...	0,1	1,0	0,3	1,5	3,2	169,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	164,4	...	...	...	0,1	164,5	...	...	...	...	...	...	...	1,4	165,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	86,7	0,6	10,4	3,7	1,6	103,0	3,4	11,8	0,5	13,8	35,1	0,4	61,6	7,5	175,5
13. Total des intermédiaires financiers	741,7	4,4	17,3	16,1	7,1	786,6	59,0	32,7	0,5	16,4	37,2	1,4	88,2	22,4	956,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,1	...	...	1,4	— 0,7	4,2	10,6	0,6	1,8	1,5	1,6	16,1	—	19,6
15. Total des créances	942,7	19,2	50,6	19,8	26,3	1.058,6	125,6	448,0	11,8	181,4	163,2	179,8	984,2	46,4	2.214,8
16. Solde des créances et des dettes .	+ 556,9	— 47,0	— 412,6	— 86,1	— 13,7	— 2,5	— 52,3	+ 13,7	+ 0,9	+ 11,8	— 2,7	+ 4,3	+ 28,0	+ 26,8	—

XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1963

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 2,2	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	+ 0,6	+ 2,9	+ 10,2	+ 17,8	—	+ 10,4	+ 3,8	+ 9,7	+ 41,7	- 1,5	+ 53,3
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	...	+ 1,8	- 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,1	- 0,1	+ 1,4	+ 2,0	- 0,3	+ 2,9
3. Etat (Trésor)	- 1,3	+ 0,3	—	- 1,0	+ 0,2	- 1,8	+ 3,0	+ 19,8	+ 0,3	+ 1,0	+ 3,5	- 4,0	+ 20,6	- 1,9	+ 19,9
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,6	+ 0,3	+ 0,2	...	...	- 0,1	...	- 0,1	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,2	+ 5,1	+ 6,4	- 0,5	+ 5,8
5. Sécurité sociale	+ 3,6	...	- 0,2	...	+ 0,3	+ 3,7	...	...	...	+ 0,2	+ 0,7	...	+ 0,9	+ 1,0	+ 5,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 5,1	+ 0,8	+ 0,5	- 1,0	+ 1,1	+ 6,5	+ 12,6	+ 37,8	+ 0,9	+ 12,6	+ 8,1	+ 12,2	+ 71,6	- 3,2	+ 87,5
7. Etranger	+ 4,4	- 0,5	...	...	...	+ 3,9	—	+ 16,9	...	...	+ 0,9	- 0,2	+ 17,6	+ 1,1	+ 22,6
8. Organismes monétaires	+ 33,3	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,4	- 0,3	+ 34,9	+ 15,9	+ 1,7	...	+ 0,1	- 0,5	- 0,1	+ 1,2	+ 3,8	+ 55,8
9. Fonds des Rentes .....	—	...	—	...	...	...	+ 0,4	+ 0,3	—	+ 0,2	...	+ 0,1	+ 0,6	...	+ 1,0
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 12,7	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 0,8	+ 13,8	.....	...	...	...	+ 0,7	- 0,3	+ 0,4	+ 0,2	+ 14,4
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	+ 11,6	...	...	...	...	+ 11,6	...	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1	+ 0,3	+ 11,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 7,2	...	...	+ 0,7	- 0,1	+ 7,8	+ 0,5	+ 1,0	+ 0,2	+ 2,5	+ 0,3	- 0,1	+ 3,9	+ 1,5	+ 13,7
13. Total des intermédiaires financiers	+ 64,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 0,4	+ 68,1	+ 16,8	+ 3,0	+ 0,2	+ 2,8	+ 0,4	- 0,4	+ 6,0	+ 5,8	+ 96,7
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	- 0,1	- 0,5	- 1,1	+ 1,0	+ 0,2	- 0,5	- 0,2	- 1,5	...	...	...	+ 1,6	+ 0,1	—	- 0,6
15. Total des créances	+ 74,2	+ 0,2	- 0,2	+ 2,1	+ 1,7	+ 78,0	+ 29,2	+ 56,2	+ 1,1	+ 15,4	+ 9,4	+ 13,2	+ 95,3	+ 3,7	+ 206,2
16. Solde des créances et des dettes .	+ 20,9	- 2,7	- 20,1	- 3,7	- 3,9	- 9,5	+ 6,6	+ 0,4	+ 0,1	+ 1,0	- 2,4	- 0,5	- 1,4	+ 4,3	—

XIII. — ORGANISMES MONÉTAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers 3
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics 2	Total	Financés par des organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires			
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises												
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)		
1960 Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,0	- 7,0	5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 ⁴	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 ⁴	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	4,9	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	- 10,4	9,0	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,0	7,7	163,7	72,9	86,7	- 11,1	10,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	7,2	6,0	173,0	74,5	88,6	- 11,1	10,3	- 9,7
Juin	273,2	51,3	8,3	...	332,8	84,4	164,5	7,5	6,4	178,4	78,7	92,5	- 11,2	10,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>															
Juin	272,3	51,3	8,2	...	331,8	83,2	167,3	7,5	5,0	179,8	77,7	89,4	- 11,2	10,2	- 7,9
Septembre	267,8	53,1	8,4	...	329,3	80,7	166,3	6,9	5,1	178,3	81,0	92,7	- 11,3	10,1	- 9,5
Décembre	279,0	55,0	9,1	...	343,1	79,2	171,2	7,4	5,8	184,4	89,9	100,9	- 11,4	11,0	- 10,0
1964 Mars	274,3	58,3	10,1	...	342,7	78,3	174,1	7,0	4,8	185,9	89,4	105,1	- 11,2	10,5	- 10,2
Juin	287,1	58,3	8,1	...	353,5	79,4	177,9	8,8	5,2	191,9	93,2	108,5	- 11,3	10,5	- 10,2
Septembre	285,1	64,1	5,0	...	354,2	81,0	176,0	7,8	5,0	188,8	95,5	109,8	- 11,3	11,3	- 11,1
Décembre	298,7	65,1	5,1	...	368,9	88,0	180,1	7,8	6,3	194,2	99,3	112,7	- 11,4	10,8	- 12,0
1965 Mars	294,2	70,6	4,5	...	369,3	87,0	179,6	6,8	7,3	193,7	99,6	113,0	- 11,4	12,3	- 11,9
Juin	310,6	71,1	5,1	...	386,8	92,4	186,0	7,1	7,7	200,8	103,4	117,6	- 11,3	11,6	- 10,1
Septembre	307,9	74,8	3,9	...	386,6	90,4	189,9	4,2	7,0	201,1	107,9	120,9	- 11,3	11,3	- 12,8
Décembre	320,0	77,4	4,4	...	401,8	94,8	194,7	4,7	6,6	206,0	113,6	129,0	- 11,4	12,1	- 13,3
1966 Mars	315,7	82,4	4,2	...	402,3	93,7	192,2	7,2	8,3	207,7	115,1	131,1	- 11,5	11,6	- 14,3
Juin	331,2	81,1	4,9	...	417,2	93,3	198,2	8,8	9,5	216,5	120,3	135,4	- 11,5	13,2	- 14,6
Septembre	324,1	86,4	5,1	...	415,6	p 89,7	p 196,0	5,2	p 10,5	p 211,7	126,4	140,3	- 11,7	p 14,6	p - 15,1

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement re-englobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre-décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier-février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur vaudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1959 — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁴	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	
2. F.M.I. — Participation	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,4	0,3	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ³	20,4	18,2	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	
b) en francs belges ³	0,1	...	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	93,8	91,1	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,5
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	6,5	6,4	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	9,9	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	0,2	...	...	...	2,7	0,1	...	0,5	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7
b) effets commerciaux	2,5	2,0	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,2	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	0,6	0,3	...	...	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	28,6	27,0	23,6	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	37,0	37,6	36,3	
TOTAL DE L'ACTIF ...	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,9	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1,1	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets ²	2,4	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,8	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	
— autres	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire ³	126,7	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,1	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	3,2	3,2	2,1	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,7	0,1	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	30,6	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	
TOTAL DU PASSIF ...	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	74,5	76,6	78,1 ³	78,2 ³	78,6 ³	77,7	77,9	77,9	77,9	77,9	77,9	77,8	77,8	77,8	77,8	76,6	76,4	76,3	76,2	76,2
2. F.M.I. — Participation	9,1	10,0	10,0	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,5	12,5	12,9	13,8	14,0	14,0	15,1	15,2	15,2	15,2	15,2
— Prêts ¹	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	1,5	3,4	6,2	5,5	2,5	2,8	5,3	3,3	6,7	5,4	4,7	4,9	6,8	7,4	7,3	7,9	6,1	6,1	5,9	6,1
5. Créances sur l'U.E.P. ² .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	26,8	23,9	21,9	22,3	22,8	23,2	22,6	22,6	21,9	20,5	19,4	20,0	19,9	19,7	19,7	21,6	21,4	20,0	21,8	21,6
b) en francs belges	1,5	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	115,0	119,0	121,2	123,2	121,1	120,8	123,0	121,0	123,7	121,3	119,5	120,6	123,4	124,0	123,8	126,2	124,1	122,6	124,1	124,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	...	0,1	0,6	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,5	...	0,1	...	...	0,3	0,5	1,1	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	9,9	9,9	9,9	9,3	9,8	9,9	7,3	10,0	9,0	9,3	10,0	10,0	9,0	9,4	9,3	9,8	10,0	10,0	9,9	10,0
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,5	2,5	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	...	0,2	...	...	...	0,5	...	2,7	0,8	0,3	0,2	0,7	1,3	1,7	2,3	...	1,7	1,0	0,6
b) effets commerciaux	2,3	2,2	2,1	2,4	2,1	2,1	2,0	1,9	2,9	2,5	2,9	2,4	2,5	2,8	2,8	4,1	2,4	3,1	2,3	2,5
c) avances .....	...	...	...	0,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	2,5	0,5	0,5	...	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,5	0,8	0,2	0,1
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	39,1	37,5	39,8	37,8	39,2	37,0	36,8	37,1	36,2	35,2	34,4	37,0	35,4	35,3	37,6	36,9	38,4	36,3	39,6	39,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	206,2	206,5	211,0	210,1	209,7	207,5	207,5	207,3	211,8	206,6	204,7	208,8	208,5	210,8	212,7	216,7	213,2	213,0	215,7	214,3

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,5	0,6	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,7	0,8	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets ²	2,8	3,3	3,3	3,2	3,1	3,3	3,0	3,4	3,5	3,4	3,4	3,6	3,1	3,8	3,8	3,8	3,5	3,3	3,6 ^p	3,6
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	1,4	1,4	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	1,4	0,1	0,1	1,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Monnaie fiduciaire ³	158,5	160,2	162,5	164,6	162,3	162,7	164,0	162,7	166,8	163,5	163,2	163,4	166,5	167,6	171,0	173,0	170,3	170,0	169,2 ^p	167,0
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	0,8	0,6	...	0,6	1,3	0,7	...	...	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	41,6	39,8	42,6	40,5	41,6	39,4	39,2	39,8	38,7	38,4	36,9	38,8	37,7	38,3	36,7	38,9	38,2	38,5	41,6 ^p	42,5
TOTAL DU PASSIF ...	206,2	206,5	211,0	210,1	209,7	207,5	207,5	207,3	211,8	206,6	204,7	208,8	208,5	210,8	212,7	216,7	213,2	213,0	215,7	214,3

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets .....	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2	0,8	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1
c) sur les banques de dépôts	0,3	...	...	...	0,3	...	0,4	0,4	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4	...	...	...	...	...	...
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	34,0	34,9	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	40,7	39,6	43,5	42,1	44,3	42,9	48,4	41,9	44,7	43,9	50,0	45,2	46,2	41,1
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,1	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,6	5,0	4,5	6,2	7,3	8,3
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	1,8	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5	0,1	...	0,3	0,4	0,1	0,5	0,2	0,7	0,4	0,1	0,1
b) effets commerciaux	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	1,2	1,4	1,5	1,5	1,3	1,3	1,3	1,4	1,2	1,2	1,4	1,5	1,4	1,2
c) avances	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	0,2	...	...	...	...	...	...	0,1
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	5,0	4,8	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,1	3,6	4,2	3,4	2,4	3,0	3,8	3,1	2,8	3,0	2,4	3,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	59,1	63,0	60,3	66,8	64,3	65,2	62,1

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédant des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres »; à partir du 30 juin 1963, nouvelle série, cette contrepartie est rangée sous la rubrique « C5a — Créances sur les paraétatiques de crédit à un an au plus ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2	0,8	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,6	0,5	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3	0,8	1,3	6,0	3,0	0,7	0,9
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,5	6,6	6,5	6,7	6,8
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	29,5	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	33,8	32,6	34,2	33,8	37,4	35,7	37,2	36,8	38,8	37,5	39,4	38,4	43,0	40,1
b) détenue par les pouvoirs publics	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	1,8	1,1	0,7	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,2	...	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	0,3	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	0,3	...	...	...	...	1,0	0,4	0,7	0,1	1,0	0,2	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	59,1	63,0	60,3	66,8	64,3	65,2	62,1

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968, pp. 174 à 176.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Obligations	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	p 1,8
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,6	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	3,2	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	15,2	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,1	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3
b) en francs belges ²	1,9	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	4,5	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8
7. Ajustement statistique	-0,4	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	18,8	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	32,2	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	p 58,9
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets	2,3	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,5	2,6	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—
— autres	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3	0,9	1,3	6,0	3,0	0,7	0,9
c) sur les banques de dépôts	3,0	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,1	5,5
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	42,1	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,3	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,6	p 31,9
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	20,7	22,6	22,5	23,9	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,7	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,7	37,4	37,2	38,3	p 40,4
— autres	2,8	2,9	3,7	3,8	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,0	27,6	p 29,5
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,4	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	p 0,8
— autres	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	p 1,0
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	2,1	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	3,8	3,2	2,5	2,9	2,7	3,9	5,5	6,8	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0
b) effets commerciaux	24,1	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	32,8	34,4	37,7	38,3	40,1	39,7	41,5	40,5	43,2	42,1	45,6	45,5	47,3	48,4
c) avances	30,0	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,8	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	1,8	1,8	1,6	p 2,3	
— autres	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	1,9	1,9	1,7	1,8	p 1,8
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	11,0	8,0	8,6	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	0,2	0,4	0,5
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	p 12,0
— autres	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,3
D. Autres	24,4	25,4	29,6	28,1	31,1	29,7	32,5	31,3	31,4	31,6	31,0	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	48,4	51,2	p 50,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « (a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « (b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1
b) en francs belges ^{2 3}	11,5	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,7
4. Ajustement statistique	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	32,2	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,8
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4
b) envers les organismes publics	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1
c) envers les banques de dépôts	3,0	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	65,1	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,3	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0
— dépôts en devises	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	0,8	0,5	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	—	—	—
b) envers les parastatutaires de crédit	0,6	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	1,0	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	37,7	39,6	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,6	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,5
TOTAL DU PASSIF ...	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

³ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁶	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	
2. F.M.I. — Participation	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	
3. Obligations	1,6	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9	1,9	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,5	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	6,4	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ³	35,6	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,6	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	
b) en francs belges ³	2,0	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	6,0	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	
7. Ajustement statistique	- 0,4	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	113,1	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	131,8	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,8	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	
— autres	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	
b) sur les organismes publics	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,6	3,4	2,4	1,1	1,2	7,0	2,5	1,7	1,7	6,2	3,4	0,9	1,6	
c) sur les banques de dépôts	3,3	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	4,3	7,4	5,0	5,3	4,8	5,2	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	82,6	80,3	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	72,9	72,1	75,5	77,7	80,4	79,4	82,8	80,9	84,3	87,4	87,8	84,8	89,1	83,0	(7)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	28,1	30,1	30,0	31,3	33,5	35,1	34,5	37,5	37,5	37,7	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,4	46,2	46,4	47,5	49,5	(7)
— autres	36,8	36,9	37,7	37,8	58,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	61,0	61,6	63,5	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,6	5,0	4,5	6,2	7,3	8,3	(9)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	1,8	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	(9)
— autres	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	(9)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations	4,1	3,9	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	3,9	3,8	4,7	3,0	3,6	4,8	6,0	6,9	6,4	9,7	8,9	8,1	9,1	8,8	(11)
b) effets commerciaux	27,1	27,7	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	36,5	37,3	42,7	42,8	44,6	43,8	45,4	44,3	46,5	45,4	49,9	49,4	51,5	52,7	(11)
c) avances	30,1	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,4	39,8	42,5	43,6	44,9	46,9	47,9	48,4	50,5	52,8	54,9	57,6	59,7	64,9	(11)
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,1	1,8	1,8	1,6	2,3	(15)
— autres	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,4	2,6	2,7	(15)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	11,0	8,0	8,6	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	—	—	—	(8)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	0,7	0,3	...	...	...	0,8	0,1	0,2	2,0	0,2	2,0	0,5	0,3	...	0,4	0,4	1,4	(14)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,0	(14)
— autres	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5	1,4	(14)
D. Autres	58,0	57,2	57,8	55,4	55,7	62,9	71,1	69,2	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	77,5	84,5	81,0	82,3	88,4	91,2	90,1	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,5	586,7	587,0	609,3	616,6	627,9	635,7	

Colonne du tableau XIII : « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

1 Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).
 2 Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.
 3 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.
 4 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».
 5 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.
 6 Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 7	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66		
A. Engagements envers l'étranger :																							
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																							
a) en monnaies étrangères ²	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7		
b) en francs belges ^{1 2}	14,4	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	23,9		
4. Ajustement statistique	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	35,3	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,8		
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																							
1. Pièces et billets ³	2,9	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7		
2. Autres :																							
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,6	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...	...	0,7	...	1,0		
b) envers les organismes publics	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	0,1	0,1	0,3	0,2	0,6	0,6	0,8	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2		
c) envers les banques de dépôts :																							
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	
— autres	8,8	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,4	6,5	10,3	9,0	5,6	6,3	12,1	11,2	7,0	7,5	12,5	10,4	5,9	6,5		
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																							
1. Monnaie fiduciaire ⁴	132,2	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,2	173,4	169,9	177,7	176,8	(1)	
2. Monnaie scripturale :																							
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	95,2	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,8	109,9	106,5	113,2	111,6	117,6	115,1	124,1	123,7	129,4	128,0	134,9	133,4	141,5	135,2	(1)	
b) détenue par les pouvoirs publics	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	(1)	
3. Liquidités quasi monétaires :																							
a) détenues par les entreprises et particuliers :																							
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	(2)	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	(2)	
— dépôts en devises	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	(3)	
b) détenues par le Trésor .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)	
4. Emprunts obligataires	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	(13)	
5. Autres :																							
a) envers le Fonds des Rentes ⁶	5,8	4,8	4,1	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	...	...	0,3	0,5	1,5	0,1	—	—	—	(8)	
b) envers les paraétatiques de crédit	0,6	1,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5	0,4	0,3	1,0	...	1,4	0,5	0,8	0,3	1,4	0,3	0,2	(14)	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)	
D. Autres	68,3	68,6	67,8	67,8	65,3	76,5	82,9	80,5	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	105,0	(15)	
TOTAL DU PASSIF ...	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,5	586,7	587,0	609,3	616,6	627,9	635,7		

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que les F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

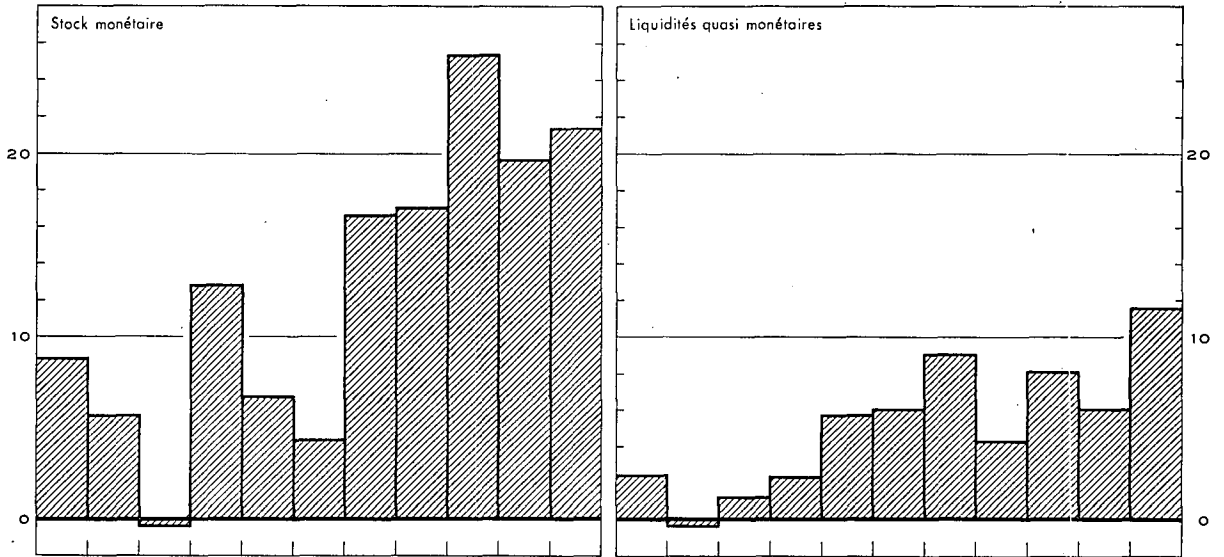
7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

(Colonne du tableau XIII)
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise

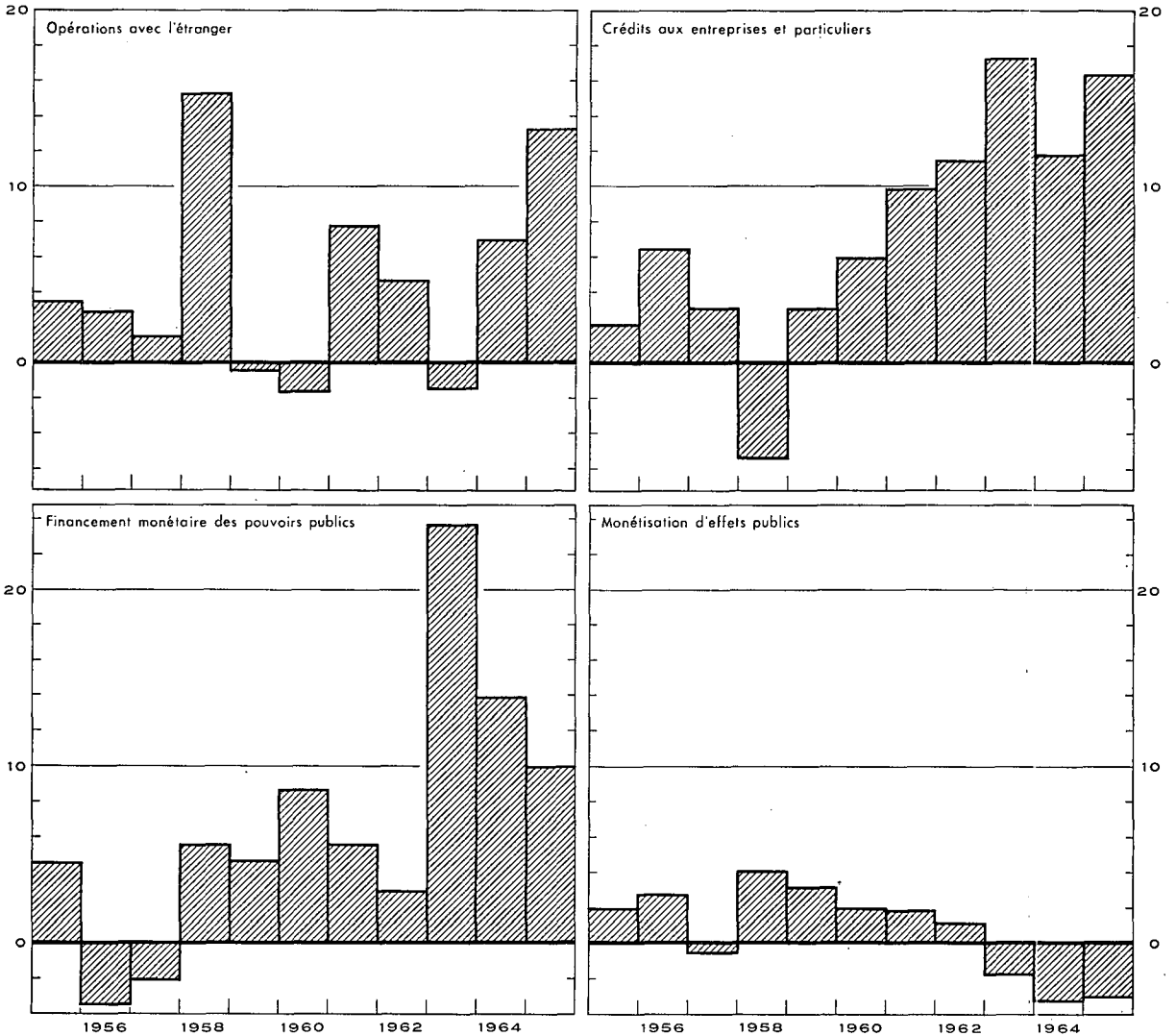
XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. - ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 2	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ³	+ 3,3 ³	+ 5,4 ³	- 1,4	- 0,8	- 0,5	- 0,8	+ 5,7	- 0,6	+ 1,1	- 0,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	- 0,6	+ 2,8	+ 0,5	- 0,1	+ 0,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	- 0,3	+ 0,7	+ 0,8
3 ^e trimestre	+ 1,7 ³	+ 3,6 ³	+ 5,3 ³	+ 5,3	+ 2,4	- 1,0	- 1,9	+ 2,4	- 0,5	+ 0,4	+ 0,1	- 0,3	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ³	+ 1,8 ³	+ 10,6 ³	+ 4,5	+ 5,5	- 0,1	+ 1,1	- 4,4	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4
Total ...	+16,7 ³	+ 9,1 ³	+ 25,8 ³	+ 7,8	+ 9,9	- 1,1	- 1,7	+ 3,6	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	- 1,1	+ 2,5	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 1,2
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	- 0,6	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	- 0,7	+ 0,6	+ 2,0
Total ...	+17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	- 2,4	+ 2,4	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	- 3,9
2 ^e trimestre	+10,7	+ 1,4	+ 12,1	- 0,1	+ 3,9	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	- 0,1	...	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 1,9	- 2,6	- 2,0	+ 3,3	+ 0,7	...	- 1,6	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 1,6
4 ^e trimestre	+11,1	+ 2,7	+ 13,8	- 2,6	+ 8,2	+ 0,5	+ 0,7	+ 7,3	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	- 0,1	+ 0,3	- 0,4
Total ...	+25,4	+ 8,2	+ 33,6	- 1,4	+ 17,3	- 0,1	+ 0,7	+ 23,7	- 0,2	- 1,6	- 0,1	- 0,4	+ 0,6	- 4,9
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,7	+ 4,3	- 0,4	- 1,8	+ 4,2	- 1,4	- 4,6	+ 3,2	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2	- 0,3
2 ^e trimestre	+12,8	- 2,0	+ 10,8	+ 0,4	+ 3,4	+ 1,1	+ 0,4	+ 5,6	+ 0,6	- 0,3	- 0,4	- 0,1	...	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,9	+ 2,7	+ 0,8	+ 1,9	+ 1,4	+ 0,8	+ 1,0	- 0,8	- 0,1	- 1,0	- 0,5	- 0,1	- 1,0	- 0,8
4 ^e trimestre	+13,5	+ 1,1	+ 14,6	+ 6,5	+ 3,5	- 0,6	+ 0,2	+ 4,2	+ 1,3	- 0,7	- 0,2	...	+ 1,3	- 0,9
Total ...	+19,7	+ 6,1	+ 25,8	+ 7,0	+ 12,5	- 0,1	- 3,0	+ 12,2	+ 1,7	- 2,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,5	- 1,9
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,4	+ 4,8	+ 0,4	+ 4,7	+ 0,4	- 2,3	- 0,1	- 3,4	+ 1,0	+ 0,5	...	...	- 0,5	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,3	+ 1,2	+ 17,5	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 4,7	+ 1,2	- 0,4	- 0,4	+ 0,1	+ 0,8	+ 1,8
3 ^e trimestre	- 2,7	+ 2,5	- 0,2	+ 0,9	+ 3,2	- 2,2	+ 1,2	+ 2,6	- 1,2	- 0,9	- 1,4	...	- 0,1	- 2,3
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 8,2	+ 1,4	- 2,5	+ 3,4	+ 1,6	- 0,3	- 0,2	- 0,1	+ 0,9	- 0,8
Total ...	+21,4	+11,6	+ 33,0	+13,2	+ 16,4	- 1,2	- 2,1	+ 7,3	+ 2,6	- 1,1	- 2,0	...	+ 1,1	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,3	+ 4,8	+ 0,5	- 0,5	+ 2,1	+ 0,3	- 0,6	+ 0,2	+ 1,6	- 1,0	- 0,1	- 0,1	- 0,5	- 0,9
2 ^e trimestre	+15,4	- 0,6	+ 14,8	- 0,4	+ 4,3	+ 0,6	+ 0,9	+ 7,4	+ 1,1	- 0,5	+ 0,4	...	+ 1,4	- 0,4
3 ^e trimestre	- 7,1	+ 5,5	- 1,6	p- 3,1	+ 4,9	+ 0,6	+ 1,2	p- 7,4	p+ 1,0	p- 0,2	+ 0,6	- 0,3	p+ 1,5	p- 0,4

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.
 — 2 Y compris les fonds de pension. — 3 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (3) du présent tableau.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-banquiers ²		Total		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ^a	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ^b	0,7	26,9	58,7 ^c	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ^c	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	77,3	109,9	122,7	272,3	54,9
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	79,8	113,2	125,3	279,0	55,1
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	81,5	117,6	130,0	287,1	54,7
Décembre	6,8	160,3	163,8	10,8	0,6	35,9	87,6	124,1	134,9	298,7	54,8
1965 Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	36,9	92,2	129,5	141,7	310,6	54,4
1965 Août	6,9	165,4	168,8	8,7	0,4	35,8	89,5	125,7	134,4	303,2	55,7
Septembre	6,9	166,0	169,1	10,8	0,4	35,7	91,9	128,0	138,8	307,9	54,9
Octobre	7,0	167,0	170,5	10,0	0,3	37,2	90,6	128,1	138,1	308,6	55,2
Novembre	7,0	166,1	169,2	9,6	0,4	37,5	93,7	131,6	141,2	310,4	54,5
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,5	96,9	134,8	146,6	320,0	54,2
1966 Janvier	7,1	167,0	170,1	9,3	0,3	39,9	91,7	131,9	141,2	311,3	54,6
Février	7,1	166,6	169,7	9,7	0,3	37,3	91,5	129,1	138,8	308,5	55,0
Mars	7,1	166,9	169,9	12,4	0,4	36,9	96,1	133,4	145,8	315,7	53,8
Avril	7,1	169,6	173,1	12,6	0,3	40,2	94,8	135,3	147,9	321,0	53,9
Mai	7,1	171,4	174,2	11,8	0,3	40,6	98,3	139,2	151,0	325,2	53,6
Juin	7,1	174,8	177,7	12,0	0,3	41,0	100,2	141,5	153,5	331,2	53,7
Juillet	7,1	176,9	179,8	12,0	0,3	41,2	97,4	138,9	150,9	330,7	54,4
Août	7,2	173,8	177,1	11,2	0,3	38,9	98,2	137,4	148,6	325,7	54,4
Septembre	7,2	173,3	176,8	12,0	0,3	38,4	96,6	135,3	147,3	324,1	54,5
Octobre	7,2	172,9	176,0	11,5	0,4	40,7	96,5	137,6	149,1	325,1	54,1

¹ Y compris des organismes paratratiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1955, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre les 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2					(8) - (7)	(10) - (8) - (9)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 0,8	- 3,9	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 3,5	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+15,3	- 0,4	+15,9
1959 Année	72,3 ^{6,7}	- 1,6	70,7 ^{6,7}	- 6,1 ^{6,7}	+ 2,0	- 4,1 ^{6,7}	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	-14,9 ⁸	77,8 ⁸	+12,2	-10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre	91,0	-10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (est.)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
Nouvelle série 9												
2 ^e trimestre	98,6	-15,4	83,2									
3 ^e trimestre	99,6	-18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 ^e trimestre	102,2	-23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
				+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre	101,8	-23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 2,0	- 1,4	- 1,8	+ 0,8	- 0,1
2 ^e trimestre	103,2	-23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	- 1,0	+ 1,1	+ 0,4	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	105,2	-24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,4	+ 0,3	+ 0,8	+ 1,9	+ 0,2	+ 1,8
4 ^e trimestre	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	- 0,2	- 0,6	+ 6,5	+ 0,9	+ 7,9
				+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,8	+ 1,1	- 0,1	+ 7,0	+ 1,8	+10,6
1965 1 ^{er} trimestre	113,3	-26,3	87,0	- 1,5	+ 0,4	- 1,1	- 3,6	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre	120,0	-29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6
4 ^e trimestre	122,8	-28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,7	+ 4,5	- 0,6	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,4	+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 ^{er} trimestre	119,7	-26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	+ 0,2	+ 0,3	- 0,5	+ 0,8	- 0,3
2 ^e trimestre	123,0	-29,7	93,3	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	+ 0,4	+ 0,6	- 0,4	+ 0,2	- 0,2
3 ^e trimestre	121,8	p-32,1	p89,7	- 1,2	p- 2,4	p- 3,6	p- 1,2	+ 0,1	+ 0,6	p- 3,1	p+ 0,4	p- 3,2

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'information et de Documentation de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableau IX - 1, total, et tableau IX - 2 et 3, rubrique 7.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 2^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'information et de Documentation — XXXVIIIe année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - G. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre
ACTIF							
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	—	—	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)							
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118	62	7
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230
— Prêts	—	—	—	—	—	1.500	3.375
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	6
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.655	625	34
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- ventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025
Monnaies divisionnaires et d'appoint	645	617	490	326	247	397	455
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804
Divers	515	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817
Compte d'ordre :							
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362
PASSIF							
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269
Comptes courants :							
{ compte ordinaire ...	7	24	1	5	3	5	18
{ taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17	12	14
{ compte spécial liqui- dation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	445	387	309	329	394
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)							
a) A.M.E.	344	249	200	185	126	161	262
b) autres accords	224	263	365	413	333	383	217
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	—	1.253	—
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187
Capital	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817
Compte d'ordre :							
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362

N. B. -- Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1965 6 septembre	1966 5 septembre	1965 4 octobre	1966 10 octobre	1965 8 novembre	1966 7 novembre	1965 6 décembre	1966 5 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	77.752	76.431	77.706	76.240	77.919	76.219	77.915	76.237
Monnaies étrangères	23.530	24.068	23.379	23.584	22.931	23.885	23.660	23.025
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	10.600	9.384	8.981	10.030	9.051	11.782	10.193	11.869
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	23	—	19	—	15	—	11	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. :								
— Participations	12.230	15.189	12.230	15.189	12.230	15.189	12.230	15.189
— Prêts ¹	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	24.266	23.188	23.124	23.161	21.984	23.625	23.153	22.774
Effets de commerce	5.995	9.200	6.039	8.853	5.712	9.148	6.098	9.379
Avances sur nantissement	42	2.906	367	253	84	202	278	577
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948)	7.125	8.175	9.350	9.925	9.875	9.150	9.425	9.100
Monnaies divisionnaires et d'appoint	489	406	513	422	514	407	518	385
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	1	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.952	3.197	2.953	3.197	2.953	3.192	2.951	3.197
Immeubles, matériel et mobilier	1.711	1.788	1.711	1.788	1.711	1.788	1.711	1.788
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.693	1.904	1.693	1.911	1.700	1.918	1.710	1.921
Divers	1.838	2.240	2.211	2.338	2.069	1.989	2.041	2.293
Compte d'ordre :	209.123	216.952	209.153	215.768	207.624	217.370	210.771	216.610
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	364	671	716	513	1.039	1.042	1.545	1.507

PASSIF

Billets en circulation	166.317	174.685	167.355	172.513	166.060	172.114	166.863	171.791
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	24	19	23	11	12	5	8	2
{ taxe exceptionnelle { de conjonct. (Loi { du 12-3-1957) ...	15	13	13	13	13	13	13	13
{ compte spécial liqui- { dation U.E.P. ...	...	—	—	—	...	—	...	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	349	329	357	320	349	330	359	310
Comptes courants divers	778	737	1.395	724	2.147	683	1.930	752
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	159	91	223	139	227	126	223	93
b) autres accords	403	285	343	375	275	347	248	355
<i>Total des engagements à vue ...</i>	168.045	176.159	169.709	174.095	169.083	173.618	169.644	173.316
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	33.956	32.600	32.203	33.231	31.106	35.434	33.431	34.681
Caisse de Pensions du Personnel	1.693	1.904	1.693	1.911	1.700	1.918	1.710	1.921
Divers	2.476	3.092	2.595	3.334	2.782	3.203	3.033	3.495
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.553	2.797	2.553	2.797	2.553	2.797	2.553	2.797
Compte d'ordre :	209.123	216.952	209.153	215.768	207.624	217.370	210.771	216.610
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15)	364	671	716	513	1.039	1.042	1.545	1.507

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) 3	Avoirs des particuliers 2 (moyennes mensuelles ou mois)	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(milliards de francs)					
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,7	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1965 1 ^{er} trimestre	961	52,8	38,6	67,7	159,6	69,8	159,6	456,7	93
2 ^e trimestre	964	52,7	38,7	71,0	156,6	70,4	156,6	454,6	93
3 ^e trimestre	974	54,9	38,6	73,1	165,4	73,8	165,4	477,7	93
4 ^e trimestre	981	56,0	39,5	77,7	173,2	74,8	173,2	498,9	93
1966 1 ^{er} trimestre	984	57,3	40,4	75,1	174,5	76,7	174,5	500,8	93
2 ^e trimestre	985	57,8	40,9	81,4	181,8	80,6	181,8	525,5	93
3 ^e trimestre	990	59,5	40,9	83,5	185,8	84,6	185,8	539,5	93
1965 Septembre	974	51,9	37,9	67,5	151,5	65,6	151,5	436,1	93
Octobre	978	53,9	38,6	72,6	164,2	70,8	164,2	471,8	92
Novembre	980	55,9	39,5	72,1	162,9	71,6	162,9	469,5	93
Décembre	981	58,1	40,4	88,2	192,6	82,0	192,6	555,4	93
1966 Janvier	982	60,4	41,3	77,9	182,1	81,9	182,1	524,0	93
Février	983	56,2	40,2	70,3	168,2	74,4	168,2	481,0	94
Mars	984	55,4	39,6	77,2	173,1	73,9	173,1	497,3	93
Avril	985	55,9	40,1	80,1	183,5	78,6	183,5	525,7	93
Mai	985	58,2	40,8	79,2	174,1	79,9	174,1	507,3	93
Juin	986	59,4	41,8	84,8	187,7	83,2	187,7	543,4	93
Juillet	988	63,7	40,7	95,3	207,8	97,1	207,8	607,9	93
Août	990	56,6	40,1	79,1	181,6	81,6	181,6	523,9	93
Septembre	993	58,1	41,8	76,0	167,9	75,0	167,9	486,7	93
Octobre	994	57,9	40,4	84,7	188,3	83,3	188,3	544,5	93

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1965 30 septembre	1966 30 septembre	1965 31 octobre	1966 31 octobre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	1.252	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	6.523	7.851	9.683	10.493	4.284	4.397	3.821	4.680
Prêts au jour le jour	1.272	2.095	1.650	3.253	1.442	3.130	910	2.596
Banquiers	13.192	16.665	22.926	29.786	27.303	33.413	30.985	37.445
Maison-mère, succursales et filiales	4.717	6.286	6.379	3.203	4.252	5.917	5.256	7.889
Autres valeurs à recevoir à court terme	8.248	8.787	9.559	10.746	12.783	14.961	12.526	17.589
Portefeuille-effets	46.685	72.460	84.885	91.587	96.649	99.396	96.202	107.206
a) Effets publics ²	16.569	29.415	32.375	34.175	40.051	37.441	37.947	42.319
b) Effets commerciaux ³	30.116	43.045	52.510	57.412	56.598	61.955	58.255	64.887
Reports et avances sur titres	1.317	1.230	1.149	1.348	1.188	1.211	1.286	1.245
Débiteurs par acceptations	17.927	18.784	21.292	26.938	23.492	25.301	25.162	26.859
Débiteurs divers	38.608	45.661	50.802	60.186	57.480	71.146	58.967	70.670
Portefeuille-titres	75.148	72.105	74.789	86.447	83.965	94.303	84.152	93.724
a) Valeurs de la réserve légale	468	541	605	705	697	796	697	797
b) Fonds publics belges ²	71.460	67.875	69.307	80.181	78.568	87.298	78.738	86.810
c) Fonds publics étrangers	317	556	601	1.354	646	1.741	657	1.751
d) Actions de banques	1.282	1.545	1.868	1.912	2.031	2.070	2.056	1.976
e) Autres titres	1.621	1.588	2.408	2.295	2.023	2.398	2.004	2.390
Divers	2.339	2.576	3.040	3.184	3.494	3.617	3.830	3.662
Capital non versé	9	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total disponible et réalisable ...</i>	215.985	254.500	287.406	327.171	316.332	356.792	323.097	373.565
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	17	18	43	68	29	52	64	52
Immeubles	1.301	1.434	2.134	2.714	2.307	3.006	2.290	3.019
Participations dans les filiales immobilières	265	255	73	260	77	261	80	261
Créances sur les filiales immobilières	312	336	60	89	87	78	85	81
Matériel et mobilier	200	289	341	375	371	421	374	452
<i>Total de l'immobilisé ...</i>	2.095	2.332	2.651	3.506	2.871	3.818	2.893	3.865
Total de l'actif ...	218.080	256.832	290.057	330.677	319.203	360.610	325.990	377.430

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics réescomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'alors, étaient repris parmi les fonds publics belges.

3 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions parastatiques

(millions de francs)

1962 31 décembre	8.486	1964 31 décembre	10.973	1965 30 septembre	12.549	1966 30 septembre	15.533
1963 31 décembre	8.673	1965 31 décembre	14.404	1965 31 octobre	13.112	1966 31 octobre	15.675

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

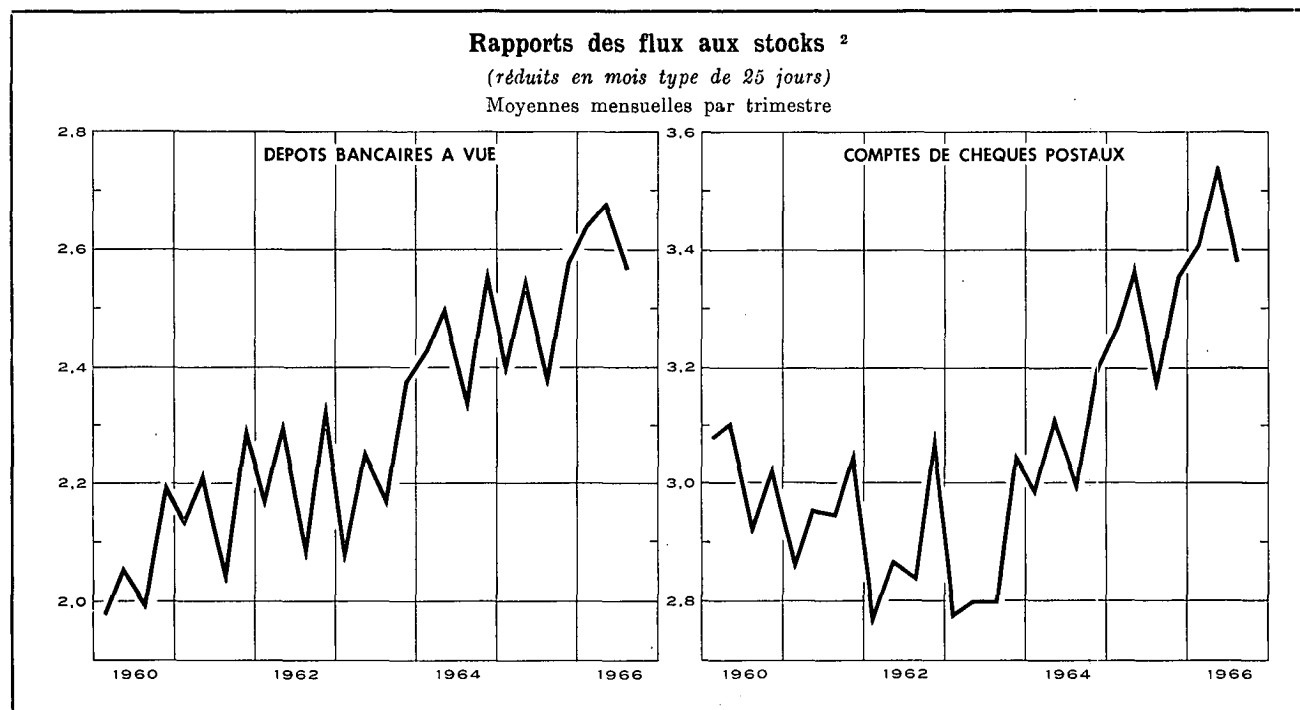
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1962	1963	1964	1965	1965	1966	1965	1966
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 septembre	30 septembre	31 octobre	31 octobre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1.747	804	698	589	2.519	988	495	1.655
a) Créanciers garantis par des privilèges	—	—	—	431	261	287	250	271
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	—	—	—	158	2.258	701	245	1.384
Emprunts au jour le jour	871	1.406	2.420	3.433	1.218	5.602	2.728	7.004
a) Garantis par des sûretés réelles	815	1.232	1.214	815	1.188	1.379	2.504	1.695
b) Non garantis par des sûretés réelles	56	174	1.206	2.618	30	4.223	224	5.309
Banquiers	26.553	38.661	51.301	57.426	59.531	67.365	63.220	73.138
Maison-mère, succursales et filiales	4.300	7.884	7.065	6.062	5.281	7.424	5.400	7.868
Acceptations	17.928	18.784	21.292	26.937	23.492	25.302	25.161	26.860
Autres valeurs à payer à court terme	3.875	4.901	5.287	6.578	7.277	8.416	7.045	12.778
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.095	1.216	1.254	1.413	1.383	1.566	1.389	1.529
Dépôts et comptes courants	130.986	150.290	164.568	189.447	180.241	200.245	180.853	202.358
a) A vue	71.259	81.543	86.118	92.774	87.220	90.683	86.795	91.485
b) A un mois au plus	5.532	5.159	9.034	11.847	11.896	13.478	11.526	14.060
c) A plus d'un mois	29.392	30.007	29.915	38.487	36.390	45.446	37.652	45.875
d) A plus d'un an	2.201	1.138	731	1.106	1.016	1.504	1.044	1.387
e) A plus de deux ans	2.671	3.049	3.020	3.031	2.951	2.944	2.955	2.950
f) Carnets de dépôts	17.937	27.355	33.743	40.179	38.707	44.249	38.841	44.668
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.994	2.039	2.007	2.023	2.061	1.941	2.040	1.933
Obligations et bons de caisse	11.060	11.433	11.380	11.371	11.317	11.721	11.340	11.820
Montants à libérer sur titres et participations	689	672	991	977	963	956	963	956
Divers	6.104	6.809	7.752	8.030	8.257	10.504	9.648	10.930
<i>Total de l'exigible ...</i>	205.208	242.860	274.008	312.263	301.479	340.089	308.242	356.896
C. Non exigible :								
Capital	7.636	8.221	9.814	11.245	11.036	12.336	11.061	12.336
Fonds indisponible par prime d'émission	785	838	1.245	1.949	1.332	2.328	1.332	2.327
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	467	541	607	705	697	796	697	796
Réserve disponible	3.828	4.179	4.197	4.306	4.451	4.831	4.452	4.845
Provisions	156	193	186	209	208	230	206	230
<i>Total du non exigible ...</i>	12.872	13.972	16.049	18.414	17.724	20.521	17.748	20.534
Total du passif ...	218.080	256.832	290.057	330.677	319.203	360.610	325.990	377.430

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments du passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1965 1 ^{er} trimestre	157,3	133,9	291,2	2,44	2,41	3,27
2 ^e trimestre	173,4	138,2	311,6	2,52	2,56	3,38
3 ^e trimestre	161,6	130,4	292,0	2,46	2,39	3,18
4 ^e trimestre	178,9	140,6	319,5	2,61	2,58	3,36
1966 1 ^{er} trimestre	182,1	144,0	326,1	2,67	2,64	3,41
2 ^e trimestre	193,6	153,8	347,4	2,68	2,68	3,54
3 ^e trimestre	186,3	146,0	332,3	2,64	2,57	3,38
1965 Octobre	164,7	134,5	299,2	2,49	2,40	3,26
Novembre	181,5	138,5	320,0	2,54	2,65	3,33
Décembre	190,4	148,8	339,2	2,79	2,69	3,49
1966 Janvier	179,2	147,4	326,6	2,58	2,58	3,39
Février	180,0	148,5	328,5	2,52	2,62	3,57
Mars	187,0	136,1	323,1	2,92	2,71	3,26
Avril	182,7	153,6	336,3	2,60	2,60	3,56
Mai	200,8	155,7	356,5	2,68	2,79	3,59
Juin	197,5	152,0	349,5	2,77	2,66	3,46
Juillet	193,1	156,4	349,5	2,66	2,66	3,59
Août	182,8	148,5	331,3	2,62	2,58	3,45
Septembre	183,0	133,2	316,2	2,63	2,58	3,11
Octobre	189,1	150,1	339,2	2,76	2,65	3,48

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Référence bibliographique : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin d'Information et de Documentation* : (B.N.B.) : XLe année, vol. 1, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistique » — chapitre IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». Voir aussi N.B. des tableaux 1 et 2 du chapitre XIII. — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.077	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1964 Janvier	8.625	2.211	...	...	...	6.328	1.059	—	193	...
Février	8.535	2.534	...	...	...	5.938	...	—	1.997	...
Mars	8.252	2.705	500	...	...	5.932	1.300	—	1.047	...
Avril	8.066	2.508	...	...	...	6.578	...	—	818	...
Mai	7.831	2.308	1.850	...	...	6.353	...	—	2.387	...
Juin	7.581	2.546	2.000	...	...	6.325	...	—	2.554	...
Juillet	7.416	2.879	...	...	...	5.159	...	—	1.901	...
Août	7.344	3.954	2.125	...	...	6.697	...	—	3.478	...
Septembre ...	7.342	3.727	500	...	...	6.289	455	—	1.539	...
Octobre	7.470	3.925	525	...	...	6.610	743	—	1.287	...
Novembre	7.159	2.810	1.750	...	...	7.855	239	—	350	...
Décembre	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965 Janvier	6.667	2.262	800	...	1.108	7.513	...	—	...	...
Février	6.985	1.891	...	1.325	458	7.405	...	—	...	...
Mars	6.844	2.909	250	272	...	7.044	...	—	...	...
Avril	7.010	1.945	1.925	834	1.180	9.594	...	—	...	...
Mai	7.055	2.133	2.200	620	100	8.874	...	—	...	...
Juin	6.923	1.594	2.250	...	467	7.997	...	—	...	...
Juillet	6.418	1.524	...	592	1.800	7.097	...	—	...	...
Août	6.285	1.312	250	1.316	1.000	6.925	...	—	...	...
Septembre ...	6.516	1.181	700	705	1.250	7.035	...	—	...	...
Octobre	6.406	1.219	...	...	2.239	6.646	...	—	...	...
Novembre	6.376	1.255	1.100	11	1.150	6.626	...	—	...	...
Décembre	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...

1 Y compris les opérations à réméré.

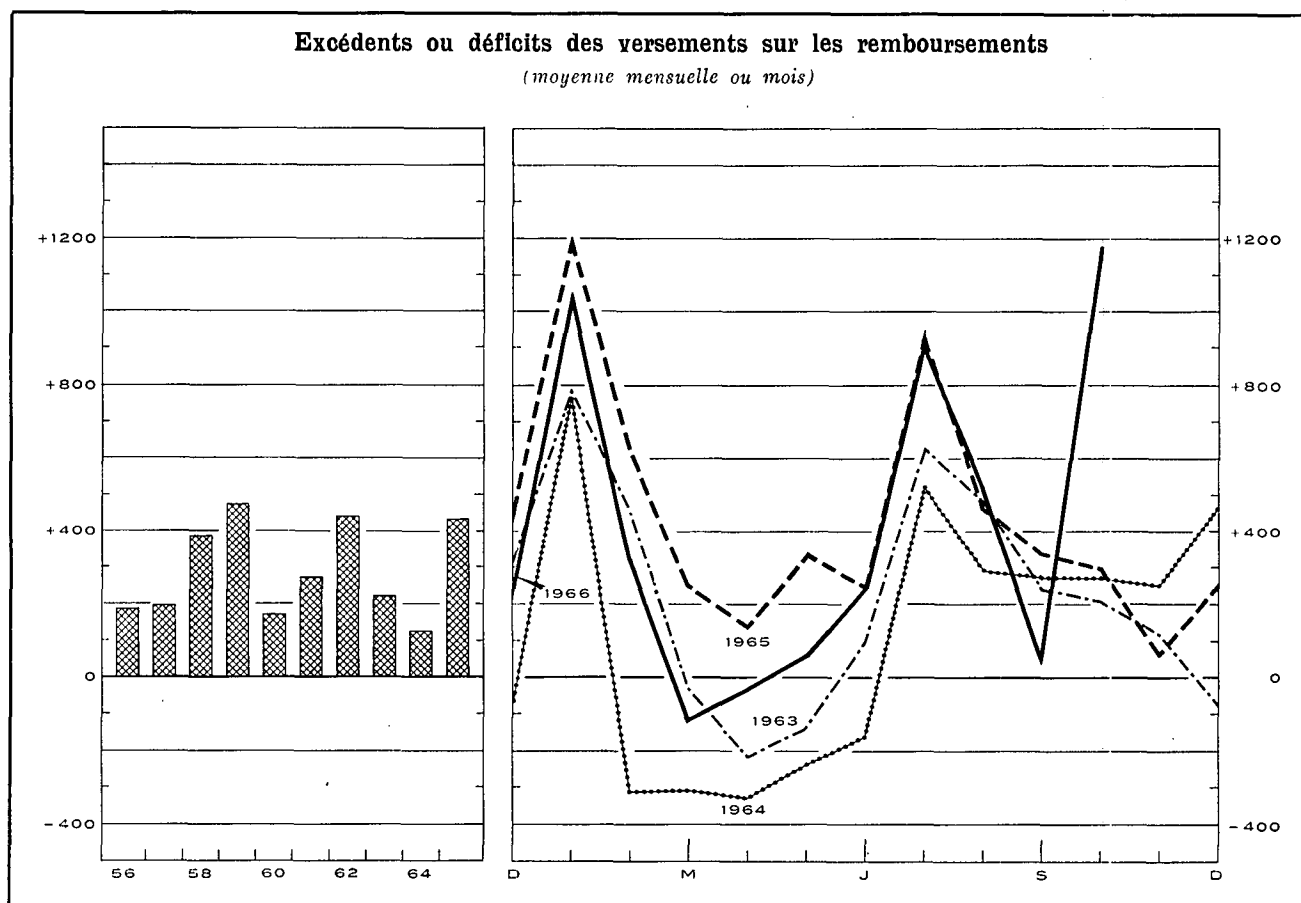
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)
1955	13.624	12.176	1.448	52.354 ¹				
1956	14.518	12.295	2.223	56.132 ¹				
1957	16.783	14.455	2.328	60.144 ¹				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700 ¹				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442 ¹				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887 ¹				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633 ¹				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654 ¹				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980 ¹				
1964	28.229	26.757	1.472	102.395 ¹				
1965	32.452	27.211	5.241	112.194 ¹				
	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
Janvier	3.195	3.270	1.983	2.225	1.212	1.045	103.607	113.239
Février	2.562	2.724	1.935	2.398	627	326	104.234	113.565
Mars	2.558	2.834	2.303	2.945	255	-111	104.489	113.454
Avril	2.500	p 2.804	2.353	p 2.832	147	p - 28	104.636	p113.426
Mai	2.691	p 2.839	2.348	p 2.779	343	p 60	104.979	p113.486
Juin	2.710	p 3.162	2.452	p 2.909	258	p 253	105.237	p113.740
Juillet	3.212	p 3.534	2.266	p 2.617	946	p 917	106.183	p114.657
Août	2.516	p 2.981	2.042	p 2.449	474	p 532	106.657	p115.189
Septembre	2.575	p 2.961	2.231	p 2.907	344	p 54	107.001	p115.243
Octobre	2.711	p 4.099	2.408	p 2.914	303	p 1.185	107.304	p116.428
Novembre	2.220	p 2.563	2.150	p 2.630	70	p - 67	107.374	p116.361
Décembre	3.001		2.739		262		112.194 ¹	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Disponible ¹	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	9,1	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7
Avances à l'industrie	3,3	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1
Crédit agricole	—	—	—	—	0,1	...
Crédit d'exportation	0,2	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	1,7	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7
Certificats de Trésorerie	4,3	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1
Prêts au jour le jour	1,1	0,8	0,7	0,9	0,9	...
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	—	— 1,3
Total des placements provisoires ² ...	19,7	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2
Placements définitifs ²						
Rentes belges directes	19,7	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	16,5	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,8	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5
Obligations de sociétés belges	1,2	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
Prêts hypothécaires	3,3	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9
Crédit agricole	3,5	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	21,3	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6
Total des placements définitifs ² ...	68,2	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5
Intérêts courus et non échus sur placements	1,6	1,8	2,0	2,6	3,1	³
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	—	6,2
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	74,3	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,8	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,1	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	78,5	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5
Dépôts en comptes courants ⁴	3,7	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,3	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisé en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,7	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,0	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1
Obligations de sociétés belges	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0
PASSIF						
Fonds des rentes ²	13,8	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9
Réserves mathématiques ³	8,2	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8
Total ...	22,0	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	2,2	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	1,3	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la société Nationale du Logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Total ...	4,5	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	3,2	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1
Fonds de réserve et de participation	1,4	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6
Total ...	4,6	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	13,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 4 ^e trimest.	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	6,2	48,5	4,0	27,2	0,4	31,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	52,7
Nouvelle série 1																
1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	9,9	52,2	4,0	31,2	0,4	35,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	56,7
2 ^e trimest.	32,6	10,7	10,0	53,3	4,4	32,5	0,4	37,3	11,2	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,4	58,7
3 ^e trimest.	33,5	11,1	10,1	54,7	4,6	33,7	0,4	38,7	11,3	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,6	60,3
4 ^e trimest.	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 1 ^{er} trimest.	36,6	12,1	10,5	59,2	5,2	36,0	0,5	41,7	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,3	23,1	64,8
2 ^e trimest.	37,3	12,6	10,6	60,5	5,5	37,8	0,3	43,6	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,5	23,3	66,9
3 ^e trimest.	38,8	12,9	10,9	62,6	5,8	39,3	0,6	45,7	12,3	0,6	...	0,5	0,5	9,7	23,6	69,3
4 ^e trimest.	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966 1 ^{er} trimest.	41,9	14,5	11,3	67,7	5,9	42,7	0,5	49,1	13,3	0,8	...	0,5	0,5	9,9	25,0	74,1
2 ^e trimest.	43,1	15,2	11,4	69,7	6,6	44,1	0,6	51,3	13,4	0,7	...	0,5	0,6	10,0	25,2	76,5
3 ^e trimest.	44,4	15,7	12,0	72,1	6,9	45,8	0,6	53,3	13,9	0,7	...	0,5	0,5	10,4	26,0	79,3

1 L'écart que l'on constate pour le 1^{er} trimestre 1964 entre les deux séries résulte de la prise en considération dans la nouvelle série de sociétés récemment agréées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Portefeuille-effets :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	9,8	10,5	10,9	11,7	12,0	12,6
2 ^o garantis par banques et organismes financiers	6,2	6,7	7,2	8,0	9,9	11,1
3 ^o dont le risque est à charge de l'Institution	10,5	13,1	15,7	19,6	24,1	25,5
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,8	1,7	1,6	1,5	1,3	1,2
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	—	—	0,3
Crédits commerciaux	0,8	1,3	1,0	1,5	1,4	1,0
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	0,9	1,1	1,3	1,3	1,5	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,7	2,7	2,8	2,7	2,9	3,1
PASSIF						
Obligations	30,1	35,9	37,5	39,4	40,9	45,6
Bons de caisse	6,3	6,9	7,3	8,4	8,8	9,3
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,8	1,7	1,7	1,4	1,4	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,1	1,2	1,2	1,3	1,6	1,7

1 Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »					Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes				
	Solde disponible au début de la période	Versements		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs	
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs						Pré- bourse- ments d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires					Total
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(12)	(13)	(14)			
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471
1964 Octobre	4.562	700	248	101	1.049	25	957	982	4.629	65.257	5.916	1.714	3.155	3.404
Novembre	4.629	599	124	94	817	20	955	975	4.471	65.945	5.540	1.730	3.231	1.858
Décembre	4.471	782	182	159	1.123	23	1.221	1.244	4.350	66.677	4.992	1.716	3.655	2.928
1965 Janvier	4.350	379	93	31	503	20	727	747	4.106	66.411	5.004	1.346	3.942	4.653
Février	4.106	499	80	121	700	17	785	802	4.004	66.974	5.489	1.633	3.567	2.419
Mars	4.004	611	199	162	972	45	894	939	4.037	67.737	5.430	1.525	4.083	2.732
Avril	4.037	563	127	149	839	22	579	601	4.275	67.780	5.426	1.469	4.230	3.277
Mai	4.275	569	88	165	822	60	733	793	4.304	68.396	5.229	2.011	3.500	2.245
Juin	4.304	662	211	195	1.068	29	1.174	1.203	4.169	69.252	4.857	1.939	3.819	2.424
Juillet	4.169	484	301	103	888	31	1.060	1.091	3.966	69.594	4.861	1.234	5.890	4.458
Août	3.966	579	147	96	822	20	847	867	3.921	70.349	4.773	1.742	4.743	1.971
Septembre	3.921	555	153	92	800	15	921	936	3.785	71.106	4.796	1.818	4.255	2.518
Octobre	3.785	612	213	138	963	36	1.009	1.045	3.703	71.230	4.633	1.590	4.302	3.308
Novembre	3.703	495	171	93	759	19	787	806	3.656	71.901	4.530	1.623	4.624	2.491
Décembre	3.656	851	160	223	1.234	31	972	1.003	3.887	72.551	4.373	1.835	4.293	2.975
1966 Janvier	3.887	525	135	94	754	19	839	858	3.783	72.381	4.735	1.247	5.281	5.451
Février	3.783	558	247	197	1.002	30	803	832	3.952	72.125	4.720	1.433	4.688	2.572
Mars	3.952	722	167	119	1.008	28	1.000	1.028	3.932	73.732	4.705	1.504	5.044	4.216
Avril	3.932	696	159	167	1.002	40	674	714	4.240	73.789	4.752	1.372	5.649	3.236
Mai	4.240	628	90	136	854	24	854	878	4.216	74.496	4.699	2.099	3.776	2.594
Juin	4.216	753	103	142	998	23	946	969	4.245	75.339	4.604	1.937	4.432	2.600
Juillet	4.245	521	287	100	908	11	779	790	4.363	75.620	4.529	1.403	6.417	5.132
Août	4.363	558	130	116	804	11	873	884	4.283	76.345	4.989	1.940	4.863	2.566
Septembre	4.283	667	204	123	994	34	1.003	1.037	4.240	77.195	5.251	1.958	4.764	2.376
Octobre	4.240	929	173	163	1.265	40	958	998	4.507	77.463	4.820	1.775	5.297	5.400

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1961	1962	1963	1964	1965	1961	1962	1963	1964	1965
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	2,6	3,1	3,5	3,7	4,2	1,4	1,6	1,7	2,0	2,4
Prêts hypothécaires	10,5	11,4	12,1	14,2	15,4	2,7	3,2	3,6	4,2	4,4
Prêts sur police	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	5,3	5,7	5,9	6,2	6,6	3,4	3,6	3,7	3,8	3,9
Valeurs étrangères	1,9	1,5	1,9	1,9	2,0	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes parastataux de crédit	4,2	4,6	5,0	5,1	6,0	0,7	0,8	0,8	0,9	1,1
Titres des autres organismes parastataux	1,4	1,6	1,6	1,9	1,9	1,0	1,1	1,1	1,0	0,9
Titres des provinces et communes	1,7	1,8	1,9	1,9	1,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4
Obligations de sociétés belges	7,4	8,1	9,0	9,2	10,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
Actions de sociétés belges ...	2,2	2,3	2,9	3,0	3,2	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8
Total des valeurs mobilières ...	24,2	25,7	28,3	29,2	32,1	7,2	7,7	7,9	8,0	8,2

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹	38,7	41,7	45,3	49,1	54,1	11,6	12,6	13,6	14,7	15,4

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1965 1 ^{er} trimestre .	3,55
2 ^e trimestre .	4,00
3 ^e trimestre .	3,98
4 ^e trimestre .	4,02
1966 1 ^{er} trimestre .	4,22
2 ^e trimestre .	4,57
3 ^e trimestre .	4,69

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Economie belge en 1964. — Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE GLOBALE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
I. Particuliers :										
1. Epargne-dépôts :										
Caisses d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,4	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9
Banques	2,2	-0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,8
Institutions parastatales	0,5	0,6	-0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9
Mutualités .....	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Doubles comptages et dépôts autres que particuliers	-0,2	-1,0	0,3	-1,3	...	-0,8	-1,8	-1,3	-2,0	1,5
Total ...	7,8	5,2	6,8	13,4	16,0	10,8	19,4	19,8	20,9	21,4
2. Epargne-réserves :										
Fonds de pensions	1,0	1,2	1,3	1,4	1,2	1,9	1,6	1,0	0,9	0,8
Organismes d'assurance sur la vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	6,6	4,9	4,6	5,4	5,8
Organismes d'assurance de la responsabilité civile des transporteurs par route	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	1,2	1,0
Total ...	5,2	5,4	5,5	6,0	7,3	9,3	7,4	6,7	7,8	7,8
3. Epargne hypothécaire et immobilière :										
Prêts hypothécaires nouveaux consentis par les particuliers	2,6	1,8	1,6	2,0	1,8	0,7	1,8	3,3	1,8	2,6
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	14,6
Constructions d'habitations (investissements directs nets par les particuliers)	1,7	0,9	1,8	1,6	2,7	3,6	4,4	4,7	4,3	2,8
Total ...	10,4	9,4	10,7	10,7	13,0	13,5	16,2	20,1	18,5	20,0
4. Souscriptions des particuliers aux émissions nettes de valeurs mobilières	10,7	6,0	15,4	16,9	13,7	17,0	11,3	18,1	9,9	18,0
Epargne nette totale (1 à 4)	34,1	26,0	38,4	47,0	50,0	50,6	54,3	64,7	57,1	67,2
Amortissements sur habitations	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	9,1	9,2	9,9
Epargne brute totale des particuliers	40,3	32,5	45,5	54,6	57,6	58,4	62,4	73,8	66,3	77,1
II. Entreprises :										
Epargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,9	9,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	41,9
Epargne brute des entreprises	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,6	50,9
Total général : Epargne nette ...	47,6	39,4	46,6	50,8	59,6	60,7	65,3	73,9	73,0	76,2
Epargne brute ...	78,9	72,8	82,4	88,1	98,3	102,8	109,1	121,7	123,9	128,0

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Titres accessibles à tout placeur ²						Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹	
	Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
	Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes								
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8	
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0	
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9	
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9	
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9	
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9	
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2	
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1	
	1963	3,0	1,4	1,6	...	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0	
	1964	5,4	1,1	4,3	...	4,3	r 7,0 ⁶	3,5 ⁶	r 3,5	r 7,8	
	1965	5,5	4,8	0,7	...	0,7	5,1	2,5	2,6	3,3	
3. Organismes paraétatiques de crédit	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6	
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8	
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0	
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0	
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0	
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3	
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3	
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7	
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1	
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5	
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1	
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	1,4	0,5	0,9	0,2	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2	
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6	
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5	
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4	
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	r13,2	7,3	r 5,9	r 23,7	
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0	
6. Congo et Rwanda-Burundi	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1964	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1965	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7	
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6	
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5	
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4	
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	r13,2	7,3	r 5,9	r 23,7	
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0	
7. Rectifications à apporter pour :	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—	
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁷	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—	
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁸	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—	
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—	
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—	
	1963	- 0,3	—	- 0,3	—	- 0,3	—	—	—	—	
	1964	- 0,7	—	- 0,7	—	- 0,7	—	—	—	—	
	1965	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	—	—	—	—	

¹ Vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions au robinet de bons de caisse à un an ou moins et à plus d'un an des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée.

— Pour mémoire : Emissions nettes à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1960 : - 3,9; en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

⁷ Dans le courant de l'année 1961 la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁸ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	
Mois	Jour							
1964	Février	17	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ³	100,00	5 ou 10 ans	12.000	6,44
	Avril	13	Fonds des Routes 1964-69-74	6,25 — 6,50 ³	100,00	5 ou 10 ans	5.000	6,44
	Mai	25	Etat belge 1964-1975	6,25 — 6,50 ⁴	100,00	5 ans 6 m. ou 11 ans 3 m.	7.085	6,41
	Septembre	2	S.N.C.B. 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ³	99,50	5 ou 10 ans	1.500	6,58
	Octobre	12	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ³	100,00	5 ou 10 ans	11.000	6,44
	Novembre	3	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	20 ans	1.500	6,40
						38.085		
1965	Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50 ⁵	99,50	5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
	Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50 ⁶	99,50	6 ou 12 ans	2.000	6,50
	Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,75	6 ou 13 ans	2.500	6,45
	Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,00	6 ou 13 ans	700	6,54
	Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,00	6 ou 13 ans	700	6,54
	Mai	3	Etat belge 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,75	6 ou 13 ans	10.000	6,40
	Juin	14	Interc.-Autor. E3 1965-73-81	6,40 — 6,60 ⁸	99,00	8 ou 16 ans	2.500	6,66
	Août	30	Ville d'Anvers 1965-1973-1981	6,40 — 6,60 ⁸	99,00	8 ou 16 ans	1.500	6,60
	Octobre	1	Etat belge 1965-1971-1980	6,25 — 6,50 ⁹	99,75	6 ou 15 ans	10.000	6,39
	Novembre	22	Fonds des Routes 1965-72-80	6,25 — 6,50 ¹⁰	99,75	6 ans 6 m. ou 14 ans 6 m.	5.000	6,38
	Décembre	13	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	20 ans	1.500	6,40
						46.215		
1966	Février	9	Etat belge 1966-1971-1976 1° s.	6,25 — 6,50 ³	99,25	5 ou 10 ans	10.000	6,55
	Mars	10	Ville de Gand 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ¹¹	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Mars	10	Ville de Liège 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ¹¹	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Avril	4	Crédit Communal 1966-74-81	6,50 — 6,70 ¹²	99,25	8 ou 15 ans	2.000	6,66
	Mai	9	Etat belge 1966-1971-1976, 2° s.	6,25 — 6,50 ³	99,00	5 ou 10 ans	9.200	6,59
	Juin	22	R.T.T. 1966-1972-1978	6,50 — 6,75 ¹³	99,00	6 ou 12 ans	2.500	6,79
	Septembre	12	Etat belge 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 ¹⁴	100,00	6 ou 12 ans	12.110	6,35
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1966-1976	7,00	99,00	10 ans	2.000	7,17
	Novembre	7	Intercom.-Autor. E3 1966-1978	7,00	99,00	12 ans	3.500	7,14
	Décembre	8	S.N.C.B. 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 ¹⁴	99,00	6 ou 12 ans	2.000	7,01

1 Ces montants peuvent différer de ceux du tableau précédent [XVI-1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement aux sinistrés par la C.A.D.G., ainsi que celles émises par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

2 Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêt nominaux de l'emprunt.

3 Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

4 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 5 ans 9 mois.

5 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.

6 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.

7 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.

8 Intérêts : 6,40 % pendant les 8 premières années, 6,60 % pendant les 8 dernières années.

9 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 9 dernières années.

10 Intérêts : 6,25 % pendant 6 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 8 ans.

11 Intérêts : 6,50 % pendant les 7 premières années, 6,70 % pendant les 8 dernières années.

12 Intérêts : 6,50 % pendant les 8 premières années, 6,70 % pendant les 7 dernières années.

13 Intérêts : 6,50 % pendant les 6 premières années, 6,75 % pendant les 6 dernières années.

14 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 6 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission
Mois	Jour						
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	U.S. \$ 20	4,97 ^{2,4}
	Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	U.S. \$ 11	5,24 ⁴
1964	Août	31	Etat belge ³	5,25	100,0	U.S. \$ 16,5	5,60 ⁴
1965	Janvier	29	Sabena	5-5,125	100,0	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	6,00	100,0	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	U.S. \$ 7,7	5,50

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

2 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

3 Emprunt de conversion.

4 Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 2	Dette reprise du Congo 3	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) 2
	intérieure				extérieure								
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3		
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964													
Septembre	273,9	5,8	54,3	38,1	372,1	17,5	31,4	48,9	421,0	33,5	454,5		
Octobre	281,1	5,8	49,7	39,6	376,2	17,4	31,4	48,8	425,0	33,4	458,4		
Novembre	279,9	6,3	52,6	38,0	376,8	17,4	31,1	48,5	425,3	33,4	458,7		
Décembre	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965													
Janvier	277,8	6,0	55,5	41,1	380,4	17,2	31,0	48,2	428,6	33,2	461,8		
Février	284,5	6,0	57,1	39,1	386,7	17,1	30,9	48,0	434,7	33,2	467,9		
Mars	283,8	6,0	61,1	40,2	391,1	16,8	30,6	47,4	438,5	33,2	471,7		
Avril	280,8	5,9	66,9	41,3	394,9	16,6	30,5	47,1	442,0	33,1	475,1		
Mai	289,5	4,9	66,4	40,1	400,9	16,6	30,2	46,8	447,7	31,0	478,7	6,0	484,7
Juin	288,9	5,1	67,1	41,3	402,4	16,4	29,9	46,3	448,7	31,0	479,7	4,9	484,6
Juillet	288,2	5,1	61,4	41,5	396,2	16,3	29,3	45,6	441,8	30,8	472,6	4,9	477,5
Août	287,8	6,0	64,8	39,1	397,7	16,2	29,3	45,5	443,2	30,8	474,0	4,9	478,9
Septembre	287,3	6,3	66,9	39,4	399,9	16,0	29,3	45,3	445,2	30,7	475,9	4,8	480,7
Octobre	296,3	6,5	60,1	41,3	404,2	15,9	29,3	45,2	449,4	29,1	478,5	4,8	483,3
Novembre	294,5	6,5	63,1	42,0	406,1	15,8	29,5	45,3	451,4	30,4	481,8	4,4	486,2
Décembre	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966													
Janvier	289,9	6,8	63,3	43,9	403,9	15,6	29,5	45,1	449,0	33,4	482,4	4,4	486,8
Février	298,3	6,8	63,0	41,3	409,4	15,5	29,4	44,9	454,3	33,3	487,6	4,3	491,9
Mars	297,7	6,8	62,8	41,9	409,2	15,3	30,6	45,9	455,1	33,0	488,1	4,2	492,3
Avril	296,8	7,0	64,3	43,7	411,8	15,2	31,4	46,6	458,4	32,9	491,3	4,2	495,5
Mai	305,5	7,0	60,1	43,8	416,4	15,2	30,9	46,1	462,5	32,8	495,3	4,2	499,5
Juin	302,6	7,0	63,3	43,8	416,7	15,0	31,2	46,2	462,9	32,7	495,6	4,2	499,8
Juillet	301,4	7,0	61,9	43,7	414,0	14,8	31,2	46,0	460,0	32,6	492,6	4,1	496,7
Août	300,6	7,4	68,1	41,1	417,2	14,6	31,8	46,4	463,6	32,5	496,1	4,0	500,1
Septembre	311,9	7,7	59,0	40,7	419,3	14,6	32,4	47,0	466,3	32,4	498,7	4,0	502,7
Octobre	308,3	7,7	62,7	43,6	422,3	14,5	35,3	49,8	472,1	32,2	504,3	4,0	508,3
Novembre	306,4	7,7	67,7	41,9	423,7	14,4	35,5	49,9	473,6	32,2	505,8	3,9	509,7

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
Etat ²	204,2	216,2	231,8	238,8	250,8	44,9	42,5	66,6 ⁵	64,4 ⁵	64,2 ⁵	249,1	258,7	298,4 ⁵	303,2 ⁵	315,0 ⁵
Organismes publics de crédit non monétaires	84,5	96,1	106,1	113,2	120,0	18,8	20,2	21,9	23,3	25,3	103,3	116,3	128,0	136,5	145,3
Paraétatiques d'exploitation	26,2	25,4	26,5	28,3	28,3	5,5	6,0	6,5	6,2	6,5	31,7	31,4	33,0	34,5	34,8
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1
Secteur public non compris ailleurs	26,2	25,7	26,2	26,6	25,9	9,9	10,1	10,6	11,1	13,1	36,1	35,8	36,8	37,7	39,0
Total ...	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2
<i>Pour mémoire</i> : Titres congolais	10,8	10,8	10,8	9,8	9,8	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	12,9	12,9	12,9	11,9	11,9

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises et particuliers, Etranger	190,0	201,3	210,5	212,6	228,3	5,2	4,5	6,8	6,7	7,3	195,2	205,8	217,3	219,3	235,6
Paraétatiques d'exploitation	2,5	2,7	3,2	3,5	3,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,2	3,0	3,2	3,6	4,0	3,6
Secteur public non compris ailleurs ³	1,8	1,6	1,7	1,9	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,9	1,7	1,8	2,0	2,0
Sécurité sociale	2,5	2,3	1,7	1,5	2,6	1,0	1,0	0,8	1,2	1,5	3,5	3,3	2,5	2,7	4,1
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires ⁴	35,1	40,5	49,3	51,7	52,3	37,7	37,6	59,5 ⁵	58,6 ⁵	59,3 ⁵	72,8	78,1	108,8 ⁵	110,3 ⁵	111,6 ⁵
Fonds des Rentes	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9	—	—	—	—	—	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	40,5	41,7	45,1	49,1	47,1	14,8	14,2	14,8	16,6	19,8	55,3	55,9	59,9	65,7	66,9
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	56,1	59,1	62,4	69,1	73,6	25,7	28,0	30,7	31,7	34,4	81,8	87,1	93,1	100,8	108,0
Organismes publics de crédit non monétaires ...	6,9	8,2	9,8	10,0	9,9	...	...	2,3	1,3	0,6	6,9	8,2	12,1	11,3	10,5
Total ...	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

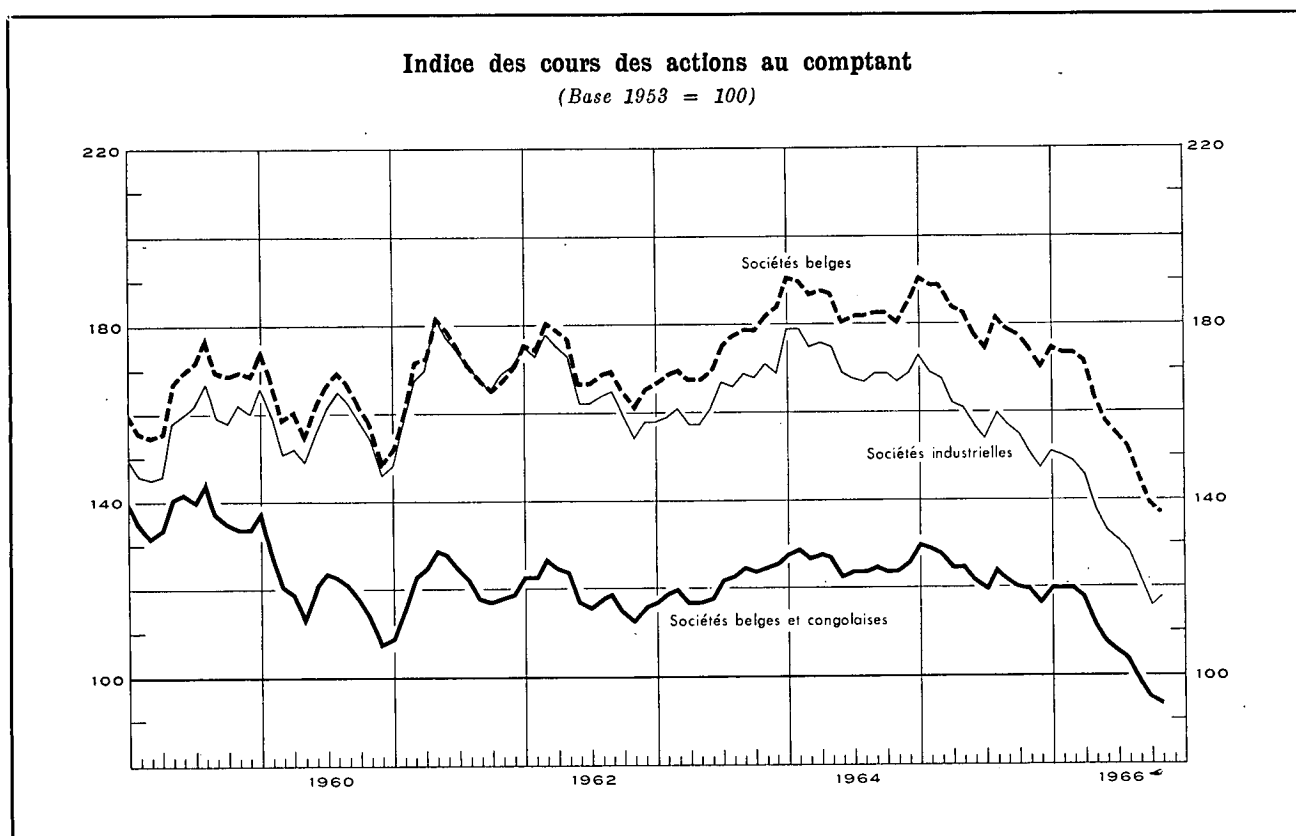
⁴ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁵ Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963 et 1964.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXX^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement 3 5	
		Au comptant			A terme	Valeurs belges	
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges			Ensemble	Sociétés industrielles
			Ensemble	Sociétés industrielles			
		(Base 1953 = 100) 2 4				(en %)	
1956 Moyenne mensuelle ...	113	164	158	157	139	3,7	3,8
1957 Moyenne mensuelle ...	106	155	158	156	133	4,4	4,9
1958 Moyenne mensuelle ...	70	135	145	137	117	4,6	5,3
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	156	129	3,4	3,4
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,2
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	3,5	3,4
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,3
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,0
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,5

	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
Janvier	111	98	130	120	191	175	173	151	120	113	3,0	3,6	2,9	3,7
Février	115	90	129	120	189	174	169	150	119	115	3,1	3,6	3,0	3,8
Mars	91	78	128	120	189	174	168	149	120	115	3,1	3,7	3,1	4,0
Avril	82	89	125	118	184	172	162	146	116	112	3,3	3,6	3,3	3,8
Mai	78	88	125	112	183	164	161	138	117	108	3,4	3,9	3,5	4,0
Juin	89	76	122	108	178	158	157	133	113	104	3,6	4,0	3,7	4,1
Juillet	61	57	120	106	175	155	154	131	111	103	3,5	4,1	3,6	4,2
Août	65	53	124	104	182	152	160	128	115	99	3,5	4,4	3,6	4,5
Septembre	72	58	122	99	179	145	157	122	113	94	3,5	4,6	3,7	4,7
Octobre	80	55	121	95	178	139	155	116	112	90	3,6	4,5	3,8	4,6
Novembre	78	53	120	94	175	137	151	118	111	90	3,6	4,6	3,9	4,6
Décembre	74		117		171		147		107		3,6		3,8	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
 2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois, pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.
 3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.
 4 Bourse de Bruxelles et d'Anvers.
 5 Bourse de Bruxelles.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505

Sociétés financières et immobilières ⁵

1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735

Industrie des fabrications métalliques

1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109

Métallurgie du fer

1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348

Industrie textile

1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
Industrie chimique									
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
Electricité									
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	...	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	1	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
Industrie du charbon									
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}									
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	709	35

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.660	2.775

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts 3
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1960 12 mois	13.859	163,4	102,5	21,8	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13.957	173,2	109,0	24,1	4,0	13,1	2,0
1962 12 mois	14.175	186,2	114,8	26,9	3,9	14,1	2,1
1963 12 mois	14.258	193,8	122,0	25,2	3,2	13,0	2,6
1964 Janvier	116	2,1	1,0	0,3	0,1	0,1	0,2
2 premiers mois	283	2,8	1,9	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	1.623	19,1	11,9	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	4.051	54,7	32,2	7,7	1,1	3,5	0,8
5 premiers mois	6.935	121,7	69,4	15,4	2,0	7,2	1,2
6 premiers mois	8.637	144,3	87,4	19,3	2,3	9,1	1,4
7 premiers mois	9.241	149,4	92,5	20,1	2,4	9,4	1,6
8 premiers mois	9.499	150,7	93,5	20,3	2,4	9,5	1,7
9 premiers mois	9.855	152,8	94,8	20,7	2,5	9,6	1,9
10 premiers mois	10.310	159,1	99,2	21,4	2,8	10,0	2,1
11 premiers mois	10.639	171,9	107,7	22,6	3,5	10,6	2,4
12 mois	14.533	206,9	127,5	26,8	4,3	12,5	2,7
1965 Janvier	132	2,9	1,2	0,3	...	0,2	0,2
2 premiers mois	291	3,8	2,6	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.543	22,4	13,0	3,7	0,3	1,8	0,6
4 premiers mois	3.909	54,7	29,5	7,7	1,0	3,7	0,9
5 premiers mois	7.270	125,2	74,4	16,7	2,6	8,2	1,2
6 premiers mois	9.208	151,3	91,7	20,8	3,0	10,0	1,5
7 premiers mois	9.806	156,8	97,8	21,6	3,1	10,4	1,7
8 premiers mois	10.042	157,9	98,9	21,8	3,1	10,4	1,9
9 premiers mois	10.382	160,6	100,7	22,3	3,3	10,5	2,0
10 premiers mois	10.857	170,5	109,0	23,1	3,7	10,8	2,3
11 premiers mois	11.214	179,0	114,6	24,4	4,0	11,5	2,6
12 mois	14.710	216,0	136,2	29,5	4,7	13,6	2,9

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1960 12 mois	445	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 12 mois	341	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 12 mois	304	39,0	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 12 mois	317	41,5	27,7	2,9	0,7	1,2	...
1964 Janvier	4	0,1	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	0,1	...	...	...	...
3 premiers mois	24	0,9	0,4	...	0,1	...	...
4 premiers mois	52	2,4	0,9	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	104	12,9	11,6	2,0	0,2	1,0	...
6 premiers mois	213	32,4	23,7	2,5	0,6	1,2	...
7 premiers mois	228	33,6	24,5	2,6	0,6	1,2	...
8 premiers mois	230	33,7	24,6	2,6	0,6	1,2	...
9 premiers mois	235	33,7	24,6	2,6	0,7	1,2	...
10 premiers mois	252	35,6	25,7	2,6	0,7	1,2	...
11 premiers mois	278	38,5	27,0	2,7	0,8	1,3	...
12 mois	317	40,4	28,5	2,9	0,9	1,3	...
1965 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	5	0,8	0,6	...	...	...	...
3 premiers mois	21	1,4	0,8	...	...	...	...
4 premiers mois	40	2,0	0,9	0,1	...	...	...
5 premiers mois	98	13,8	10,9	1,7	...	1,0	...
6 premiers mois	200	32,2	23,2	2,8	0,3	1,2	...
7 premiers mois	222	33,5	24,7	3,0	0,4	1,3	...
8 premiers mois	225	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
9 premiers mois	230	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
10 premiers mois	247	35,5	27,7	3,2	0,4	1,4	...
11 premiers mois	262	37,3	28,5	3,3	0,5	1,4	...
12 mois	300	41,1	30,4	3,4	0,6	1,5	...

C. — Total général ⁴

1960 12 mois	14.304	211,5	124,6	31,7	3,6	19,1	2,1
1961 12 mois	14.298	215,0	128,1	31,4	4,9	17,5	2,5
1962 12 mois	14.479	225,2	134,2	32,8	4,5	17,2	2,2
1963 12 mois	14.575	235,3	149,7	28,1	3,9	14,2	2,6
1964 Janvier	120	2,2	1,1	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	291	3,0	2,0	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	1.647	20,0	12,3	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	4.103	57,1	33,1	7,8	1,2	3,5	0,9
5 premiers mois	7.039	134,5	81,0	17,4	2,2	8,2	1,2
6 premiers mois	8.850	176,7	111,1	21,9	2,9	10,3	1,4
7 premiers mois	9.469	182,9	117,0	22,8	3,1	10,6	1,6
8 premiers mois	9.729	184,3	118,0	23,0	3,1	10,7	1,7
9 premiers mois	10.090	186,6	119,4	23,3	3,2	10,8	1,9
10 premiers mois	10.562	194,7	125,0	24,1	3,5	11,2	2,1
11 premiers mois	10.917	210,4	134,7	25,3	4,3	11,8	2,4
12 mois	14.850	247,3	156,0	29,7	5,1	13,8	2,8
1965 Janvier	133	2,9	1,4	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	296	4,6	3,2	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.564	23,8	13,8	3,7	0,3	1,8	0,7
4 premiers mois	3.949	56,7	30,4	7,8	1,0	3,8	0,9
5 premiers mois	7.368	139,0	85,4	18,4	2,6	9,2	1,2
6 premiers mois	9.408	183,5	114,9	23,6	3,3	11,2	1,5
7 premiers mois	10.028	190,3	122,5	24,6	3,5	11,6	1,7
8 premiers mois	10.267	191,6	123,8	24,8	3,5	11,7	1,9
9 premiers mois	10.612	194,3	125,6	25,3	3,7	11,8	2,1
10 premiers mois	11.104	206,0	136,6	26,3	4,1	12,2	2,3
11 premiers mois	11.476	216,3	143,0	27,7	4,5	13,0	2,6
12 mois	15.010	257,1	166,7	32,9	5,3	15,1	3,0

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.L., et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII . 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	= (3) - (4)	(5)	= (5) + (6)	= (8) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	8.078	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.353	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.117	14.200
1965	22.797	n.d.	p 6.019	p 2.019	p 4.000	p 1.327	p 5.327	n.d.	p 17.743

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	n.d.	p 500	p 40	p 460	p — 5	p 455	n.d.	p 463

Total général

1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	10.390	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.363	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.069	14.151
1965	22.337	n.d.	p 6.519	p 2.059	p 4.460	p 1.322	p 5.782	n.d.	p 18.206

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1963 6 premiers mois ...	5.805	2.829	2.360	5.189	232	40	...	40
9 premiers mois ...	8.721	3.852	2.917	6.769	232	40	...	40
12 mois	14.956	5.244	4.640	9.884	232	40	...	40
1964 3 premiers mois ...	3.608	1.025	183	1.208	1.335	...	...	...
6 premiers mois ...	9.145	3.964	1.677	5.641	1.546	9	...	9
9 premiers mois ...	13.567	5.805	1.912	7.717	1.546	9	...	9
12 mois	21.556	9.766	3.848	13.614	1.660	9	1	10
1965 3 premiers mois ...	5.603	2.030	1.850	3.880	8	8	...	8
6 premiers mois ...	12.819	3.481	2.985	6.466	495	8	500	508
9 premiers mois ...	15.856	4.835	3.621	8.456	495	8	500	508
12 mois	22.797	7.226	<i>p</i> 6.019	13.245	540	8	<i>p</i> 500	<i>p</i> 508
1964 Décembre	2.890	1.231	311	1.542	...	...	...	...
1965 Janvier	744	231	1.261	1.492	8	8	...	8
Février	504	254	53	307	...	...	...	...
Mars	4.355	1.545	536	2.081	...	...	...	...
Avril	4.660	635	1.094	1.729	...	...	...	...
Mai	1.512	442	29	471	481	...	500	500
Juin	1.044	374	12	386	6	...	...	...
Juillet	1.171	401	593	994	...	...	...	...
Août	764	277	28	305	...	...	...	...
Septembre	1.102	676	15	691	...	...	...	...
Octobre	667	317	1.513	1.830	...	...	...	...
Novembre	3.821	1.051	157	1.208	15	...	...	...
Décembre	2.454	1.024	475	1.499	30	...	...	...
1966 Janvier	749	450	27	477	...	...	450	450
Février <i>p</i>	922	529	4	533	...	...	...	...
Mars <i>p</i>	5.762	2.531	319	2.850	...	...	...	...
Avril <i>p</i>	870	313	132	445	...	...	...	...
Mai <i>p</i>	1.123	468	372	840	...	...	...	...
Juin <i>p</i>	7.266	935	75	1.010	...	...	...	...
Juillet <i>p</i>	1.214	237	300	537	...	...	...	...
Août <i>p</i>	713	492	15	507	...	...	...	...
Septembre <i>p</i>	788	185	475	660	...	...	...	...
Octobre <i>p</i>	1.170	363	10	373	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960 (B.N.B.). — Bulletin Mensuel des Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank.*

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux: (9)
	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	Autres organismes ³	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1956	2.428	...	2.780	22	2.313	2.587	286	5.208	185
1957	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	192	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1964 Novembre	2.126	44	2.865	1.072	1.041	1.514	1.408	5.035	...
1964 Décembre	2.465	9	2.425	962	350	1.544	2.043	4.899	...
1965 1 ^{er} trimestre	2.032	294	2.293	1.410	22	1.571	1.616	4.619	338
1965 2 ^e trimestre	1.617	342	2.563	1.500	...	2.160	862	4.522	...
1965 3 ^e trimestre	1.763	1.037	2.637	1.440	...	3.008	989	5.437	...
1965 4 ^e trimestre	1.660	1.201	2.686	1.316	...	2.664	1.567	5.547	...
1966 1 ^{er} trimestre	1.982	572	2.336	1.187	252	2.647	804	4.890	...
1966 2 ^e trimestre	1.726	435	2.144	1.220	445	1.580	1.060	4.305	...
1966 3 ^e trimestre	1.761	35	2.941	1.298	851	1.211	1.377	4.737	...
1965 Août	2.017	1.245	2.882	1.346	...	4.217	581	6.144	...
1965 Septembre	1.412	806	2.615	1.384	...	2.508	941	4.833	...
1965 Octobre	1.623	1.355	2.598	1.372	...	2.526	1.678	5.576	...
1965 Novembre	1.196	1.200	2.738	1.657	...	1.799	1.678	5.134	...
1965 Décembre	2.146	1.048	2.724	929	...	3.640	1.349	5.918	...
1966 Janvier	1.887	961	2.831	1.146	...	3.703	830	5.679	...
1966 Février	2.258	519	2.346	1.303	400	2.678	742	5.123	...
1966 Mars	1.830	232	1.829	1.124	371	1.563	833	3.891	...
1966 Avril	1.420	886	1.877	1.314	30	1.820	1.019	4.183	...
1966 Mai	1.560	420	2.150	1.360	339	1.528	903	4.130	...
1966 Juin	2.203	...	2.403	980	968	1.395	1.263	4.606	...
1966 Juillet	1.251	104	2.992	1.671	347	896	1.433	4.347	...
1966 Août	2.238	...	2.901	1.186	1.456	1.595	902	5.139	...
1966 Septembre	1.794	...	2.929	1.029	747	1.140	1.807	4.723	...
1966 Octobre	1.819	3	2.598	1.039	1.207	920	1.254	4.420	...
1966 Novembre	2.015	58	2.870	1.412	1.215	1.252	1.064	4.943	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et repris par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

¹ Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

³ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

⁴ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1965 3 ^e trimestre	39	3	186	736	282	739	468	408	99	1.147	567
4 ^e trimestre	39	3	194	874	313	877	507	467	110	1.344	617
1966 1 ^{er} trimestre	39	2	181	1.079	308	1.084	488	452	110	1.537	599
2 ^e trimestre	39	2	145	1.138	317	1.140	462	495	115	1.635	577
3 ^e trimestre	39	2	153	1.107	323	1.109	476	501	117	1.610	593
1965 Mai	39	2	135	662	315	664	450	408	94	1.072	544
Juin	39	2	133	706	317	708	450	432	104	1.140	554
Juillet	39	2	175	722	318	724	493	405	100	1.129	593
Août	39	3	219	707	263	710	482	396	95	1.106	577
Septembre	39	3	163	780	266	783	429	424	103	1.207	532
Octobre	39	3	189	798	290	801	479	438	103	1.239	582
Novembre	39	2	156	832	299	834	455	458	107	1.292	562
Décembre	39	3	237	992	350	995	587	506	120	1.501	707
1966 Janvier	39	2	205	1.038	329	1.040	534	435	108	1.475	642
Février	39	2	185	1.009	287	1.011	472	423	105	1.434	577
Mars	39	2	152	1.200	307	1.202	459	499	118	1.701	577
Avril	39	2	142	1.078	303	1.080	445	458	106	1.538	551
Mai	39	2	134	1.112	340	1.114	474	488	115	1.602	589
Juin	39	2	159	1.225	308	1.227	467	539	124	1.766	591
Juillet	39	2	136	1.090	354	1.092	490	468	113	1.560	603
Août	39	2	172	1.099	316	1.101	488	507	124	1.608	612
Septembre	39	2	152	1.133	299	1.135	451	529	115	1.664	566
Octobre	39	2	143	1.201	326	1.203	469	547	119	1.750	588

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, jusqu'au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). -- *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, no 3, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		autres effets publics 1	
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 366 jours	certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 366 jours		
1960 4 août	5,—	5,—		5,50	5,75	6,25	6,25	Taux de certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %	Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	6,25	
10 novembre	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	6,25	"	"	6,25	
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	6,—	"	"	6,—	
								Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à plus de 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 130 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 130 jours et à maximum 366 jours	
28 décembre	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre ..	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—
27 octobre ...	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—

1 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.
 * Quotité de l'avance au 30 novembre 1966
 Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,82
1961	2,56
1962	2,14
1963	2,31
1964	3,35
1965	3,17
1965 Décembre	3,64
1966 Janvier	3,20
Février	3,16
Mars	3,53
Avril	3,70
Mai	4,02
Juin	3,50
Juillet	4,57
Août	3,95
Septembre	4,35
Octobre	4,40
Novembre	4,40

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 1/2	5 1/2		6 mois	9 mois	12 mois
1962	2,50	2,75	3,00	3,30	3,38	1960 5 janv.	4,171	*	4,354
1963	3,50	3,80	4,10	4,35	3,65	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1964	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1965 Déc. ...	4,10	4,40	4,75	5,15	5,07	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
1966 Janv. ...	4,10	4,40	4,75	5,05	5,12	1966 11 janv.	5,30	5,45	5,00
Fév. ...	4,10	4,40	4,75	5,00	5,01	8 fév.	5,25	5,40	5,45
Mars ...	4,10	4,40	4,75	5,10	5,07	8 mars	5,25	5,40	5,45
Avril ...	4,10	4,50	4,90	5,15	5,11	12 avril	5,35	5,50	5,55
Mai ...	4,35	4,75	5,10	5,30	5,22	10 mai	5,35	*	5,55
Juin ...	4,50	4,90	5,30	5,60	5,52	14 juin	5,55	5,65	5,70
Juillet ...	4,50	4,90	5,30	5,75	5,74	12 juil.	5,65	5,75	5,80
Août ...	4,60	5,00	5,40	5,75	5,75	9 août	5,85	5,90	6,00
Sept. ...	5,00	5,25	5,50	5,80	5,77	12 sept.	5,85	5,90	6,00
Oct. ...	5,10	5,40	5,70	5,90	5,85	11 oct.	5,90	5,95	6,00
Nov. ...	5,15	5,50	5,75	6,00	5,99	8 nov.	6,00	6,00	6,05
						13 déc.	6,05	6,10	6,25

1 Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.
 Il convient de noter également que, jusqu'au 16 novembre 1959, il s'agit de moyennes arithmétiques simples des taux journaliers tandis qu'à partir du 17 novembre 1959, il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.)
 2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8293).
 3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 9 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.
 4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.
 5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.
 6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).
 7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).
 * Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif I 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers) 3	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
						jusqu'à 350.000 F	au-delà de 350.000 F
1965 Juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Août	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Octobre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Novembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Décembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1966 Janvier	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Février	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Avril	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mai	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juin	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Août	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Octobre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Novembre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00

1 Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1958 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965), 0,30 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965) 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,30 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1er décembre 1962						Emprunts émis après le 1er décembre 1962		
	Dette unifiée (rendement au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) 2	Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré 2
		Etat	Paraéta-tiques et villes	Etat	Paraéta-tiques et villes		Etat	Paraéta-tiques et villes	
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45	—	—	—
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
1965 Décembre	4,06	5,34	5,46	5,66	5,62	5,54	6,50	6,56	6,53
1966 Janvier	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	6,45	6,54	6,49
Février	4,05	5,45	5,44	5,68	5,65	5,57	6,50	6,56	6,53
Mars	4,05	5,52	5,52	5,68	5,66	5,61	6,53	6,61	6,57
Avril	4,05	5,59	5,54	5,69	5,68	5,64	6,54	6,65	6,58
Mai	4,05	5,63	5,58	5,73	5,69	5,67	6,59	6,67	6,62
Juin	4,05	5,76	5,71	5,81	5,74	5,77	6,64	6,70	6,68
Juillet	4,07	5,75	5,75	5,84	5,74	5,79	6,67	6,72	6,72
Août	4,07	5,72	5,76	5,81	5,73	5,77	6,69	6,70	6,72
Septembre	4,07	5,85	5,81	5,84	5,76	5,83	6,73	6,76	6,76
Octobre	4,07	5,99	5,96	5,94	5,81	5,94	6,76	6,80	6,81
Novembre	4,07	5,90	5,96	5,96	5,82	5,92	6,67	6,80	6,74
Décembre	4,07	5,91	5,89	5,90	5,84	5,90	6,73	6,81	6,78

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Y compris les emprunts de Sociétés de 5 à 20 ans.

N.B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1956		5,00		3,—		3,—		5,50		4,—		3,75		2		1,50
1957 Janvier ...	11	4,50					7	5,—							15	2,50
Février ...					11	4,—										
Avril																
Mai											17	4,25				
Juillet					12	5,—					16	5,—				
Août			23	3,50			19	7,—								
Septembre .	19	4,—														
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50								
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75			26	2,—
Février ...					5	4,25										
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—								
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—			25	4,—		26	6,—	
Avril							26	4,50					10	5,50		
Juin													12	5,—		
Septembre .													13	4,—		
Octobre ...																
Novembre .																
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50		6	3,50	
Mai														11	4,—	
Juillet ...			17	3,50												
Août																
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...																
Juin							27	5,—			4	4,50			3	2,50
Juillet ...																
Novembre .			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50										
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars													14	5,25		
Mai	27	5,—									2	5,—			6	3,50
Juillet ...							14	7,—								

1 Federal Reserve Bank of New-York.

2 Entre le 1-11-1958 et le 20-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor. Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1965 7 octobre	1966 6 octobre	1965 4 novembre	1966 10 novembre
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	13.355	17.448	20.665	22.415	22.030	24.541	22.062	24.164
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.546	2.627	3.370	4.716	4.603	5.218	4.651	5.213
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	2.204	2.263	3.096	4.405	4.317	4.912	4.342	4.913
<i>Autres opérations</i>	342	364	274	311	286	306	309	300
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	—	630	589	1.471	1.471	1.471	1.471	1.471
Monnaies divisionnaires	8	28	24	22	34	35	25	13
Comptes courants postaux	481	911	920	1.135	842	784	1.169	1.055
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.221	3.316	3.546	1.682	4.286	4.030	2.287	4.143
Portefeuille d'escompte	20.608	20.007	18.606	19.053	18.327	16.574	17.237	14.331
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	6.310	7.030	6.173	6.925	6.039	6.948	6.599	6.901
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	...	...	...	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	1.223	575	669	612	55	70	101	115
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	—	...	...	2.530	2.397	...	1.487
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	13.074	12.402	6.819	6.188	5.106	4.800	5.448	2.190
<i>Autres crédits à moyen terme</i>			4.945	5.328	4.597	2.359	5.089	3.638
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	2.412	3.220	4.546	6.183	3.794	6.179	5.111	6.954
Avances à 30 jours sur effets publics	166	72	32	5	15	23	49	22
Avances sur titres	67	71	88	91	109	97	94	102
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	870	1.656	1.689	1.465	613	692	1.798	1.038
Divers	885	1.468	1.497	1.142	1.066	1.338	1.081	1.417
Total ...	54.391	61.226	65.344	69.152	66.962	70.754	66.807	69.695

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	50.082	55.781	59.544	64.170	62.985	66.694	62.269	65.469
Comptes créditeurs :	2.718	3.479	3.668	3.272	2.072	2.172	2.260	2.274
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	1	...	...	...	...	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	200	238	426	169	164	237	127	182
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .	1.291	1.789	1.807	1.721	733	765	940	874
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.226	1.451	1.435	1.382	1.175	1.170	1.193	1.218
Capital de la Banque	150	250	250	250	250	250	250	250
Divers	1.441	1.716	1.882	1.460	1.655	1.638	2.028	1.702
Total ...	54.391	61.226	65.344	69.152	66.962	70.754	66.807	69.695

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1963 28 February	1964 28 February	1965 28 February	1966 28 February	1965 6 October	1966 5 October	1965 10 November	1966 9 November
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------	---------------------	--------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.338	2.438	2.638	2.788	2.788	2.938	2.788	2.938
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.350	2.450	2.650	2.800	2.800	2.950	2.800	2.950
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.350	2.450	2.650	2.800	2.800	2.950	2.800	2.950

Notes Issued :								
In Circulation	2.309	2.430	2.604	2.784	2.745	2.890	2.760	2.890
In Banking Department	41	20	46	16	55	60	40	60
Total ...	2.350	2.450	2.650	2.800	2.800	2.950	2.800	2.950

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	266	298	233	380	386	438	382	457
Other Securities :								
Discounts and Advances	54	32	72	70	34	83	39	60
Securities	22	25	26	28	26	27	26	27
Notes	41	20	46	16	55	60	40	60
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	384	376	378	495	502	609	488	605

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	3	3
Public Deposits	11	10	11	13	12	14	11	11
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	—	—	97	94	197	95	198
Other Deposits :								
Bankers	280	276	262	272	284	265	272	266
Other Accounts	74	71	86	94	94	115	92	112
Total ...	384	376	378	495	502	609	488	605

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1962 31 December	1963 31 December	1964 31 December	1965 31 December	1965 6 October	1966 5 October	1965 10 November	1966 9 November
ASSETS								
Gold certificate account	14.430	13.819	13.505	11.702	11.928	10.960	11.905	10.973
Redemption fund for F.R. notes	1.266	1.418	1.570	1.734	1.656	1.819	1.673	1.799
Total gold certificate reserves ...	15.696	15.237	15.075	13.436	13.584	12.779	13.578	12.772
Cash	288	182	146	129	110	317	107	295
Discounts and advances	38	63	186	137	511	844	184	552
Acceptances :								
Bought outright	52	70	59	75	39	51	43	51
Held under repurchase agreement	58	92	35	112	36	49	23	19
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	2.442	4.142	6.044	9.100	8.413	11.445	8.670	11.464
Certificates	13.182	7.066	...	...	...	4.366	...	4.366
Notes	10.717	17.729	25.188	24.828	24.828	21.013	24.828	21.013
Bonds	4.137	4.645	5.274	6.550	6.550	6.438	6.550	6.438
Total bought outright ...	30.478	33.582	36.506	40.478	39.791	43.262	40.048	43.281
Held under repurchase agreement	342	11	538	290	...	68	...	...
Total U.S. Government securities ...	30.820	33.593	37.044	40.768	39.791	43.330	40.048	43.281
Total loans and securities	30.968	33.818	37.324	41.092	40.377	44.274	40.298	43.903
Cash items in process of collection	6.518	6.435	7.190	6.915	6.130	7.025	6.626	6.809
Bank premises	104	104	102	103	102	104	101	104
Other assets	357	400	552	977	1.235	1.345	1.201	1.469
Total assets ...	53.931	56.176	60.389	62.652	61.538	65.844	61.911	65.352
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	30.151	32.381	34.659	37.074	35.838	37.910	36.488	38.503
Deposits :								
Member bank reserves	17.454	17.049	18.086	18.447	17.931	19.995	17.764	18.235
U.S. Treasurer - general account	597	880	820	668	1.224	506	1.190	791
Foreign	247	171	229	150	183	132	188	148
Other	424	291	321	355	210	478	305	434
Total deposits ...	18.722	18.391	19.456	19.620	19.548	21.111	19.447	19.608
Deferred availability cash items	3.584	3.835	4.584	4.667	4.587	5.270	4.419	5.668
Other liabilities and accrued dividends ...	73	82	642	189	346	252	313	242
Total liabilities ...	52.530	54.689	59.341	61.550	60.319	64.543	60.667	64.021
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	467	497	524	551	545	566	546	566
Surplus	934	990	524	551	524	551	524	551
Other capital accounts .....	...	...	...	...	150	184	174	214
Total liabilities and capital accounts ...	53.931	56.176	60.389	62.652	61.538	65.844	61.911	65.352
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	86	92	122	144	155	238	149	218
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability	51,2 %	46,3 %	42,7 %	35,4 %	37,2 %	33,0 % ²	36,7 %	32,6 %

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liability » includes \$ 651 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1962 31 december	1963 31 december	1964 31 december	1965 31 december	1965 4 oktober	1966 10 oktober	1965 8 november	1966 7 november
ACTIVA								
Goud	5.698	5.770	6.080	6.327	6.326	6.233	6.326	6.233
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	586	1.081	1.435	1.096	1.106	1.038	1.105	1.099
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	7	15	31	44	34	57	36	65
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	...	...	7	7	42	...	55
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	597	729	346	704	704	1.138	704	1.138
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	72	25	16	157	157	120	280	384
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	13	16	14	30	19	24	19	23
Belegging van kapitaal en reserves	183	178	173	164	185	182	185	183
Gebouwen en inventaris	1	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	10	11	17	15	20	24	28	26
Totaal ...	7.167	7.825	8.112	8.544	8.558	8.858	8.683	9.206

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	5.758	6.225	6.927	7.682	7.386	7.789	7.239	7.773
Bankassigaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.036	1.261	853	525	831	706	1.118	1.067
's Rijks schatkist	620	1.095	665	394	764	650	1.035	1.018
Banken in Nederland	283	122	138	91	45	26	64	16
Andere ingezetenen	133	44	50	40	22	30	19	33
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	112	76	79	64	62	63	54	61
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	106	70	73	57	60	55	49	54
Andere niet-ingezetenen	6	6	6	7	2	8	5	7
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	18	16	14	13	14	14	13	14
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	168	168	165	163	165	162	165	162
Diverse rekeningen	55	59	54	77	80	104	74	109
Totaal ...	7.167	7.825	8.112	8.544	8.558	8.858	8.683	9.206
N. B. -- Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	63	62	65	71	69	71	70	71

XX - G. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1962 dicembre	1963 dicembre	1964 dicembre	1965 dicembre	1965 settembre	1966 settembre	1965 ottobre	1966 ottobre
Oro in cassa	1.000	1.000	1.000	1.502	1.000	1.473	1.502	1.470
Cassa ¹	12	25	22	24	18	20	20	33
Portafoglio ²	616	942	764	720	667	750	670	820
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	260	337	285	311	296	388	350	478
Prorogati pagamenti	12	42	51	93	10	20	70	87
Ufficio italiano dei cambi	2.146	1.770	2.069	1.982	2.148	2.224	1.659	2.141
Disponibilita in divisa all'estero	63	65	64	...	65	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	244	168	519	405	298	387	296	390
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	132	229	305	211	193	246	200	222
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	485	440	410	377	380	377	380	377
C/c servizio tesoreria	—	506	558	913	708	614	637	394
Servizi diversi per conto dello Stato	—	—	29	33	16	56	11	37
Spese	56	71	88	102	57	69	60	72
Totale attivo ...	5.026	5.595	6.164	6.673	5.856	6.624	5.855	6.521
Circolazione dei biglietti ⁵	3.235	3.699	3.914	4.283	3.748	4.105	3.771	4.062
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	43	62	57	41	27	27	24	26
Conti correnti liberi	122	87	119	157	68	73	41	67
Conti correnti vincolati	988	1.305	1.459	1.738	1.629	1.979	1.651	1.922
Creditori diversi	237	352	517	340	316	358	298	359
C/c servizio tesoreria	320	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	18	10	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	4	5	6	7	7	7	7	7
Fondo di riserva straordinario	2	3	3	4	3	5	3	5
Rendite	57	72	89	103	58	70	60	73
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	5.026	5.595	6.164	6.673	5.856	6.624	5.855	6.521
Depositante di titoli e valori	4.845	4.273	4.918	4.991	5.089	5.343	5.009	5.824
¹ Comprese monete di Stato	8	5	2	1	1	7	1	10
² Compreso finanziamento annessi e acquisto grano :								
— aziende di credito	298	343	363	387	345	405	346	406
— istituti speciali	290	274	279	293	284	302	284	310
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	256	334	282	308	289	385	343	474
— privati	4	2	2	1	4	2	4	2
⁴ Compresi BOT	—	—	242	107	4	94	3	110
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	3	2	2	2	2	1	1	
⁶ Compresi vaglia e assegni	18	29	21	22	21	19	17	19

XX · 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1962 31 Dezember	1963 31 Dezember	1964 31 Dezember	1965 31 Dezember	1965 7 Oktober	1966 7 Oktober	1965 5 November	1966 7 November
AKTIVA								
Gold	14.490	15.138	16.731	17.371	17.275	16.887	17.352	16.887
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.929	12.894	10.770	8.111	7.838	8.461	8.151	9.019
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	329	417	563	892	645	972	714	976
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.289	2.122	2.684	3.344	3.271	3.255	3.271	3.255
darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.	897	751	615	509	515	420	515	419
b) an Weltbank	1.342	1.342	1.343	1.446	1.366	1.446	1.366	1.446
c) an I.W.F.	—	—	720	1.390	1.390	1.390	1.390	1.390
Deutsche Scheidemünzen	45	81	116	130	138	154	128	158
Postcheckguthaben	546	376	377	409	244	196	238	200
Inlandswechsel	1.967	1.647	2.413	4.650	6.487	6.964	5.702	6.250
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	125	307	345	192	228	232	19
Lombardforderungen	158	208	646	696	458	142	105	63
Kassenkredite	739	1.749	1.212	1.408	142	101	297	872
Wertpapiere	1.369	1.222	1.176	1.151	1.152	1.099	1.152	1.097
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	4.958	3.990	6.081	7.617	6.850	7.896	6.980	7.524
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.156	2.294	3.016	3.001	2.941	3.605	2.961	3.605
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.703	3.595	2.953	2.285	2.788	2.199	2.788	2.199
Sonstige Aktiva	253	406	463	433	424	303	543	305
	43.931	46.264	49.508	51.843	50.845	52.462	50.614	52.429

PASSIVA

Banknotenumlauf	24.147	25.426	27.692	29.455	28.148	29.575	28.260	28.875
Einlagen von	16.795	18.006	18.610	18.671	19.194	18.982	18.897	19.533
Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...	12.232	13.607	15.143	16.241	15.642	16.877	16.134	17.571
Öffentliche Einlegern	4.284	4.126	3.215	2.165	3.306	1.857	2.524	1.714
Andere inländischen Einlegern	279	273	252	265	246	248	239	248
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	374	270	308	452	397	351	337	344
Einlagen ausländischer Einleger	353	234	257	418	246	326	280	319
Sonstige	21	36	51	34	151	25	57	25
Rückstellungen	950	1.076	1.260	1.475	1.475	1.690	1.475	1.690
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	638	701	776	861	861	963	861	963
Sonstige Passiva	737	495	572	639	480	611	494	734
	43.931	46.264	49.508	51.843	50.845	52.462	50.614	52.429

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1965 7 octobre	1966 7 octobre	1965 5 novembre	1966 7 novembre
ACTIF								
Encaisse or	11.543	12.204	11.794	13.164	11.502	11.598	11.513	11.592
Devises	867	1.083	1.679	853	891	1.052	840	839
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	—	431	429	459	519	459	519
Portefeuille effets sur la Suisse	124	142	163	139	80	103	81	101
<i>Effets de change</i>	79	107	138	130	80	103	81	101
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	45	35	25	9	...	...	...	...
Avances sur nantissement	72	97	78	39	23	35	28	39
Bons du Trésor étrangers en FS	207	207	432	432	432	432	432	432
Titres	43	52	65	93	88	170	89	176
<i>pouvant servir de couverture</i>	16	...	1	2	1	2	2	2
<i>autres</i>	27	52	64	91	87	168	87	174
Correspondants :	88	71	92	81	46	32	47	41
<i>en Suisse</i>	78	62	75	66	15	15	29	27
<i>à l'étranger</i>	10	9	17	15	31	17	18	14
Autres postes de l'actif	41	35	29	33	59	86	66	89
Total ...	12.985	13.891	14.763	15.263	13.580	14.027	13.555	13.828
PASSIF								
Fonds propres	54	55	56	57	57	58	57	58
Billets en circulation	8.506	9.035	9.722	10.043	9.189	9.621	9.271	9.653
Engagements à vue	2.800	3.188	3.271	3.215	2.370	2.328	2.249	2.086
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.294	2.700	2.908	3.005	1.962	1.978	1.826	1.465
<i>Autres engagements à vue</i>	506	488	363	210	408	350	423	621
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	373	357	433	602	625	625	625	625
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	—	3	20	2	1	7	1
Autres postes du passif	217	221	243	291	302	359	311	370
Total ...	12.985	13.891	14.763	15.263	13.580	14.027	13.555	13.828

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹**Situations en millions de francs or**

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1964	31 décembre 1965	31 octobre 1965	31 octobre 1966	30 novembre 1965	30 novembre 1966
I. Or en lingots et monnayé	3.206	2.283	3.805	2.991	3.502	2.985
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	42	683	838	885	840	941
III. Bons du Trésor réescomptables	598	82	70	294	67	294
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	62	125	124	89	124	89
V. Dépôts à terme et avances :	1.752	2.935	2.054	2.906	2.127	2.965
a) à 3 mois au maximum	1.422	2.060	1.246	2.477	1.462	2.236
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	3	3	3	3
c) de 3 à 6 mois	229	603	484	302	327	415
d) de 6 à 9 mois	68	25	118	42	111	125
e) de 9 à 12 mois	21	118	57	17	75	92
f) à plus d'un an	9	126	146	65	149	94
VI. Autres effets et titres :	1.426	2.015	1.536	1.232	1.750	1.187
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	281	296	290	290	287	287
b) de 3 à 6 mois	3	3	17	13	16	16
c) de 6 à 9 mois	85	94	2	9	5	8
d) de 9 à 12 mois	26	22	107	107	109	109
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	744	1.309	811	591	981	522
b) de 3 à 6 mois	120	100	148	69	153	93
c) de 6 à 9 mois	17	75	17	26	61	34
d) de 9 à 12 mois	25	35	83	76	30	69
e) à plus d'un an	125	81	61	51	88	49
VII. Actifs divers	1	1	1	3	1	3
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	—	68	—
<i>Total actif</i> ...	7.155	8.192	8.496	8.400	8.479	8.464

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :**Fonds placés en Allemagne : ²**

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus)	221	221	221	—	221	—
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	—	76	—
<i>Total</i> ...	297	297	297	—	297	—

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1958 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1^{er} avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1964	31 décembre 1965	31 octobre 1965	31 octobre 1966	30 novembre 1965	30 novembre 1966
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	26	26	26	26	26	26
1. Fonds de Réserve Légale	13	13	13	13	13	13
2. Fonds de Réserve Générale	13	13	13	13	13	13
III. Dépôts (or) :	3.757	4.410	4.656	4.260	4.676	4.249
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	—	—	—	34	—	34
b) de 9 à 12 mois	72	203	169	159	186	186
c) de 6 à 9 mois	—	69	69	10	69	—
d) de 3 à 6 mois	79	79	21	168	31	174
e) à 3 mois au maximum	783	1.656	1.136	707	1.143	695
f) à vue	2.518	1.836	2.709	2.667	2.695	2.646
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	28
b) de 9 à 12 mois	—	17	17	17	17	103
c) de 6 à 9 mois	—	17	—	—	17	86
d) de 3 à 6 mois	69	69	17	104	—	59
e) à 3 mois au maximum	69	248	69	173	69	17
f) à vue	167	216	449	221	449	221
IV. Dépôts (monnaies) :	2.554	2.943	2.975	3.411	2.972	3.479
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	78	28	26	32	28	31
b) de 9 à 12 mois	26	11	79	98	82	110
c) de 6 à 9 mois	81	80	113	10	8	25
d) de 3 à 6 mois	331	503	324	253	497	349
e) à 3 mois au maximum	1.666	1.950	1.886	2.621	1.788	2.579
f) à vue	20	16	19	26	16	82
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	15	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	31	15	48	—	46	—
d) à 3 mois au maximum	254	323	437	357	444	290
e) à vue	52	17	43	14	43	13
V. Effets :	415	385	425	287	385	291
a) de 9 à 12 mois	37	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	68	11	34	—	33	—
c) de 3 à 6 mois	98	41	24	—	20	4
d) à 3 mois au maximum	212	333	367	—	332	287
VI. Divers	65	79	65	65	71	68
VII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
VIII. Comptes de profits et pertes	9	10	10	10	10	10
IX. Provision pour charges éventuelles	204	214	214	216	214	216
<i>Total passif</i> ...	7.155	8.192	8.496	8.400	8.479	8.464

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Dépôts à long terme :	229	229	229	—	229	—
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités ²	153	153	153	—	153	—
2. Dépôt du Gouvernement allemand	76	76	76	—	76	—
Fonds propres utilisés en exécution des Accords (voir ci-dessus)	68	68	68	—	68	—
<i>Total</i> ...	297	297	297	—	297	—

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
O.N.E.M.	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiotélévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2		
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices des prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2		
3. Importations par groupes de produits	VIII - 3		
4. a) Indice des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série)	IX - 2		
3. Chiffres trimestriels	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances Publiques.			
1. Situation de Trésorerie	XI - 1		
2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2		
3. Détail des recettes fiscales	XI - 3		
4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1962	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963	XII - 1b		
2. Mouvements des créances et des dettes en 1963	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1962 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvement des créances et des dettes en 1963 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6		
Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6		
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6		
7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7		
8. Situation globale des banques	XIII - 8		
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9		

Numérotation
des tableaux

Numérotation
des tableaux

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités de l'épargne globale des particuliers et des entreprises

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Emission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectuées au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs.
	}	Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs.
	}	Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS
17, SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 6